



POLITIK

« Da rëtscht dat éischer »

Interview avec Claude Meisch sur le logement abordable comme modèle d'affaires, le respect dû aux maires et les attentes de prix des promoteurs privés

S. 3

Gesinnungskongress

Intensiver als über Ökosozialismus diskutierte déi Lénk über ihre Haltung zum Krieg in der Ukraine und vor allem in Gaza

S. 7

Delays and cancellations expected

Aus dem Minett fahren täglich fast doppelt so viele Menschen mit dem Zug in die Hauptstadt wie aus dem Sillon Lorrain oder dem Ösling. Gleichzeitig ist die Linie 60 am anfälligsten für Störungen

S. 8

Foto: Sven Becker

WIRTSCHAFT

La loi du marché

Bionext mène une campagne judiciaire pour récupérer son manque-à-gagner de la pandémie, stigmatisant les conflits d'intérêt et l'opacité

S. 12

FEUILLETON

Vagabunden, Aliénés und Diagnosen

Ein Spaziergang mit Psychiater Yves De Smet über das Gelände des CHNP gibt Einblicke in die Psychiatriegeschichte

S. 16



6,00 €

„Anzwuersch anescht“

IIII Stéphanie Majerus

„Déi extrem Lénks si genau esou problematesch wéi déi Rietsextrem, wëll et ass ëmmer een Discours vun Exklusioon, vun anti-europäesch,“ sagte die EU-Abgeordnete Isabel Wiseler-Lima am Montagabend bei einem Rundtischgespräch. Beide würden die Demokratie unterhöhlen. In diesem Punkt bestehe „absolut kein Unterschied“. Die Anliegen von extrem Rechten würden nur breiter diskutiert, weil mehr Rechtsextreme im EU-Parlament sitzen würden, so die CSV-Politikerin. Der Journalist Diego Velazquez der den Abend moderierte, fragte daraufhin seine Gäste, ob man David Wagner (déi Lénk) mit Eric Zemmour (Reconquête) vergleichen könne. Tilly Metz (déi Gréng), die neben Marc Angel (LSAP) und Anna-Lena Högenauer (Uni.lu) auf dem Podium saß, meinte, es gebe sehr wohl einen Unterschied zwischen Rechten, die die EU „kaputt machen wollen“ und Linken, die von einem anderen Europa träumen. Der EU-Abgeordnete Angel seinerseits argumentierte, die EU-Fraktion The Left würde nicht menschenverachtend urteilen und sich für eine starke Sozialpolitik aussprechen – „es ist nicht gerecht, David Wagner mit Eric Zemmour zu vergleichen“. Als der EU-Abgeordnete Charles Goerens (DP) vom Publikum aus das Mikrofon ergriff, dozierte er in Richtung der CSV-Politikerin, er habe im EU-Parlament nicht die gleiche Zielsetzung zwischen The Left und den Rechtsextremen ausmachen können. Wir würden in „extrem gefährlichen Zeiten leben“, manche Entwicklungen würden ihn an 1933 erinnern.

Eigentlich ging es bei dem von der Zeitschrift *Forum* organisierten Gespräch auch darum, herauszufinden, welche Strategien die Parteien haben, um einen Rechtsruck bei den Europawahlen am 9. Juni einzudämmen. Es wird vermutet, dass bis zu 25 Prozent der Wähler/innen Rechtspopulisten ihre Stimme geben könnten. Von der CSV-Abgeordneten, die Literaturwissenschaften studiert hat und seit 1985 CSV-Mitglied ist, kam eine bemerkenswert unausgeglichene Antwort: „Ech weess net, wou dat Elektorat hierkënnt ... Déi Leit waren anzwuersch anescht virdrun ... Wa mer eng Äntwert hätten, wier et einfach ... Ech hunn d’Gefill, datt eng extrem Rechts vill méi Chancen huet, wann d’Leit an enger extremer Roserei sinn a wann se Angscht hunn.“ Wiseler-Limas Strategie scheint sich tatsächlich auf eine Gleichsetzung von Links- und Rechtsextremismus zu reduzieren. Denn ihre Annahme wiederholte sie bereits Mitte März auf dem CSV-Kongress. Als Co-Spitzenkandidatin führt sie ihre Partei neben Christophe Hansen ins Rennen um EU-Mandate. Die CSV ist im EU-Parlament Teil der Europäischen Volkspartei (EVP).

Die EU-Abgeordnete Wiseler-Lima versicherte am Dienstag ebenfalls, dass es für die EVP nicht möglich sei, mit der Fraktion der Europäischen Konservativen und Reformer (ECR) zu kooperieren, da sie nicht pro-europäisch agiere. Das wirkte anachronistisch zu den eigentlichen Handlungen ihrer Partei. Manfred Weber hat sich als EVP-Spitze mehrfach in Interviews dafür stark gemacht, mit Italiens postfaschistischer Ministerpräsidentin Giorgia Meloni zusammenzuarbeiten. Ende 2023 hat die EVP mit der ECR und der rechtsextremen Identity and Democracy (ID) gegen das Gesetz zur Wiederherstellung von Ökosystemen – Wälder, landwirtschaftliche Flächen, Flüsse – gestimmt. Ein gleiches Abstimmungsverhalten wie Rechtspopulisten macht die EVP nicht zwangsläufig zu einer rechteren Partei. Nur würde ihre Argumentation in punkto Sozial- und Umweltpolitik sich derjenigen der ECR annähern, analysierten Tilly Metz und Marc Angel am Dienstag. Die ADR ihrerseits bereitet sich auf einen Einzug unter ECR-Fahne ins EU-Parlament vor. Ihr Spitzenkandidat Fernand Kartheiser ist bereits Mitglied des Vorstandes der ECR-Partei. Im *Radio 100,7* bekräftigte Alex Penning (ADR), dass die ID „éischter vëlkesch“ und „wierklech riets“ sei, da bestehe „ein großer Unterschied“ zur ECR. Auf Nachfrage des *Radio 100,7*-Journalisten zeigt sich Penning aber offen für eine Zusammenarbeit mit der ID. Und freut sich, dass die hiesige CSV ADR-Schwerpunkte in der Regierung aufgreife. So mache sie Werbung für „das Original“. Im vorgestern veröffentlichten Politmonitor gaben 46 Prozent der Befragten an, die Zunahme von Rechtsextremismus bereite ihnen Sorgen. „Am mannste beschäftigt de Rietsextremismus d’CSV-Unhänger“, gab *RTL*-Journalistin Caroline Mart die Auswertung wieder. ●



Politik

« Da rëtscht dat éischer »

IIII Bernard Thomas

Interview avec Claude Meisch (DP) sur le logement abordable comme modèle d'affaires, le respect dû aux maires et les attentes de prix des promoteurs privés. Le ministre revient également sur « l'affaire Cocottes »



Claude Meisch dans son bureau au onzième étage du Héichhaus

d'Land : Le DP a longtemps été opposé à des mesures qu'il défend aujourd'hui. On pense à la taxation des logements vides et des terrains vacants. Les libéraux se cachaient derrière la « Bomi » qui garderait les terrains pour ses petits-enfants. Ne portez-vous pas une responsabilité politique pour le retard accumulé ?

Claude Meisch : C'était un peu plus nuancé. On disait que c'était normal que les propriétaires gardent des terrains pour leurs enfants en attendant que ceux-ci terminent leurs études. Mais on disait également que certaines choses n'étaient pas justifiables.

Jusqu'à la dernière mandature, vous mettiez surtout l'accent sur la protection de la propriété privée.

Qu'un parti libéral soit pour la propriété privée, cela ne devrait pas vous surprendre. Nous ne sommes pas un parti communiste. Mais cela ne veut pas dire qu'un propriétaire soit exempt de responsabilités. Beaucoup de gens sont dans une situation d'urgence et nous avons une responsabilité collective. Les derniers gouvernements ont tenté d'avancer, et certaines choses se sont améliorées. Mais face au grand challenge de la croissance démographique, nous avons collectivement échoué.

Pendant des années, tout le monde a tapé sur Henri Kox. Aujourd'hui, tout le monde veut continuer sa politique. Cela paraît un peu injuste, non ?

Je l'ai dit très clairement à la tribune de la Chambre : Nous nous situons dans la continuité de ce qui a été fait. L'actuel gouvernement, tout comme celui qui l'a précédé, veut investir plus dans le logement public abordable. Nous l'avons fait, mais sans réussir à rattraper le retard accumulé sur des décennies. J'aimerais tout de suite ajouter que je ne vais pas non plus réussir dans les cinq prochaines années. Ce ne serait pas une ambition réaliste. Il s'agira plutôt de faire une *Weichenstellung*. Ce qui nous différencie par contre du dernier gouvernement, c'est que nous voulons intégrer les promoteurs privés.

Mais existe-t-il un modèle d'affaires pour le logement abordable ? Sachant que les loyers tournent autour de quatre euros le mètre carré, vous devrez trancher la question : Combien l'État est-il prêt à dépenser pour assurer un rendement privé ?

Le secteur privé nous a soumis une série de propositions que nous sommes en train d'évaluer. Nous sommes priés de fournir les premiers éléments d'ici la fin mai. Mais nous n'allons certainement pas pouvoir conclure sur tous les points.

Ces propositions, parlons-en. La Chambre des métiers propose que les privés construisent des logements abordables sur des terrains publics. Y êtes-vous favorable ?

Je peux l'imaginer, mais uniquement dans une petite envergure. Dans le secteur privé certains s'imaginent que l'État serait assis sur un gigantesque réservoir de terrains immédiatement mobilisables. Mais cette représentation ne correspond pas à la réalité, c'est une sornette. Ce serait génial si je pouvais ouvrir l'armoire, sortir le cadastre et distribuer des parcelles. Il faudrait bien sûr passer par une soumission et l'État devrait rester propriétaire du terrain. Ce serait la plus belle chose qui soit. Mais à part quelques rares *Baulücken*, ce n'est pas faisable.

Les promoteurs faisaient de telles marges sur le marché privé que l'abordable les intéressait très peu. La crise immobilière a-t-elle changé la donne ?

Ils disent vouloir le faire, et j'en prends acte. Ils savent que ce ne sera pas pour demain. Tout simplement parce que la loi actuelle ne le permet pas. Ce ne sera donc qu'au bout d'un processus législatif, qui durera au moins deux ans, que nous pourrions autoriser les premiers projets.

Actuellement, Giorgetti, Kuhn ou Becca devraient d'abord constituer une fondation ou une société d'impact sociétal avant d'être éligibles aux 75 pour cent d'aide à la pierre.

D'après la loi actuelle, les SA ou SARL ne sont pas éligibles. Les promoteurs privés ne peuvent donc tirer de bénéfices des logements abordables.

Mais pourquoi s'y lanceraient-ils alors ?

C'est pourquoi nous devons créer de nouvelles conditions. Mais j'ai dit très clairement à la Chambre que certaines choses sont politiquement inconcevables. Nous n'allons pas financer des plus-values privées avec de l'argent public. Soixante-quinze pour cent d'aide à la pierre, *dat ass verdammt vill!* L'État financerait donc l'investissement d'un acteur privé. Dans ce cas, il devra devenir propriétaire de l'immeuble. Ils construisent, nous achetons, et c'est bon : Ce serait la piste actuelle du rachat de Vefas [Ventes en l'état futur d'achèvement].

Vous voulez donc créer une toute nouvelle filière, distincte du cadre actuel qui régit le logement abordable actuel. J'imagine que l'État devra contribuer quelque chose ?

Cela me semble évident (*rires*). Il faudra trouver un autre modèle qui soit adapté au secteur privé.

Les partenariats public-privé (PPP), le DP les a revendiqués dans son programme électoral de 2013, puis dans celui de 2018 et enfin dans celui de 2023. Cela fait donc onze ans que vous en parlez, mais sans avoir de modèle concret en tête ?

Une entreprise privée qui vend sa Vefa à l'État : C'est bien dans la logique des PPP. Nous aimerions désormais faire un pas de plus. Nous voulons qu'un entrepreneur privé puisse réaliser des logements abordables en régie propre. Il faut donc fixer d'autres conditions. Je peux m'imaginer qu'on donne une certaine subvention publique pour qu'on aboutisse à un loyer qui soit en quelque sorte abordable. Car un loyer de quatre à six euros, cela ne suffira certainement pas pour garantir un rendement. Il faudra donc que l'État contribue. Nous en discutons actuellement. Dans un tel scénario, les privés pourraient faire un profit raisonnable.

Qu'entendez-vous par « raisonnable » ?

Nous pourrions trouver des références. Il existe par exemple la notion de « bénéfice raisonnable » pour des entreprises qui remplissent une mission publique. On pourrait s'en inspirer.

Les promoteurs sociaux doivent louer en abordable pendant quarante ans. Comptez-vous réduire cette période ?

Les promoteurs sociaux existants sont issus du secteur caritatif. Ils ne le font donc pas pour le bénéfice. Je ne vois donc pas pourquoi nous réduirions cette période.

Et dans le nouveau modèle PPP auquel vous travaillez ? Les quarante ans vont-ils être revus à la baisse ?

Il faudra trouver un équilibre. Mais laissez-nous le temps. *Dat rëselt een net sou aus dem Aarm*. Nous allons également devoir prendre en compte la question des aides d'État. Ces règles poseront déjà un cadre.

« Nous n'allons pas financer des plus-values privées avec de l'argent public. 75 pour cent d'aide à la pierre : Dat ass verdammt vill ! »

Le programme de rachat étatique pour Vefas enlissées n'a pas été un grand succès jusqu'ici. Seulement six contrats de réservation ont été signés sur une année.

Nous sommes coriaces dans les négociations. Nous n'acceptons pas toutes les offres soumises par les promoteurs privés. Je l'ai dit clairement aux fonctionnaires qui suivent ces dossiers – dont je me tiens délibérément éloigné – que nous ne sommes pas là pour dépanner quelqu'un qui aurait fait de mauvaises spéculations foncières. L'État ne doit pas être le garant en dernier ressort.

La Ville de Luxembourg a, quant à elle, rassemblé cinq projets en un mois et demi. Comment s'explique ce succès ?

La Ville peut offrir des prix plus élevés. Elle ne s'est pas ralliée à notre cahier des charges et je ne pense pas qu'elle compte louer ces appartements en abordable. Mais je trouve que c'est positif qu'une commune veuille devenir un acteur, que ce soit dans le contexte du logement abordable ou non.

Si la Ville hésite à passer par l'aide à la pierre, c'est qu'elle veut choisir elle-même ses locataires. Ce que ne permet pas le Registre national de logement abordable [Renla]...

Je suis prêt à discuter avec les communes d'une ouverture de ce système. Je veux que les communes qui s'engagent dans le logement abordable aient leur mot à dire sur qui occupera ces appartements.

Avant les élections législatives, il y a déjà eu un compromis entre Déi Gréng et le DP à ce sujet : C'était justement le Renla.

Je crois que c'était surtout un compromis entre le ministère et la Ville de Luxembourg (*rires*). Mais ce système est tellement complexe qu'il en devient dissuasif. Je veux que le bourgmestre puisse décider qui vivra dans les logements sociaux. C'est lui qui doit convaincre les conseillers communaux et les riverains. Aux yeux des bourgmestres, le système actuel a des allures de boîte noire.

Mais la boîte noire n'est-ce pas plutôt l'arbitraire communal ?

Il faudra évidemment remplir des conditions pour être éligible. Mais les maires construisent pour leur population. Je ne le leur reproche pas, c'est leur mission. Ils ne vont soutenir le système que s'ils peuvent dire : « On construit pour les jeunes de notre commune, peut-être pour vos enfants ». *Dann rëtscht dat éischer...*

Le sous-texte de ce message n'est-il pas souvent : On ne veut pas de locataires pauvres dans notre belle commune de riches ?

Je ne vais pas commenter tous les préjugés qui existent sur le logement social. Nous avons besoin de tout le monde dans ce pays. Quand on parle de manière *sachlech* avec les gens, ils comprennent. On a également besoin d'un logement pour celui qui me sert à la caisse du supermarché, pour celui qui me livre ma pizza, pour celui qui me construit ma maison...

Le « fonds citoyen » est un autre *evergreen* libéral qui a trouvé son entrée dans le programme de coalition. De nouveau, on se demande comment cela doit fonctionner : Une loi Rau immobilière, avec un incitatif fiscal ?

On pourrait se l'imaginer ainsi. Cela s'adresse à des gens qui ont mis un peu d'argent de côté et qui cherchent à compenser l'inflation. On parle donc de taux comparables à ceux d'un compte-épargne. *Dat ass eng sécher Saach*, puisque l'État est quelque part derrière. En plus, on aide à résoudre un problème national. Je peux m'imaginer qu'assez de gens seront prêts à investir des montants même modestes.

Ce « Biergerfonds » devrait aussi investir dans le marché privé, apprend-on dans l'accord de coalition.

Si on veut que le rendement soit un minimum attractif, on ne peut miser sur le seul segment de l'abordable. Ces loyers suffisent à peine à financer l'encadrement des locataires. Je peux donc m'imaginer un mix. Si la main publique devenait un acteur de poids sur le marché, cela pourrait un peu freiner [*zähmen*] les attentes de loyer et de rendement des acteurs privés. Mais nous en sommes encore très éloignés...

Dans le cadre de la crise immobilière, le gouvernement CSV-DP parle de tout (et surtout d'incitatifs fiscaux), mais jamais de prix immobiliers. Pour les Vefas, la baisse des prix a été de 7,6 pour cent. Dans l'ancien par contre, la chute est bien plus prononcée : moins 18,8 pour cent. À l'inverse des promoteurs, les particuliers ont donc accepté de baisser leurs attentes.

Je trouve aussi que les promoteurs pourraient encore faire des efforts. Nous remarquons qu'ils en font par rapport à l'État, lorsqu'ils nous offrent leurs Vefas. Mais en général, ils n'ont plus mis d'objets sur le marché pour maintenir leur prix. Dans l'existant, la situation est tout autre. Certains propriétaires n'ont pas d'autre choix que d'accepter le prix que les acquéreurs sont prêts à payer.

Le DP, tout comme Luc Frieden, ont expliqué durant la campagne qu'il fallait construire plus « en hauteur ». Or, tout le monde sait que ce n'est pas aux ministres mais aux maires d'en décider. Soit la politique nationale a le courage de l'imposer, soit elle arrête d'en parler, non ?

Si, je vais continuer à en parler ! Déjà parce que je suis aussi ministre de l'Aménagement du territoire. Si on veut une croissance économique et si on accepte une croissance démographique, il faudra que le logement soit organisé d'une autre manière. Nous ne pouvons continuer l'artificialisation des sols au même rythme. Nous devons plutôt la freiner, pour un jour l'arrêter.

Claude Turmes ne disait pas autre chose. Mais il faut aussi se donner les moyens de ses ambitions. L'article 29bis était miraculeusement sorti indemne du Conseil d'État. Il imposait aux communes de bâtir dix pour cent de plus. Ne faudrait-il pas plus souvent oser défier la sacro-sainte autonomie communale ?

Nous avons besoin des communes dans ce processus. Ce sont... je ne dirais pas un goulot d'étranglement... mais des acteurs très importants. Car les maires sont toujours impliqués. Aucune autorisation de bâtir n'est signée et aucun logement n'est construit s'ils ne sont pas d'accord. Si le gouvernement veut que les communes l'accompagnent, du moins celles qui sont censées grandir, il doit comprendre leurs réticences.

Avant de terminer, nous devons brièvement revenir sur « l'affaire Cocottes ». Le Parquet a classé le dossier sans suite. Mais il reste une question que vous n'avez jamais abordée et qui paraît pourtant centrale : C'est celle du rapport de pouvoir entre un ministre et sa fonctionnaire.

Je comprends que les gens se posent cette question. Mais je dois dire que les personnes concernées, c'est-à-dire ma collaboratrice et moi-même, avons eu et avons toujours une bonne relation professionnelle ; il n'y a rien qui la trouble. *Et ass näischt hänke bliwwen*. Même si nous regrettons tous les deux que le pays entier a dû en parler.

L'auteure de la vidéo accusatrice l'avait rapidement retirée de son compte Instagram. Étiez-vous au courant que celle-ci continuait à circuler ?

On m'a envoyé la vidéo le soir même des faits. J'ai immédiatement appelé la personne concernée, c'est-à-dire ma collaboratrice, pour l'en avertir. Dans les semaines qui ont suivi, je pensais que la vidéo avait disparu. Je me disais que, finalement, il n'y aurait pas de *shitstorm*. Jusqu'à ce que j'apprenne que certaines personnes s'occupaient activement à la diffuser.



Claude Meisch,
ce mardi

Le malaise persistant provient du mélange des genres entre votre vie privée et votre fonction publique. Il s'agissait d'une discussion, que vous-même avez qualifiée d'« émotionnelle » et de « houleuse », entre un ministre et sa première conseillère de gouvernement. On ne peut pas dire que cela concernait simplement la personne privée Claude Meisch...

Aussi bien moi-même que ma collaboratrice avons tout dit et écrit à ce sujet. Je pense qu'il n'y a plus rien à y ajouter.

En absence d'un super-ministère revendiqué par le DP, le ministre du Logement n'a pas beaucoup de prérogatives. Est-ce que cette affaire vous a affaibli dans votre fonction, notamment dans vos négociations avec l'Intérieur et les Finances ?

Je ne l'ai pas constaté. À mon avis, cela n'a pas entravé ma force comme politicien dans les discussions et décisions. Même si c'est quelque chose que je regrette. J'aurais été content que cela ne soit jamais arrivé et qu'on n'en ait pas discuté. Vous pouvez me le croire. ●

« Mince, très mince »

Dix hauts fonctionnaires communaux, quatre échevins, trois promoteurs et une bourgmestre étaient réunis ce jeudi pour un « point presse » dans la « salle de cérémonie » au Knuedler. En face : trois journalistes. Lydie Polfer tenait à conférer une certaine solennité à la signature du premier contrat de réservation pour une Vefa privée. Il s'agit du projet « River Place » que le promoteur belge Immobil consent à une sérieuse décote, le prix moyen d'une Vefa tournant autour de 14 300 euros dans la capitale. « Elle est mince, très mince », dit sa directrice, Muriel Sam, à propos de la marge. Et d'assurer : « Ce n'est pas un projet sur lequel on va gagner de l'argent ». Immobil aurait dû faire « un arbitrage commercial », dit-elle. Le promoteur aurait opté pour des liquidités à court terme plutôt que pour des profits à moyen terme. Pour comprimer les coûts, le développeur aurait fait quelques adaptations « au niveau du design ».

La commune fait une bonne affaire : Elle acquiert 117 unités pour 60,66 millions d'euros : 9 800 euros le mètre carré, soit 4 000 pour le terrain et 5 800 pour la

construction. Immobil consent à une sérieuse décote, le prix moyen d'une Vefa tournant autour de 14 300 euros dans la capitale. « Elle est mince, très mince », dit sa directrice, Muriel Sam, à propos de la marge. Et d'assurer : « Ce n'est pas un projet sur lequel on va gagner de l'argent ». Immobil aurait dû faire « un arbitrage commercial », dit-elle. Le promoteur aurait opté pour des liquidités à court terme plutôt que pour des profits à moyen terme. Pour comprimer les coûts, le développeur aurait fait quelques adaptations « au niveau du design ».

En octobre dernier, la Ville avait lancé un appel à candidatures pour acquérir des Vefas enlisées. Quinze projets étaient entrés, la Ville en a retenu cinq. Après la signature du premier contrat de réservation ce jeudi, les négociations continuent pour les quatre projets restants qui sont de taille plus modeste, représentant quelque 140 unités au

total. Un point d'interrogation persiste sur la question des subventions étatiques (75 pour cent de l'investissement). Lydie Polfer devra rencontrer Claude Meisch pour déterminer si le projet de colocation tombe dans les critères officiels. Si la commune touchait l'aide à la pierre, elle devrait passer par le Registre national du logement abordable pour choisir ses locataires. Une harmonisation des critères qui gêne énormément les édiles locaux. « Mir kënnen net d'Laascht op ons huele fir de soziale Wunnengsbau ze maache vum ganze Land. Mir mussen awer e bëssi kennen d'Gewichtunge ginn, wéi mir mengen dat se gutt wäre fir d'Stat » s'est ainsi plaint le libéral Claude Radoux, ce mardi, peu avant le vote (à l'unanimité) au conseil communal. Dans la commission des finances de la Ville, la majorité bleue-verte se disait prête à éventuellement « renoncer aux subsides pour louer à un prix raisonnable en vue d'un *return on invest* sans bénéfice ». BT

B L O G



POLITIK

Bettel retörns

Der Politmonitor, hinter den Wahlen traditionell das politische Ereignis mit dem größten Unterhaltungswert, bescheinigte diese Woche der neuen CSV-DP-Koalition, dass „jeder Zweite“ (56%) die Arbeit der Regierung gut finde, wie das *Wort* gestern titelte. Besonders groß ist die Zustimmung (noch) nicht, denn im Juli 2023 gaben über zwei Drittel der von Ilres Befragten (68 Prozent) an, mit der Arbeit der Dreierkoalition zufrieden zu sein, bevor sie drei Monate später abgewählt wurde. Die CSV-Wähler (91%) finden die neue Regierung wesentlich besser als die Wähler der DP (79%), die meisten LSAP-Wähler (57%) finden sie schlecht. Trotz Kriegen und andauernder Energiekrise machen sich offenbar immer weniger „Wähler“ Sorgen um den Klimawandel und die

hohen Energiepreise. Wenn der Preisdeckel Ende des Jahres ausläuft, könnte sich das aber wieder ändern. Etwas zugenommen haben lediglich die Angst vor Rechtsextremismus und dem Zerbröckeln des sozialen Zusammenhalts. Ein Drittel der Befragten spricht sich dafür aus, das spezielle Pensionsregime für Staats- und Gemeindebeamte abzuschaffen. Mit der Entscheidung von CSV-Innenminister Léon Gloden, das Bettelverbot der Stadt Luxemburg zu genehmigen, ist über die Hälfte der Befragten nicht einverstanden (51%).

Im Beliebtheits-Ranking rangiert Gloden denn auch nur auf Rang 31 (von 40), aus der Regierung liegen nur die noch weitgehend unbekannten DP-Minister/innen Stéphanie Obertin und Eric Thill hinter ihm. In Abwesenheit von Jean Asselborn (LSAP) führt nun mit 79 Prozent Zustimmung sein DP-Nachfolger im Außenministerium, Xavier Bettel (Foto: sb), das Ranking an, dicht gefolgt von der LSAP-Oppositions-abgeordneten Paulette Lenert (78%). CSV-Premier Luc Frieden kommt mit 66 Prozent nur auf Rang 3. Die *Stater* DP-

Bürgermeisterin Lydie Polfer, die *Wort* und *RTL* vor zwei Jahren aus Gründen der Unterhaltung wieder in das Ranking aufgenommen hatten, verliert zehn Prozent, bleibt aber wie im Juli 2023 auf Rang 4, vor DP-Wirtschaftsminister Lex Delles. Wegen ihrer Wahlresultate nicht ganz überraschend, ist das gute Abschnelden der LSAP-Abgeordneten Liz Braz, die aus dem Stand auf Rang 14 kommt. LL

Resolut Europa

Ein Wahlprogramm in Richtung einer förderierten EU nahm ein Kongress von Fokus um Frank Engel und Monica Semedo (Foto: oh) am Sonntag im Weinkeller des Viandener Schlosses an: Mehrheitsentscheidungen in allen Politikbereichen; Direktwahl des Präsidenten oder der Präsidentin der EU-Kommission; eine rasche EU-Erweiterung bis 2029 auch um die Balkanländer, Moldau und die Ukraine. Ein „European Way of Life“ mit „sozialem Fortschritt“ (den Fokus aber nicht näher definiert) und Umweltschutz solle „ohne amerikanische Hilfe“ verteidigt werden. Fokus würde das Projekt Finanztransaktionssteuer wiederbeleben, um der EU zu Geld zu verhelfen, will Reindustrialisierung, aber

auch Freihandelsabkommen mit den USA, Kanada und Südamerika. Einwanderung soll neben dem Recht auf Asyl „gesteuerte Prozeduren“ umfassen, um „sein Glück an einem anderen Ort zu suchen, als dem, wo er oder sie geboren wurde“. Im Abschnitt Energiepolitik kommt Frank Engels Lieblings-Energieträger Wasserstoff zu Ehren. PF

GESELLSCHAFT

Abdicación = Jubilar

Dans un entretien publié dans *Gala* cette semaine, la Grande-Duchesse Maria-Teresa évoque son fils Guillaume et son avenir de Grand-Duc. Il serait « très content de la place qu’il occupe ». Mais, « plus jeune, il a eu des difficultés à accepter le destin qui lui était imposé », explique l’épouse du chef de l’État. Le couple grand-ducal lui a laissé le choix, dit-elle : « Il a librement accepté de succéder à son père ». L’abdicación serait ainsi « une très bonne idée », selon la Grande-Duchesse, pour ne pas hâter une succession dans le deuil. « Nous allons faire de même », avance-t-elle. « Il nous semble, à mon mari et moi-même, que garder un héritier dans

l’attente d’une destinée pendant des dizaines d’années est une chose difficile », explique Maria-Teresa. « Nous avons le droit d’avoir du temps pour nous. (...) En espagnol, retraite se dit jubilar. (...) Cela veut dire qu’on profite d’une autre vie », détaille-t-elle. En novembre dernier, *Le Quotidien* informait que le maréchal, Paul Dühr, évoquait en privé l’imminence du passage de témoin. Interrogée mardi sur un éventuel calendrier, la Maison du Grand-Duc n’avait toujours pas répondu à notre sollicitation jeudi au moment du bouclage. PSO

KLIMA

Raus aus dem Warenkorb

Die Wissenschaftler/innen des Observatoriums für Klimapolitik begeben sich auf politisch heikles Terrain: Fossile Brennstoffe sollten aus dem Index-Warenkorb entfernt werden. Dann müsste der Gaspreisdeckel nicht über Ende dieses Jahres verlängert und Heizöl nicht weiter bezuschusst werden. Fossile Brennstoffe würden in den nächsten Jahren ohnehin teurer, die Energiepreise allgemein voraussichtlich nicht sinken. Besser wären direkte Hilfen für „vulnerable Haushalte“ und „kleine Betriebe“. PF

FINANZEN

Von den Staatsausgaben

Dass der Gesetzentwurf zum Mehrjahreshaushalt 2023-2027 die Ausgaben des Zentralstaats deckelt (auf 29,66 Milliarden Euro dieses Jahr, auf 33,02 Milliarden im Jahr 2027) begrüßt der Conseil national des finances publiques sehr: Das wurde noch nie gemacht, obwohl es

seit 2014 so sein soll. Im Ergänzungshaushalt 2024 und im *Pluriannuel* stellte CNFP-Präsident Romain Bausch am Mittwoch vor der Presse „strukturelle“ Probleme bei den Ausgaben fest: Etwa bei den Gehältern beim Staat und den Mieten für Büroflächen. Die *Sécu* kostet auch immer mehr. Nächstes Jahr kommen neue EU-Haushaltsregeln. Noch sein sie „zimlech flou“, doch Luxemburg könnte zu den Ländern zählen, die die EU-Kommission lange mit Vorgaben verschont. Der CNFP hält das für riskant und empfiehlt, die aktuellen EU-Haushaltsregeln national weiterzuführen. PF

MOBILITÄT

Mit der Tram in die Zukunft

Als Bürgermeisterin Lydie Polfer und Mobilitätsschöffe Patrick Goldschmidt (beide DP) am Mittwoch den *Stater* Mobilitätsplan vorstellten, erwähnten sie, die Frage nach einem Tram-Abschnitt über *Neipuertsgaass* und Boulevard Royal stelle sich bis 2035 nicht mehr. Solange sei der Ausbau entlang der Route d’Arlon zum CHL „nicht prioritär“, da der Erwerb der nötigen Grundstücke kompliziert sei. Das ist erstaunlich, weil Mobilitätsministerin Yuriko Backes (DP) vor drei Wochen im *Wort* erklärte hat, für sie habe der Ausbau zum CHL Priorität. Dem *Land* sagte das Ministerium dazu, man sei sich mit der Stadt „einig, dass die Tram entlang der Arloner Straße spätestens 2035 fahren soll“. Auf die Frage, ob ohne den Zugang *Neipuertsgaass* die Strecke allein entlang dem Glacis genug Qualität garantiere, wenn vom Kirchberg in ein paar Jahren zwei Linien kommen, lautete die Antwort: „Wir suchen nach Lösungen“. Vielleicht ein anderer Ausdruck dafür, dass alles politisch ist. PF

|||||

Unlike-minded states

|||| Pierre Sorlut

« We, the Prime Ministers of Ireland, Malta, Slovenia and Spain, met in the margins of the European Council to share views on the situation in Gaza and the Middle East », ont informé les quatre pays vendredi dernier depuis Bruxelles. « We discussed together our readiness to recognise Palestine and said that we would do so when it can make a positive contribution and the circumstances are right », conclut le communiqué. Une semaine plus tôt, le ministre des Affaires étrangères, Xavier Bettel, assurait être « pour une reconnaissance » de la Palestine en tant qu’État, que cela ne devait « pas être une décision individuelle », mais s’inscrire dans un mouvement « coordonné » au niveau européen. « On doit prendre une initiative commune, notamment avec les *like-minded states* et je pense qu’on n’en est pas très loin », avait précisé le libé-

ral (*d’Land*, 15.3.24). Le Luxembourg ne figure pourtant pas parmi les signataires de ce mouvement symbolique vers une reconnaissance, alors que son gouvernement et son Parlement la promettent depuis dix ans. Contactés par le *Land*, les services de Luc Frieden (CSV), présent au Conseil européen vendredi, et de Xavier Bettel, ministre de tutelle, informent que le Grand-Duché était invité dans ce groupe restreint mais, « pour des raisons de calendrier et d’organisation, le Luxembourg (sic) n’a pas pu assister à la réunion qui a précédé la publication de cette déclaration », laquelle serait « tout à fait conforme à la position, bien connue, du pays ».

Interrogés sur la volonté du Premier ministre ou de Xavier Bettel de rejoindre cet élan public vers la reconnaissance de la Palestine

pour revigorer la solution des deux États alors que Gaza croule sous les bombes de Tsahal depuis six mois, silence radio des ministères. Ils précisent simplement que le Luxembourg « salue vivement » l’adoption mardi par le Conseil de sécurité d’une résolution exigeant un cessez-le-feu immédiat à Gaza pendant le mois de ramadan, la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages, ainsi que l’acheminement de l’aide humanitaire aux civils et le renforcement de la protection des civils dans l’ensemble de la bande de Gaza. « Depuis des mois, nous soulignons la nécessité de mettre fin à la souffrance des civils innocents », précisent les ministères. Fin décembre (trois mois après le début des bombardements), Luc Frieden estimait sur *RTL-Télé* qu’il ne lui revenait

pas de juger la riposte militaire aux attaques du Hamas le 7 octobre. Mercredi, quelques jours après la Belgique, l’Irlande a fait savoir qu’elle se joignait au recours déposé par l’Afrique du Sud devant la Cour de justice internationale, accusant Israël de commettre un génocide dans la bande de Gaza. « I want to reiterate clearly what we witnessed on October 7 in Israël, and what we are currently seeing in Gaza, constitutes a blatant violation of international humanitarian law on a massive scale », a expliqué le ministre des Affaires étrangères de l’Irlande, Micheál Martin. En janvier, la majorité à la Chambre des députés a rejeté une motion déposée par Déi Lénk, le LSAP et Déi Gréng pour intervenir à La Haye. Le Luxembourg n’est pas si *like-minded* après tout. ●

Gesinnungskongress

IIII Peter Feist

Intensiver als über Ökosozialismus diskutierte déi Lénk über ihre Haltung zum Krieg in der Ukraine und vor allem in Gaza

Parteikongresse von déi Lénk verdienen eigentlich den Namen „Parteitag“, denn oft dauern sie lange. Für den Kongress in der Escher Maison du Peuple (am vorigen Sonntag) ist ebenfalls ein ganzer Arbeitstag angesetzt. An die 70 Parteimitglieder treffen sich in dem Saal am Hauptsitz des OGBL. Jemand hat einen Hund mitgebracht. Der bellt manchmal.

Das *Wort* wird am Tag danach berichten: „Déi Lénk macht CSV-DP-Bashing zum Europawahlkampf“. Das ist möglich, aber nicht sicher. Die Reden von Parteisprecherin Carole Thoma und dem Abgeordneten Marc Baum zu Kongressbeginn sind nationalpolitische. Thoma nennt CSV-Innenminister Léon Gloden ein „Sicherheitsrisiko“, weil seine Politik Rechtsradikalen Vorschub leiste. Baum erkennt in „Luc von der Deutschen Bank“ eine Gefahr. „Trickle-down economics, mon cul!“, ruft er in den Saal. Das Publikum ist begeistert.

Zur EU und dem Wahlkampf zum Europaparlament hat déi Lénk sehr wohl etwas zu sagen. Insbesondere aber ringt sie um die richtige Gesinnung zu Krieg und Frieden, vor allem zu dem im Nahen Osten.

Für die Wahlen hat déi Lénk nicht einfach ein Programm aufgestellt, sondern ein 17 Seiten langes „Manifest“. Zwölf Schwerpunkte reichen von „Europe sociale“ bis „Garantir les droits des femmes et des personnes LGBTIQ+“. Ausgeweitet auf die EU wird die Idee eines „Ökosozialismus“, die vor zwei Jahren ein Kongress in Colmar-Berg zur politischen Strategie erklärt hat (*d'Land*, 29.4.2022). Konsequenter als LSAP und Déi Gréng wollte déi Lénk in den Kammer-Wahlkampf ein Jahr später ziehen, sich aber auch selber eine Linie geben, die Richtungskämpfe innerhalb der Partei möglichst beenden würde.

Die konkreten politischen Vorsätze der Lénk hätten schon auf einem Drittel der Seiten im Wahlmanifest Platz. Den größeren Teil nehmen Erklärungen zu einer EU ein, „où le pouvoir serait rendu aux citoyen.nes, où tout le monde aurait accès aux biens et services les plus élémentaires, où l'éducation et la santé seraient un droit universel, où le logement ne serait plus un objet de spéculation, où la protection du climat et de la biodiversité ne seraient pas réduits à des vains slogans, où les travailleurs jouiraient de conditions de travail à la hauteur de leurs efforts“.

Das hieße zum Beispiel: 32-Stunden-Arbeitswoche bei vollem Lohnausgleich. Klimaneutralität nicht 2050, sondern schon 2045. Damit der Übergang sozial gerecht verläuft, würden „les gros pollueurs et les milliardaires“ belastet. Spitäler und Universitäten würden vor Privatisierung geschützt, die Liberalisierung von Bahn, Post oder Energieversorgung rückgängig gemacht. Den EU-Stabilitätspakt würde déi Lénk ersetzen durch „pactes de développement économique, social et écologique solidaires axés sur la lutte contre les inégalités sociales et contre le changement climatique“. Die EZB und die Zentralbanken der Euroländer bekämen soziale und ökologische Ziele. Eine „harmonisation fiscale vers le haut“ fände statt, eine Finanztransaktionssteuer trüge zur Finanzierung des ökologischen Umbaus bei und vermiede „efficacement“ Steuerflucht.

Mit diesem Programm viele Stimmen zu erringen, glaubt déi Lénk offenbar selber nicht, denn sie hat eine besonders junge und wenig prominente Liste aufgestellt. Fünf der sechs Kandidat/innen sind Mitglieder der Jonk Lénk. Anastasia Iampolskaja ist 25 Jahre alt, Ben Muller 26, Alija Suljic und André Marques sind 28, Tania Mousel ist 34. Auch nicht alt, aber das einzige bekanntere Gesicht ist die 41-jährige Ana Correia da Veiga – *Stater* Gemeinderätin und bei den Kammerwahlen Zweite auf der linken Zentrumsliste hinter David Wagner. Dem

Radio 100,7 wird Correia da Veiga am Tag nach dem Kongress prophylaktisch anvertrauen, déi Lénk sei „net benzeg op e Sëtz“ in Straßburg. Dazu müsste die Partei ihr Resultat von 2019, als sie 4,83 Prozent der Stimmen errang, mindestens verdoppeln.

Die junge Liste diesmal zielt wahrscheinlich weniger darauf ab, junge Wähler/innen anzusprechen, als den Verjüngungsprozess der Partei abzusichern. Ihr fällt es schwer, neue Mitglieder von ihr ideologisch nahestehenden Organisationen zu rekrutieren (*d'Land*, 31.3.2023). Und wenn doch, dann spielen bei Debatten wie auf dem Escher Kongress Ältere die Hauptrolle, geschult in Marxismus oder Imperialismuskritik.

Zum Manifest diskutiert der Kongress 21 Änderungsvorschläge. Die meisten betreffen die Ökologie und sind rasch erledigt.



Jemand hat einen Hund mitgebracht. Der bellt manchmal

Anders ist das bei der Frage Krieg und Frieden, Pazifismus oder Nato. Sie lässt sich nicht so leicht in einem Konzept von Ökosozialismus unterbringen, denn die derzeit stattfindenden Kriege sind konkret. Und neben dem Manifest für Europa soll der Kongress eine Gaza-Resolution verabschieden. Noch vor der Mittagspause deutet Tun Jost aus Esch an, was womöglich bevorsteht: Er habe am Manifest mitgeschrieben, finde aber „persönlich“, dass darin „zum Teil ein Ost-West-Lagerdenken“ stecke, das ja „vorbei“ sei. Von der Ukraine zu verlangen, einem „Kapitulationsfrieden“ zuzustimmen, wäre zynisch und könne weitere Kriege auslösen. Gerne hätte er noch weiter referiert, doch der Kongressvorsitz achtet auf die Einhaltung der zwei Minuten Redezeit: „Mir müssen domadder doduerch haut!“

Wäre die Redezeit nicht begrenzt und dürften für und gegen eine Position sich nicht nur zwei Personen äußern, drohte der

Kongress lange zu dauern. Vor Änderungsvorschlägen zum zehnten Punkt im Manifest: „Renoncer à toute forme d'impérialisme“ wird die Gaza-Resolution debattiert. Israel führe nicht nur einen Krieg gegen die Hamas, sondern auch gegen das palästinensiche Volk. Gefordert werden unter anderem ein sofortiger und dauerhafter Waffenstillstand und ein Rückzug der israelischen Armee aus Gaza. Ein palästinensischer Staat in den Grenzen von 1967 müsse offiziell anerkannt, gegen Israel müssten gezielte Sanktionen verhängt werden, „jusqu'au respect intégral du droit international et des droits de l'homme“.

Der Kongress folgt aber nur dem früheren *Stater* Gemeinderat Guy Foetz darin, in der Resolution auch den Überfall der Hamas auf Israel am 7. Oktober zu verurteilen. Ihn nicht mal zu erwähnen, wäre „suizidär“, meint Foetz. Abgelehnt wird der Antrag André Hoffmanns, dass die Resolution sich auch explizit gegen Antisemitismus aussprechen soll. Im Namen der Internationalen Kommission der Partei erklärt Marc Burggraf, die Resolution solle insbesondere in Luxemburg lebende Palästinenser/innen unterstützen. Die frühere Abgeordnete Nathalie Oberweis teilt Hoffmanns Antrag „inhaltlich“, fürchtet aber, er würde „ein Amalgam schaffen, das denen in die Hände spielt, die uns mundtot machen wollen“.

Ebenfalls nicht angenommen wird Hoffmanns Antrag, statt für eine Überwindung des „pojet sioniste“ für eine „politique démocratique et pacifique en Israël“ zu plädieren. Denn stellte man andernfalls nicht den Staat Israel infrage? Darauf schlagen die Wellen hoch. Der Hund bellt. Ein Redner wirft Hoffmann vor, an einer „Grundposition der antiimperialistischen Linken“ zu rütteln. Eine Frauenstimme ruft, in Israel gebe es auch Feministinnen. Gary Diderich meint, die Resolution solle sich zu einem Friedensprojekt äußern, nicht gegen ein zionistisches Projekt. Claude Simon findet „nicht richtig, dass wir hier eine Kampfabstimmung führen“, und wird sich enthalten. Hoffmann verlässt vor der Abstimmung den Saal.

Israel und Palästina tauchen auch in der Debatte zum EU-Manifest auf: Soll die Zwei-Staaten-Lösung durch eine „solution juste et équitable“ ersetzt werden, weil es auch andere denkbare Szenarien gibt? Ehe These und Antithese erneut aufeinanderprallen, ist der Kongress dankbar für Nathalie Oberweis' Vorschlag, beides zu erwähnen. Nicht ins Manifest gelangt der Antrag, die EU darauf festlegen zu wollen, gegenüber Israel BDS (Boycott, Divestment, Sanctions) zu unterstützen: Im Wahlprogramm habe das keinen Platz. Und manche Jüngeren im Saal wissen nicht, was BDS heißt.

Vielleicht ist der Nahost-Konflikt schon so alt, dass er viele radikale Linke dazu einlädt, Gesinnungen zu äußern, die sie schon lange haben. Das Thema Ukraine, Russland und Nato ist neuer und betrifft Luxemburg als Mitglied

von EU und Nato unmittelbar. Alain Sertic vom trotzkistischen Flügel scheitert mit dem Antrag, das Manifest solle erwähnen, der Ukrainekrieg sei durch die Nato-Osterweiterung „begünstigt“ worden. Ein junger Redner wendet ein, diese Länder seien der Nato beigetreten, weil sie Angst vor Russland hatten; zu recht, wie sich seit zwei Jahren zeige. Und wie wollte man einem Staat verbieten, der Nato beizutreten? Abgelehnt wird auch Sertic' Vorschlag, die Auflösung der Nato ins Manifest zu schreiben. Tue man das, sagt derselbe junge Redner, und spreche man sich gleichzeitig im Manifest gegen jede Form von politischem Imperialismus aus, übernehme man „Argumente von Putin“. So lange Diskussionen wie zu Gaza folgen darauf nicht. Mit der Sowjetunion verwechseln möchte Russland niemand. Die Lage in der Welt ist unübersichtlich und gefährlich. Tun Jost hatte vor der Mittagspause gesagt, eigentlich müsste der Kongress auch über China und die USA reden... ●



Bauarbeiten an der
neuen Bahntrasse bei
Bettemburg

Delays and cancellations expected

IIII Luc Laboulle

Aus dem Minett fahren täglich fast doppelt so viele Menschen mit dem Zug in die Hauptstadt wie aus dem Sillon Lorrain oder dem Ösling. Gleichzeitig ist die Linie 60 am anfälligsten für Störungen. Ein Ausbau dürfte nur kurzfristig für Entlastung sorgen

Failure Am Morgen des 11. März kommt es auf der Linie 60 – Rodange-Esch-Luxemburg zu Verzögerungen im Bahnverkehr. Der Zug, der um 8.16 Uhr im Bahnhof Esch/Alzette losfährt, hat in Bettemburg Endstation, die Passagiere müssen ohne weitere Anweisungen aussteigen. Die nächste Bahn um 8.33 Uhr fährt pünktlich, nimmt aber in Bettemburg dutzende Passagiere aus dem vorangegangenen Zug und aus dem aus Metz-Thionville auf, der aus unbekannten Gründen ebenfalls nicht bis in die Hauptstadt weiterfahren kann. Der Zug aus Esch besteht nur aus drei Waggons und ist bereits ziemlich voll, sodass wegen der zahlreichen zusätzlichen Fahrgäste dichtes Gedränge entsteht.

Am Abend des 13. März fallen gegen 17.30 Uhr mehrere Züge von der Hauptstadt nach Esch-Rodange aus. Wann der nächste Zug auf dieser Strecke fährt, ist ungewiss. Die App der CFL zeigt für die folgenden Züge weitere Ausfälle und Verspätungen an, eine Warnmeldung informiert die Passagiere: „Due to a failure of the control center in Noertzange delays and cancellations are expected between Luxembourg and Pétange/Rodange“. Wie lange sie auf der *Stater Gare* festsitzen und wann sie endlich nach Hause kommen werden, wissen die Fahrgäste nicht. Am Abend des 19. und 21. März kommt es um etwa die gleiche Zeit wieder zu Verspätungen und Ausfällen, mutmaßlich ebenfalls wegen eines „failure of the control center in Noertzange“. Erneut herrscht Ungewissheit, selbst der Zugbegleiter weiß eigenen Aussagen zufolge nicht, ob oder wann die nächste Bahn fährt.

Am 25. März sagt die App der CFL dem Zug von 17.21 Uhr nach Rodange über Esch zehn Minuten Verspätung voraus. Er fährt jedoch um 17.25 Uhr im Bahnhof der Stadt Luxemburg ab. An der nächsten Haltestelle in Howald hält er länger als geplant: Die Türen schließen minutenlang nicht, laut Ansage des Schaffners, weil Fahrgäste sie blockieren. Vermutlich liegt es lediglich daran, dass der Zug zu voll ist. In Esch kommt er schließlich mit einer Viertelstunde Verspätung an. Damit der Fahrplan nicht durcheinander gerät, wird der Zug von 18.21 Uhr gestrichen.

Trauma Ironischerweise gelingt es der Eisenbahn in den meisten Ländern nicht, sich an die standardisierte Uhrzeit zu halten, die sie im 19. Jahrhundert durch die Erstellung von Fahrplänen selbst eingeführt und zu deren fortschreitenden, weltweiten Ausbreitung sie maßgeblich beigetragen hat (es war ein nach Kanada ausgewandelter schottischer Eisenbahningenieur, der 1884 die internationale Meridiankonferenz in Washington einberief). Unpünktlichkeit im Bahnverkehr ist für die Betroffenen ein Ärgernis: Sie führt zu Ungewissheit und kann für regelmäßige Bahnnutzer zum „Trauma“ werden. Doch sie ist kein neues Phänomen: Schon 1968 beschwerte sich ein Leserbriefschreiber im *Wort*, „daß ich, und mit mir viele andere Kunden, täglich zu spät zur Arbeit kommen wegen systematischer Zugverspätung“. 1979 klagte ein Fahrgast, ebenfalls im *Wort*, über den „wirtschaftlich spürbaren Verlust“ der Arbeitszeit durch Verspätungen, um zu schlussfolgern: „Wenn aber die Hauptwaffe der Schiene – ihre Pünktlichkeit – ausfällt, dann ist es nicht so leicht, sich für den Zug zu entscheiden.“

2022 entfielen 1 153 der insgesamt 2 447 Reklamationen, die die CFL entgegennahm, auf die Pünktlichkeit und 494 auf die Information (wegen der in der breiten Öffentlichkeit viel diskutierten Sicherheitsprobleme reklamierten nur 107 Per-

sonen). Und das obwohl laut Statistik der CFL im gesamten Netz rund 90 Prozent der Züge pünktlich führen.

Auf der Linie 60 waren 2023 nur 85,5 Prozent der Züge pünktlich. Elf Prozent verzeichneten eine Verspätung von mehr als sechs Minuten, 3,5 Prozent fielen ganz oder teilweise aus, erzählt der Direktor für den Bereich Personenverkehr bei der CFL, Marc Hoffmann, im Gespräch mit dem *Land*. In absoluten Zahlen wären das bei grob geschätzten 40 000 Fahrten pro Jahr 6 000 Störungen – durchschnittlich 16,5 pro Tag. Die 60 ist die Linie der CFL, die die meisten Passagiere befördert. Mehr als neun Millionen waren es vergangenes Jahr. Zum Vergleich: In den Norden (Linie 10) und nach Thionville/Metz (Linie 90) reisten „nur“ 5,6 bis 5,8 Millionen Passagiere – 40 Prozent weniger. Weil sowohl die Linie 60 als auch die Linie 90 und der TGV – zusätzlich zum Frachtverkehr – über die Teilstrecke Luxemburg-Bettemburg führen, ist dieser Abschnitt am anfälligsten für Störungen. Folglich sind auch die Risiken von Verzögerungen und Ausfällen auf diesen beiden Linien am höchsten. Wenn eine Linie Verspätung hat, wirkt sich das häufig auch auf den Fahrplan der anderen Linie aus. Zu den Spitzenzeiten sind sie zudem oft überlastet. Fällt etwa ein Zug aus, muss der nächste doppelt so viele Fahrgäste transportieren. Dadurch werden selbst die Stehplätze knapp, was bisweilen dazu führen kann, dass der Schaffner aus Sicherheitsgründen schon Minuten vor der Abfahrt keine Reisenden mehr in den Zug lässt.

Belege dafür, dass es zu den Spitzenzeiten häufiger zu Störungen kommt, gibt es laut CFL nicht. Wegen der hohen Anzahl an Passagieren am Morgen und am frühen Abend hätten sie jedoch größere Auswirkungen, sagt Marc Hoffmann. Es dauere länger, bis sie sich auflösen, und sie betreffen deutlich mehr Menschen, als wenn sie am Vormittag, am frühen Nachmittag oder am späten Abend auftreten.

Masse Das Staterc hat diese Woche eine Untersuchung zu den Fahrwegen zwischen Wohn- und Arbeitsort veröffentlicht, die es zusammen mit der Uni Luxemburg und dem Liser erstellt hat. Sie beruht auf Daten aus der Volkszählung von 2021 und bezieht sich nur auf die Erwerbstätigen, die in Luxemburg wohnen – Grenzpendler werden nicht berücksichtigt. Daraus geht hervor, dass die Struktur der Fahrwege sich trotz aller politischer Bekenntnisse zu wirtschaftlicher Dezentralisierung und zuletzt auch zu Homeoffice zwischen 2011 und 2021 kaum verändert hat. Deutlich gestiegen ist aber die Intensität – die Masse der Fahrten. Die meisten erfolgen von Differdingen, Esch und Düdelingen in die Hauptstadt (und zurück). Jeweils 40 Prozent der erwerbstätigen Einwohner/innen aus den drei größten Südgemeinden arbeiten in der Stadt Luxemburg und ihrem Speckgürtel – insgesamt sind das fast 10 000 Menschen (einschließlich der Beschäftigten aus den ebenfalls direkt oder indirekt an der Linie 60 gelegenen Gemeinden Sanem, Schifflingen, Kayl, Rümelingen und Bettemburg sind es über 16 500). Wie viele davon mit der Bahn und wie viele mit dem Auto fahren, ist bislang nicht bekannt. Auch die sozioökonomische Zusammensetzung dieser Inlandspendler wurde von den Forscher/innen noch nicht untersucht. Zwar seien Rohdaten vorhanden, aber noch nicht entschlüsselt, bestätigen die Geografen von der Uni Luxemburg, Geoffrey Caruso und Yann Ferro, dem *Land*.

| *Es ist davon auszugehen, dass der Ausbau der Bahn- und Traminfrastruktur nur dürfte das hohe Bevölkerungswachstum kompensieren wird, das im wirtschaftspolitischen Ansatz von CSV und DP unumgänglich ist*

Dem sozioökonomischen Index, den das Staterc seit LSAP-Innenminister Dan Kerschs Gemeindefinanzreform von 2017 jährlich berechnet, ist aber zu entnehmen, dass die Medianlöhne in Esch und Differdingen zu den niedrigsten in Luxemburg zählen. Eine qualitative Beobachtung am Escher Bahnhof zeigt zudem, dass viele Bahnfahrgäste entweder Schüler/innen und Studierende sind, oder kleine und mittlere Angestellte, häufig mit Migrationshintergrund. In dieser Hinsicht ist die Pünktlichkeit der Linie 60 auch eine soziale Frage. Es ist davon auszugehen, dass sie (neben einigen Ökoidealist/innen und Automuffeln) in hohem Maße Menschen betrifft, die keine Alternative zum Zug haben – sei es, weil sie noch nicht Auto fahren dürfen oder weil sie sich keins leisten können.

Seit vor 20 Jahren die gesellschaftliche Arbeit durch gleitende Arbeitszeitmodelle nach und nach der Eigenverantwortung der Beschäftigten unterstellt wurde, sind „täglich zu spät zur Arbeit kommen“ und der „wirtschaftlich spürbare Verlust der Arbeitszeit“ für den Arbeitgeber weniger bedeutend als noch vor 50 oder 60 Jahren. Wer heute zu spät zur Arbeit kommt, arbeitet einfach länger und hat eben weniger Freizeit, die er dann auf dem Bahngleis oder im Zug (oder im Stau auf der Autobahn) verbringen darf.

Verkéiersinfarkt Ähnlich wie die Wohnungsnot wurde das Verkehrsproblem von der Politik jahrzehntelang vernachlässigt. Schon vor 25 Jahren wusste der damalige CSV-Premierminister Jean-Claude Juncker: „Wamer awer wirtschaftlech stramm wuesse mussen, da gi mer op ee Land mat 700 000 Awunner zou - a mir sinn, wéi d’Zuele weisen, um Wee dohinn.“ In der Infrastrukturpolitik spiele das Transportwesen daher eine „erfiergehuewe Roll“, sagte Juncker in seiner Rede zur Lage der Nation im Mai 2000. Diverse Transportminister von der DP, der LSAP und der CSV (Henri Grethen, Lucien Lux, Claude Wiseler) ließen anschließend Mobilitätskonzepte ausarbeiten, um den „Verkéiersinfarkt“ zu vermeiden. Sie trugen trendige und verheißungsvolle Namen wie Luxtraffic/BTB, Mobilité.lu und Mobil 2020. Der frühere ADR-Abgeordnete Jacques-Yves Henckes wollte unter der Hauptstadt einen „City-Tunnel“ bauen, der Unternehmer Guy Rollinger einen Monorail entlang der Autobahn A4.

Die Modernisierung und der Ausbau der Zugstrecke zwischen dem Ballungsgebiet im Zentrum und seinem Pendant im Süden war in allen Konzepten vorgesehen, doch er kam lange Zeit nicht über die Planungsphase hinaus. Er wurde als zu aufwändig und zu teuer erachtet. Erst unter dem grünen Mobilitätsminister François Bausch wurde der Bau einer zweiten Bahntrasse zwischen Bettemburg und Luxemburg umgesetzt, um die Zuglinien 60 und 90 voneinander zu trennen. In drei bis vier Jahren soll sie in Betrieb genom-

men werden und für Entlastung und mehr Pünktlichkeit sorgen. Durch die Abschaffung von Bahnübergängen soll der Zug weniger anfällig für äußere Störungen werden. Mit neuen und größeren Zügen sollen mehr Menschen transportiert werden können. Um den Mangel an Zugbegleitern auszugleichen, rekrutiert die CFL nun auch in der französischen Großregion.

Bis dahin wird es aber noch zu regelmäßigen Ausfällen und Verzögerungen auf der Linie 60 kommen. Von Mitte Juli bis Mitte September wird die Strecke komplett gesperrt, die Züge werden durch Busse ersetzt. In der ersten Hälfte der Sommerferien fahren viermal pro Stunde Direktbusse zwischen der Hauptstadt und Esch, in der zweiten Hälfte fahren Direktbusse nur noch zweimal pro Stunde, für die anderen beiden Fahrten müssen die Passagiere in Bettemburg in den Zug umsteigen, wodurch sich die theoretische Fahrzeit von 38 auf 51 Minuten verlängert.

Rekorde Ende Januar sagte CFL-Direktor Marc Wengler auf einer Pressekonferenz, das Fahrgastaufkommen der nationalen Eisenbahngesellschaft habe sich in den vergangenen 20 Jahren verdoppelt. Solche Zahlen könnten nicht viele Bahngesellschaften in Europa vorweisen. Mit 28,7 Millionen Passagieren habe man 2023 so viele Kunden wie nie zuvor gezählt und an das Wachstum aus der Zeit vor der Pandemie anknüpfen können. Die Rekordbekundungen der CFL können jedoch nur bedingt darüber hinwegtäuschen, dass der Passagieranstieg zum größten Teil lediglich das Wachstum der Bevölkerung und der Beschäftigten in Luxemburg widerspiegelt. Zählte die CFL zwischen 2015 und 2023 27,4 Prozent mehr Passagiere, wuchs die Bevölkerung im gleichen Zeitraum um 18,5 Prozent, die der Grenzpendler um 36 Prozent. Verzeichnete die Linie 60 in den vergangenen acht Jahren einen Fahrgastzuwachs von 17,4 Prozent, stieg die Zahl der Einwohner/innen in dem an der Grenze zu Frankreich gelegenen Kanton Esch um über 15 Prozent.

Mit der Erschließung der Industriebrachen in Esch/Alzette und Düdelingen wird die (erwerbstätige) Bevölkerung im Süden in den kommenden Jahren weiter stark wachsen. In François Bauschs nationalem Mobilitätsplan ist daher vorgesehen, dass die Tram bis 2035 in einer schnelleren Version zwischen der Hauptstadt und Esch/Alzette verkehren soll. Laut ihrem Koalitionsvertrag will die neue CSV-DP-Regierung an diesem Vorhaben festhalten, ist aber auf die Kooperationsbereitschaft der Stadt Luxemburg angewiesen, um die nötigen Anschlussstellen für die Tram zu schaffen.

Alleine die Stadt Esch rechnet bis 2035 mit 10 000 neuen Einwohner/innen. Eine Strategie zur Dezentralisierung der Arbeitsplätze, die in der Vergangenheit bereits wenig erfolgreich war, hat auch die neue Regierung nicht: „Le Gouvernement soutiendra une décentralisation économique selon les principes de l’aménagement du territoire favorisant ainsi la création d’emplois locaux. La construction d’espaces de co-working proches des frontières sera encouragée“, heißt es lapidar im Regierungsprogramm. Sodass davon auszugehen ist, dass der Ausbau der Bahn- und auch der Traminfrastruktur erneut nur dürfte das hohe Bevölkerungswachstum kompensieren wird, das im wirtschaftspolitischen Ansatz von CSV und DP unumgänglich ist. „Wann d’Land weider wëll wuessen, muss och weider an den Transport investiert ginn: Infrastruktur, Rullmaterial, Personal“, sagt Marc Hoffmann. ●

ZUFALLSGESPRÄCH
MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Berufserfahrung

„Es gibt so viele schöne Weihnachtslieder! Aber wenn ich mich entscheiden müsste, dann würde ich ‚Stille Nacht‘ nehmen, in seiner originalen Version.“ Antwortete Umweltminister Serge Wilmes dem *Luxemburger Wort* (23.12.23). Als er nach seinem liebsten Weihnachtslied gefragt wurde. Ähnlich antwortete er dem Mouvement écologique. Als er vorige Woche nach seiner liebsten Umweltpolitik gefragt wurde.

Der CSV-Politiker stammt aus einer hauptstädtischen CSV-Familie. Er kennt seine Wählerschaft: Sie misstraut Originalität. Sie bevorzugt Tradition. Die kleinbürgerlichen Viertel der Stadt schätzen gute Tischmanieren, saubere Fingernägel, Weihnachtsmetten, Steuersenkungen. Diesen konservativen Beamten, leitenden Angestellten, Ärztinnen, Hausfrauen, Anwälten, Rentnerinnen empfiehlt Serge Wilmes sich seit 15 Jahren als Chorknabe und Schwiegermutterliebbling.

Serge Wilmes war zielstrebig. Mit 24 Jahren schrieb er eine Abschlussarbeit über *Die katholische Kirche Luxemburgs und die Abtreibungsdebatte in den 1970er Jahren*. Zwei Jahre später war er Berufspolitiker. Zuerst als Parteifunktionär. Gleichzeitig wurde er Präsident der Christlich-Sozialen Jugend. So heißt die Warteschlange von Nachwuchspolitikern, die Abgeordnete und Minister werden wollen. Serge Wilmes suchte die Überholspur. Er gehörte zur Dräkinneksgrupp. Die drängte nach dem Machtverlust 2013 auf eine „Erneuerung“ der Partei: Die Alten sollten ihre Posten für den Nachwuchs räumen.

Serge Wilmes fehlte die Fürsprache zu einem bequemen Seiteneinstieg. Er musste seine Laufbahn absichern: im Parteiapparat, landespolitisch, kommunalpolitisch, verbissen. 2009 kandidierte er bei den Kammerwahlen. Er wurde Vierzehnter. Nach zwei Jahren rückte er ins Parlament nach. Er kandidierte für den Stadtrat und wurde Achter. 2017 wurde er Erster, Erster Schöffe. Vergangenes Jahr scheiterte er als Bürgermeisterkandidat an Lydie Polfer.

Zweimal kandidierte er für das Amt des Generalsekretärs der CSV. Zweimal scheiterte er. Nach der Wahlniederlage 2018 sollte der erweiterte Nationalvorstand ihn zum Parteipräsidenten krönen. Michel Wolter warnte vor einem Putsch. Wilmes musste sich einer Wahl stellen. Er unterlag gegen Frank Engel.

Serge Wilmes ist bei der Wählerschaft beliebter als in der Partei. Die Parteifreunde ärgern sich über sein hemmungsloses Strebertum. Ihm erging es wie Xavier Bettel: Am Ende kam die Parteiführung nicht mehr an seiner Popularität vorbei.

Als Abgeordneter blieb Wilmes ein Hinterbänkler. Er meldete sich kaum zu Wort. Er schrieb ab und zu parlamentarische Anfragen. Er schüttelte lieber Hände. So wurde er am 8. Oktober Dritter der CSV im Zentrum – noch vor Ex-Spitzenkandidat Claude Wiseler. Serge Wilmes war am Ziel: Er konnte Anspruch auf ein Ministeramt erheben.

Das Wahldesaster der Grünen war allen Parteien eine Warnung: Mit Umweltschutz sind derzeit keine Wahlen zu gewinnen. Die Wählerschaft wollte eine Pause bei der Klimawende. Die Unternehmer sind nur für die Klimawende, wenn sie daran verdienen. CSV und DP nickten zustimmend: Die Fledermäuse sind schuld an der Baukrise, den Immobilienpreisen.

Premier Luc Frieden setzt sich für Nachhaltigkeit ein. Die Nachhaltigkeit der Besitz- und Machtverhältnisse. Notfalls auch bei 50 Grad im Schatten. Die Regierung will nicht mit „iwwerdriven a komplizéiert Prozeduren a Reegelen de Fortschrëtt an anere wichtege Beräicher“ behindern. Sie verspricht „Proportionalitéit an Effikassitéit“ (Regierungserklärung, 22.11.23). Den Rest soll der Markt regeln. Wie schon unter DP, LSAP und Grünen: Der Markt für Kohlendioxid-Zertifikate, grüne Investitionsfonds, Elektroautos, Sonnenpanele, Diesel, Glyphosat, Atomstrom.

Gebraucht wurde ein Minister mit Berufserfahrung für Zeiten des ökologischen Stillstands. Der als Abgeordneter, als Stadtschöffe seinen ganzen Fleiß auf seine politische Laufbahn verwendete. Dem keine Zeit für seine Ressorts blieb. Dessen persönlicher Ehrgeiz für die erforderliche Prinzipienlosigkeit bürgt. ● ROMAIN HILGERT

Chassez le nucléaire

IIII Bernard Thomas

Une autre semaine, une autre gaffe de la part de l'autoproclamé « directeur général » du Grand-Duché. Après ses improvisations sur Orbán (*Politico*) et sur Gaza (*RTL-Télé*), Luc Frieden a chanté, le 21 mars, le refrain de la CDU (et de Macron) sur la recherche nucléaire, en marge d'un sommet européen. Le Luxembourg serait « technologieoffen » et verrait la question de « manière moins idéologique », a expliqué le Premier luxembourgeois à la presse, ajoutant que l'énergie nucléaire de demain ne serait pas comparable à celle d'aujourd'hui. Face à la levée de boucliers, du Mouvéco au partenaire de coalition, Frieden a dû faire sa pénitence ce mercredi devant les commissions parlementaires de l'Économie et de l'Environnement. « Ce que j'ai dit à Bruxelles n'a pas d'impact sur la politique luxembourgeoise », a déclaré le Premier. « D'Regierung huet eng kloer Meenung », et celle-ci n'aurait pas changé : Le Luxembourg resterait engagé pour la fermeture des centrales proches de ses frontières. On ne considérerait pas le nucléaire comme « énergie verte » et on continuerait à miser sur les renouvelables. Bref, la polémique n'aurait été qu'un malentendu. Les députés de l'opposition ont ironisé sur ce « rétropédalage », évoquant l'ancien Luc à Bruxelles et le nouveau Luc à la commission » (Georges Engel, LSAP) ou « les deux âmes qui habitent dans sa poitrine » (David Wagner, Déi Lénk). Pour afficher l'unité gouvernementale, le Premier ministre s'est fait accompagner par les ministres Lex Delles (DP)

et Serge Wilmes (CSV). Le ministre de l'Environnement avait eu, ces derniers jours, toutes les peines du monde à relativiser les déclarations de son chef. Celles-ci seraient à voir « dans un contexte plus large », notamment de la campagne du Parti populaire européen, expliquait Wilmes au *Wort*.

Le DP était, lui, carrément contrarié, et ne le cachait pas. Les députées libérales Corinne Cahen et Barbara Agostino ont immédiatement mis le doigt sur la plaie : « Ass dës Positioun am Regierungsrat beschwat ginn ? », demandent-elles dans une question parlementaire. Pas plus tard que le 18 mars, Xavier Bettel avait cosigné une déclaration au Conseil Affaires étrangères avec ses homologues allemande, autrichien, portugais et espagnol : « We hold the view that nuclear power is neither a green nor a renewable energy and that it is neither a safe nor a sustainable technology ». Aux libéraux, la dernière maladresse de #Luc fournit une occasion de se démarquer du CSV, dont ils craignent les visées hégémoniques et les réflexes revanchistes. Le DP compte surtout fidéliser les électeurs verts qu'il a su attirer aux dernières législatives. (Manque de bol, les Jonk Demokraten ont choisi ce moment pour rappeler leur position, en contradiction avec celle de la maison-mère : Le nucléaire serait « un moindre mal par rapport aux énergies fossiles ».)

Le CSV s'est aligné sur la position de la CDU qui instrumentalise le nucléaire

pour rassurer son électorat sur la possibilité d'un *Klimaschutz* sans changement des modes de consommation. On se rappelle de l'approche « manner verkrampft » souhaitée par Frieden dans la lutte contre la crise climatique, et des « fortschrittliche Technologien » qu'il vantait comme solution-miracle dans son pamphlet *Europa 5.0*. En octobre 2021, la cheffe de fraction du CSV Martine Hansen proclamait encore : « Mir sinn nach ëmmer géint Atomstrom gewiecht. OK ? » En 2023, le parti découvrait le nucléaire comme « énergie de transition » et revendiquait « une approche réaliste et non idéologique » (Claude Wiseler). Le CSV estimait notamment que le Luxembourg devait alléger sa pression diplomatique sur Macron et EDF. Même si le programme électoral du CSV gardait un silence pudique sur la question, Frieden continue sur la lancée : « Ce n'est pas à nous de dicter le mix énergétique aux autres pays », a-t-il affirmé ce mercredi au sortir de la commission parlementaire ».

Dans leur accord de coalition, le CSV et le DP se sont pourtant positionnés dans la continuité du consensus anti-nucléaire : « Le gouvernement interviendra auprès des autorités françaises et belges pour obtenir la fermeture des centrales nucléaires à risque », y lit-on. Les déclarations malhabiles de Luc Frieden à Bruxelles arrivent au moment le plus inopportun. En janvier a commencé la première phase de la « concertation publique » sur le prolongement des réacteurs corrodés de Cattenom. ●



Une résistance historique

IIII Sara Montebrusco, Florence

Les travailleurs de l'ex-fabrique de pièces automobiles GKN mènent une lutte sans fin. Depuis presque trois ans, ils occupent l'usine pour empêcher sa fermeture. Il s'agit de la plus longue occupation d'usine de l'histoire de l'Italie

Après près d'un an de rappels de la part de la région Toscane, des autres institutions locales et des syndicats, la table de crise au ministère de l'Entreprise et du Made in Italy (Mimit) a finalement été convoquée le 26 mars dernier. Cependant l'entreprise propriétaire Qf ne s'est pas présentée à la réunion. Une provocation envers les travailleurs et les syndicats qui y ont vu un énième prétexte pour ne pas agir et trouver finalement des solutions concrètes pour le site et les travailleurs. Le liquidateur Gianluca Franchi avait d'ailleurs annoncé qu'il ne se présenterait pas avant que la loi ne soit rétablie à l'intérieur du complexe industriel, sous prétexte de violences présumées dans l'ex-fabrique. En parlant avec certains travailleurs et selon les interventions des syndicats présents lors de la visite du liquidateur, il semblerait cependant que celui-ci ait inventé ces faits de violence. Les provocations envers les métallurgistes et les syndicats pour tenter de les faire quitter le site sont restées sans réaction. Légalement la police ne peut en effet pas les expulser. Leur licenciement serait nécessaire pour les obliger à quitter les lieux.

Le liquidateur s'en prend également aux différents événements organisés par la résistance ouvrière. Il affirme que le site est utilisé pour l'organisation de rave party et concerts illégaux, alors que les concerts ont toujours été organisés dans le cadre d'une assemblée légale avec comme but d'attirer l'attention sur la cause. Dans la ligne de mire du liquidateur également un prochain événement qu'il considère « abusif », pour lequel le collectif a eu le feu vert de la part de la commune de Campi Bisenzio. Il s'agit du festival *Letteratura Working Class* qui devrait avoir lieu les 5, 6 et 7 avril et auquel participeront des invités de toute l'Europe. Il prétend qu'il s'agit ici « business illégal » dans l'établissement alors que l'entreprise propriétaire n'a elle-même jamais respecté ses devoirs stipulés par la loi envers les travailleurs. D'ailleurs la réunion du 26 mars dernier a donné raison aux métallurgistes et elle a permis de constater que l'entreprise n'a pas respecté les exigences de la loi (décret Orlando sur la lutte contre la délocalisation), étant donné qu'à ce jour, aucun plan social d'atténuation, ni de réindustrialisation n'a été mis en place. Les relations de travail avec le personnel sont toujours en vigueur et consistent donc, également, en des droits complets à la rémunération. Les propriétaires peuvent continuer à pointer du doigt mais ils ne pourront donc pas cette fois-ci se soustraire à leur devoir.

L'acteur Elio Germano figure parmi les défenseurs des ouvriers et du prochain événement : « On dit que les vaincus n'écrivent pas l'histoire. Et parce qu'ils veulent que les travailleurs soient vaincus, la classe ouvrière ne devrait pas écrire sa propre histoire. Et c'est peut-être pour cela que ceux qui licencient, précarisent et délocalisent, voient dans le Festival de littérature de la classe ouvrière une terrible menace. Avec la précarité et les baisses de revenus, les travailleurs sont privés du temps nécessaire pour cultiver leur imaginaire collectif. Ils restent dans un éternel état de survie. La classe ouvrière, elle, pour se relever, a besoin de s'approprier ses propres mots. Et puis écrire, imaginer, prendre soin de son propre imaginaire », s'est-il prononcé.

C'est bien ce que tentent de faire les ouvriers, qui, bien qu'ils aient été licenciés, se battent à bout de souffle pour la classe ouvrière. Ils osent

parler de réindustrialisation et de transition écologique. Les métallurgistes n'ayant pas perçu de salaire depuis maintenant plus d'un an ont cependant plus de mal à résister, et cela a clairement contribué à la diminution du nombre de résistants. Effectivement des 300 travailleurs résistants initiaux, un peu plus de la moitié lutte encore et continue à occuper l'ex-usine de manière historique.

L'histoire de la lutte de l'ex-GKN est longue. Tout a commencé à l'été 2021 après l'annonce du fonds d'investissement anglais Melrose – qui avait racheté la GKN en 2018 – de vouloir fermer la fabrique pour la délocaliser. Licenciant ainsi du jour au lendemain 422 ouvriers par l'envoi d'un simple email. Et tandis que le fonds anglais pensait que les jeux étaient faits, les ouvriers licenciés s'étaient alors rebellés pour défendre leurs droits. Ils ont très vite donné naissance au collectif « Collettivo di Fabbrica » et au mouvement « Insorgiamo » (Insurgeons-nous), organisant manifestations sur manifestations au cours des dernières années. En janvier 2023 un film documentaire a également vu le jour : *E tu come Stai ?* (Et toi, comment vas-tu ?) qui montre différentes manifestations et présente les moyens juridiques et politiques mis en œuvre pour préserver l'usine et les emplois tout en donnant également un aperçu des sentiments des travailleurs et des personnes qui les soutiennent. Le documentaire met en évidence les motivations des travailleurs qui ne se battent pas seulement pour leur propre emploi mais aussi pour celui d'autres ouvriers licenciés injustement. Ils ont notamment apporté leur soutien aux ouvriers de l'ex compagnie aérienne Alitalia et de la chaîne de mobilier Mondo Convenienza. Ainsi l'ex-GKN est devenue le symbole de la résistance ouvrière et des droits des travailleurs en Italie.

En 2022 l'usine a été rachetée par Francesco Borgomeo (Qf). Après de nombreuses protestations contre le nouveau propriétaire en 2022 et 2023 celui-ci avait décidé de définitivement renvoyer les métallurgistes. Le 12 octobre, une réunion se tenait à laquelle assistaient la sous-secrétaire d'État du Mimit, Fausta Bergamotto du parti de droite Fratelli d'Italia, et le gouvernement de la région Toscane pour parler du plan de réindustrialisation ; sans cependant inviter le collectif de l'ex-GKN. Le 27 décembre, le tribunal de travail de Florence annulait le licenciement collectif des 181 travailleurs restants. C'est une petite victoire pour les ouvriers de l'ancienne usine de Campi Bisenzio.

Quelques jours plus tard, 7 000 personnes passaient la nuit de la Saint-Sylvestre sur le site de l'usine. Les personnes rassemblées n'ont pas perdu l'occasion d'initier une nouvelle manifestation pour commencer la nouvelle année. Ils ont alors exigé que l'usine soit remise aux travailleurs.

Les ouvriers et le collectif n'ont pas simplement occupé le site pour passer leur temps à organiser des événements, comme veulent le faire penser les opposants au mouvement ouvrier, mais ils ont réfléchi, tout en étant épuisés par leur longue bataille, à des solutions pour réindustrialiser le site. Dans le passé la GKN était l'un des principaux fournisseurs de demi-arbres d'essieux de Fiat, cependant les métallurgistes

Les ouvriers n'ont pas simplement occupé le site pour organiser des événements, mais ils ont réfléchi, tout en étant épuisés par leur longue bataille, à des solutions pour réindustrialiser le site

pensent à se convertir et à produire des vélos-cargos et des panneaux photovoltaïques. Ils proposent ainsi des idées de productions locales, utiles également à la région Toscane, tout en se tournant vers le futur et la transition

énergétique. Raison pour laquelle ils ont su gagner le soutien des défenseurs de l'environnement, notamment les activistes de Dernière Génération. Le mois de décembre dernier ces derniers avaient bloqué une des voies rapides vers Rome pour y faire une marche lente de solidarité pour la GKN. Dans des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux, on les voit arrêter des voitures, équipés de bannières arborant le logo du collectif de l'usine. Le 19 avril, le Collettivo prévoit également de participer à la grève pour le climat et au congrès sur la convergence climatique à Milan.

Outre le mouvement vert, la commune de Campi-Bisenzio, la FIOM-CGIL (fédération italienne des métallurgistes) et d'autres travailleurs licenciés injustement, de nombreux civils prennent également le parti de l'ex-GKN. En effet, certaines des manifestations organisées au cours des dernières années avaient compté des milliers de participants. Une des plus impressionnantes a été celle du 18 septembre 2021, qui avait atteint près de 40 000 participants défilant dans les rues de Florence. Tandis que l'on attend maintenant la convocation de l'entreprise propriétaire de la part du gouvernement pour enfin la rappeler à l'ordre, le Collettivo compte également sur le soutien international pour collecter des fonds pour la réindustrialisation de la fabrique et finalement pouvoir se forger un avenir et cesser cette résistance historique. ●

Manifestation de GKN en septembre 2021



La loi du marché

IIII Pierre Sorlut

Bionext mène une campagne judiciaire pour récupérer son manque-à-gagner de la pandémie, stigmatisant les conflits d'intérêts et luttant contre l'opacité de l'exécutif et du législatif

L'État devait rendre cette semaine ses conclusions écrites dans la procédure qui l'oppose au laboratoire d'analyse Bionext Lab dans le cadre de l'attribution du marché du Large Scale Testing (LST). Un délai a été demandé dans ce recours déposé en octobre dernier devant la justice civile par le labo dirigé par Jean-Luc Dourson. Un délai qui retarde encore le bilan de la gestion politique de la pandémie, jamais réalisé par le Parlement et qui n'interviendra sûrement que par la voie judiciaire. Pour rappel, le Covid-19 a causé la mort de plus de 1 100 personnes au Luxembourg et paralysé la vie économique pendant de longs mois avec des mesures restreignant les libertés individuelles d'une manière inédite.

C'était il y a exactement quatre ans. Le 11 mars, l'OMS a officiellement fait du Covid-19 une pandémie et les premiers décès ont été signalés dans les jours suivants au Grand-Duché. L'état de crise a rapidement été décrété. Le 16 mars, les écoles ont été fermées, de même que les commerces non-essentiels et les institutions culturelles. L'essentiel de la vie sociale a été suspendu. Fin avril, le gouvernement de Xavier Bettel (DP) envisageait le déconfinement. Son ministre de la Recherche, Claude Meisch (DP), s'enorgueillissait alors de faire du Luxembourg le premier pays au monde à lancer une campagne de tests sur l'ensemble de sa population. Le *policy brief* envisageait la réalisation de 20 000 tests par jour. La stratégie prévoyait une capacité totale d'environ 1,8 million de tests à accomplir dans 17 stations. Le 4 mai, une convention était signée pour assurer ce suivi étroit de l'évolution de la pandémie Covid-19 parmi la population et faciliter le déconfinement. Les résultats des diagnostics devaient aussi permettre au ministre de la Santé d'isoler les personnes contaminées.

Le Luxembourg Institute of Health (LIH) était à l'initiative du LST. L'institut de recherche a délégué aux Laboratoires réunis (LRL), sa mise en œuvre. Ces derniers se sont procurés les kits de dépistage auprès de l'entreprise Fast Track Diagnostics (FTD). Le journal officiel du 4 mai 2020 informe de la fourniture de 333 333 tests pour une valeur de 3,7 millions d'euros. « Dans cette situation de pénurie, la possibilité de recourir à un produit développé par une entreprise luxembourgeoise a été accueillie avec soulagement », disait la ministre de la Santé en commission le 12 mai 2020. FTD a été fondée en 2007 par les Labo réunis puis vendue dix ans plus tard à Siemens (qui a annoncé cette semaine la prochaine fermeture de l'entreprise basée à Esch et employant 90 personnes). LRL a en outre fait appel à la société allemande Ecolog pour gérer les 17 stations de dépistage dans tout le pays.

Le laboratoire Bionext s'est rapidement ému auprès du ministère de la Santé de l'absence de mise en concurrence et du choix des prestataires. Son dirigeant Jean-Luc Dourson avait d'ailleurs lui-même suggéré la mise en place d'une telle campagne de test dès le 3 mars. Il n'a pas été contacté. Le gouvernement a choisi le LIH. Or, le LIH n'est pas un laboratoire d'analyse médicale habilité (selon la loi du 16 juillet 1984), avait vite fait valoir Bionext. Le député CSV Claude Wiseler, alors dans l'opposition, avait lui aussi questionné le gouvernement le 12 mai 2020 sur les raisons pour lesquelles le LIH, « qui n'est pas un laboratoire de diagnostic médical », avait été mandaté. Il s'agissait initialement d'un projet de recherche sur la santé publique et le financement était assuré comme tel avait répondu la ministre Paulette Lenert (LSAP). Le LIH s'est associé à un laboratoire, LRL, mais au terme d'une pro-

Sven Becker



Xavier Bettel au Krautmaart en avril 2020

En 2021, les Laboratoires Réunis ont réalisé 22,6 millions d’euros de bénéfice net et versé 19 à ses actionnaires, Isabelle Eimer et Bernard Weber

cédu­re né­go­ciée sans publi­ca­tion préa­la­ble. La com­mis­sion des sou­mis­sions du gou­ver­ne­ment avait val­idé cette voie par avis le 23 avril, compte tenu du dé­lai res­treint de la mis­sion, trois mois, et de l’ur­gence.

Dans leur assignation, dont le *Land* s’est procuré copie, les avocats de Bionext soulignent que la commission des soumissions avait souligné le 1^{er} avril (soit antérieurement aux conventions signées par l’État) que l’attribution directe à un opérateur économique présélectionné devait rester l’exception. Elle n’est applicable « que si une seule entreprise est en mesure de respecter les contraintes techniques et de temps imposés par l’urgence impérieuse ». Or, trois laboratoires privés se partageaient le marché du diagnostic : LRL, Bionext et Ketterthill.

Bionext relève des manquements : Ecolog n’était pas habilitée à prester des analyses médicales car ne disposant pas des autorisations requises. Le groupe logistique n’est « ni un laboratoire d’analyse, ni un réseau d’aides et soins infirmiers », souligne l’assignation. Bionext voit aussi des conflits d’intérêts : Gregor Baertz était à la fois directeur médical des Hôpitaux Robert Schuman (HRS) et président du LIH. Les HRS et Labos réunis coopèrent depuis 2015 sur les analyses. Santé & Services, filiale de la Fondation Robert Schuman, a elle été mandatée pour la logistique, la fourniture du matériel de protection et le *catering* des infirmières recrutées par Ecolog, ainsi que pour la consultation en *project management* pour LRL. Selon plusieurs sources, Ecolog aurait d’ailleurs été ramené dans les filets de Jean-Louis Schiltz, alors président des HRS. Les discussions devant la commission parlementaire de la Santé et la documentation du kit réactif Fast Track Diagnostics ont en outre révélé que le contrôle qualité a été validé par LRL alors que ces mêmes laboratoires de Junglister avaient choisi les kits de FTD. Enfin, « dès le début du LST, LRL a utilisé du matériel, dont des écouvillons de la société ABL (fondée par le directeur de la Santé Jean-Claude Schmit), qui a conduit à des résultats erronés faussement négatifs pour certains échantillons », écrivent les avocats de Bionext (voir encadré).

Après la période initiale de trois mois, a démarré en septembre 2020 la phase deux du Large Scale Testing via une procédure ouverte d’attribution de marchés publics : mais la seule offre, remise par le consortium réunissant LRL et Ecolog (le marché excluant de facto les deux autres laboratoires privés), a alors été jugée irrégulière. La procédure négociée a donc à nouveau été choisie. Le marché portant sur la réalisation du LST est revenu à LRL, pour 53,3 millions d’euros. Le marché relatif à l’administration du LST a été attribué à Ecolog. Il s’étalait sur trente semaines. Pour la phase trois, à partir de mars 2021, le gouvernement n’est même pas passé par une procédure ouverte. À la commission des soumissions, a encore été invoquée l’urgence impérieuse. La procédure ouverte à l’été 2020 avait montré qu’aucun acteur n’était en mesure de répondre au marché : « Il est vraisemblable que depuis lors la situation n’ait guère changé », avait balayé la commission des soumissions d’un revers de main. Ce second marché se chiffrait à soixante millions d’euros. Bionext s’offusque de l’aliénation des marchés publics. Selon son fondateur, Jean-Luc Dourson, le choix effectué à la première phase du LST a placé l’État dans un sillon de dépendance vis-à-vis du consortium LRL-Ecolog.

En juin 2021, le LST a été élargi à toute personne volontaire, devenant un système de test gratuit, ouvert sans appel d’offre et aux dépens des opérateurs du marché. « Ce système subventionné illégalement pour un coût très important et qui bénéficie d’une publicité constante de la part de l’État, fait une concurrence déloyale aux autres laboratoires régulièrement établis et dont il est incompréhensible qu’on ne sollicite pas les capacités », avait alors écrit Bionext à la ministre. « Nous nous interrogeons sur les liens privés qui pourraient exister entre certains décideurs, certaines institutions, certains fonctionnaires et le laboratoire privé concerné », lit-on dans la plainte.

Une procédure en référé a été ouverte en août 2021. Elle ne demande pas de dommages et intérêts, mais de suspendre le marché. L’affaire est toujours pendante. Le second expert, Paul Laplume, peine (depuis deux ans) à répondre à la question de savoir si Bionext aurait pu satisfaire au premier marché public. Au civil, Bionext réclame 43 millions d’euros à l’État, soit le tiers d’un marché qui aurait pu se partager entre les trois laboratoires privés.

Le Covid-19 a fait le beurre des laboratoires de santé privés. Mais surtout celui des Laboratoires réunis, récipiendaires du marché LST. De 2019 à 2020, le chiffre d’affaires de LRL a été multiplié par trois (de trente à cent millions d’euros), son bénéfice par onze (de 1,24 à 15,46 millions). En 2021, LRL a réalisé 22,6 millions d’euros de bénéfice net et versé 19 à ses actionnaires. La majorité du capital de LRL appartient depuis juillet 2021 à Biogroup, le reste à l’un de ses cofondateurs, le professeur Bernard Weber. Le *Luxembourg Business Register* identifie Isabelle Devigny comme actionnaire principal avec 59,47 pour cent des part. Cette dernière, veuve de Stéphane Eimer, a hérité de l’entreprise en 2022 suite au décès de l’intéressé (il se serait suicidé selon le *Figaro*).

Le 29 octobre 2021, plainte a été déposée auprès de la Commission européenne. La procédure est menée par l’avocat spécialiste, à l’origine de l’arrêt Bosman qui a révolutionné la profession du football européen, Jean-Louis Dupont. Il dénonce des aides d’État octroyées dans le cadre du LST.

Derrière ces procédures, se posent également des enjeux démocratiques. Pour mener au mieux ses poursuites, l’un des avocats de Bionext, Nicolas Thielgtgen, a demandé en avril 2023 à la Chambre d’accéder aux enregistrements des réunions de la Commission de la Santé tenues les 12 et 26 mai 2020. Ce en vertu de la loi Transparence de 2018 selon laquelle les « personnes physiques et morales ont un droit d’accès aux documents détenus par les administrations et services de l’État ». Le bureau des présidents, époque Fernand Etgen (DP), a décliné. Les travaux parlementaires en commission sont « non publics » et seuls les procès-verbaux après raturages et validation par tous les participants peuvent être communiqués. C’est le règlement de la Chambre qui le dit. Oui, mais celui-ci n’est pas conforme à la loi, rétorque le cabinet d’avocat.

Le mandataire de Bionext répond en outre à l’argument du bureau des présidents de la Chambre selon lequel des enregistrements ne seraient pas des documents. Selon les commentaires des articles du projet de loi Transparence, le droit d’accès s’exerce « quel que soit le support du document en question (texte écrit, photographies, courriels, informations stockées sur un support électronique) ». Des exceptions au principe de transparence existent pour les documents relatifs « aux missions de contrôle, d’inspection et de régulation » de certains organismes. La Chambre prétend ainsi qu’elle « exercerait » (sic) dans le cadre des dites commissions « son pouvoir constitutionnel de contrôle du pouvoir exécutif ». Bionext répond que ces dernières avaient à l’ordre du jour des problématiques « fondamentales liées à la politique de lutte contre la pandémie ». L’une des deux réunions s’est d’ailleurs tenue en présence de la ministre de la Santé,

Paulette Lenert (LSAP) et de son directeur, Jean-Claude Schmit, pour évoquer l’achat par le gouvernement de plusieurs centaines de milliers de tests, font valoir les avocats du laboratoire à la Commission d’accès aux documents (CAD).

Pour cette dernière, les enregistrements sont bien à considérer comme des documents, l’exception à leur accès n’est pas fondée, la mission de contrôle de l’exécutif n’est pas justifiée, mais « la voix et l’image de personnes ayant participé dans une réunion non publique sont à considérer comme des données à caractère personnel ». Sauf consentement exprès de ces personnes, impossible donc d’accéder à la demande de Bionext, estime la Commission présidée par le juge Pierre Calmes dans un avis rendu en juillet 2023. Au début du mois de juin et une nouvelle fois en juillet, les avocats ont mis en demeure la Chambre de conserver les enregistrements tant que les procédures étaient pendantes. Car un front s’est alors ouvert devant le tribunal administratif pour réformer voire annuler le refus de la Chambre.

La défense de la Chambre, assurée par Steve Helminger, y produit une notice d’information à l’adresse des membres des commissions parlementaires qui informe qu’ils sont enregistrés, parfois sous forme de vidéo, « en vue de la rédaction d’un procès-verbal », mais aussi de « la réalisation de reportages vidéo par le service de relations publiques ». De quoi faire tomber le seul argument de la CAD qui restait. L’affaire sera plaidée en octobre... 2025. Reste la dimension politique. Depuis l’introduction du recours en annulation au tribunal administratif, la Chambre des députés a changé de tête. Son nouveau président Claude Wiseler promet une « Glasnost » avec, à partir de mi-avril, la retransmission publique des débats d’une poignée de commissions. Une aubaine pour le dossier Bionext ? ●

100 000 euros le test positif ?

Dans une note envoyée au *Land*, Jean-Claude Dourson énumère les potentielles défauts de la campagne LST menée par le LIH. Sont évoqués des problèmes du réactif FTD ou des prélèvements oropharyngé (gorge) réalisés par les infirmières Ecolog, moins efficaces que les prélèvements nasopharyngés. La technique de *pooling* des échantillons mise en œuvre lors de la première phase du LST aurait mené à déclarer des faux négatifs et donc à minimiser l’intérêt de la campagne. Selon les chiffres produits par Bionext, sur base des données publiées entre le 13 juillet et le 12 septembre 2020, chaque test positif aurait coûté plus de 100 000 euros à l’État. pso

Large Scale Testing à Junglinster, juillet 2021



Sven Becker

Vous avez dit « économie de guerre » ?

IIII Georges Canto

De l'abus de langage et de la communication politique

Le 6 juin prochain, on commémorera en grandes pompes le 80^e anniversaire du débarquement allié sur les plages de Normandie. Moins d'un an plus tard, le 8 mai 2025, on célébrera celui de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Avec le temps, ils ne sont plus très nombreux, ceux qui peuvent encore témoigner de ce que représente vivre pendant plusieurs années dans une « économie de guerre ». C'est le terme utilisé en juin 2022, quatre mois après l'agression russe contre l'Ukraine, par le président français, mais d'une manière assez vague et générale.

Il a précisé sa pensée en janvier 2024 lors d'une visite à l'arsenal de Cherbourg. Pour Emmanuel Macron, les industriels français du secteur de l'armement étaient frappés, avant 2022, d'une « forme d'engourdissement satisfait » sur le plan productif et commercial. Bien que, malheureusement, la demande d'armes ne faiblisse pas dans le monde en raison de la multiplication des conflits, et que la France soit le troisième exportateur mondial derrière les États-Unis et la Russie, sa part de marché a diminué et des contrats ont été manqués en raison notamment d'une offre insuffisante et de délais de livraison trop élevés.

La guerre à l'Est de l'Europe a mis au jour de façon criante ces lacunes, la France se révélant incapable de satisfaire les besoins des Ukrainiens en matériels et en munitions. Ainsi elle ne produit que 3 000 obus par mois alors que les Ukrainiens en tirent 5 000 à 8 000 par jour. Pour Emmanuel Macron « passer en mode économie de guerre » signifie avant tout posséder « une capacité de production plus rapide et plus forte ». « Je demande à chaque patron d'être totalement concentré sur les enjeux de production et d'approvisionnement. Il ne faut plus jamais se satisfaire de délais de production qui s'étalent sur plusieurs années », a-t-il insisté, délivrant au passage un satisfecit aux

fabricants du canon Caesar, du missile Mistral et de l'avion Rafale qui ont augmenté leurs cadences et réduit leurs délais.

La position macroniste se retrouve au niveau européen, portée par un autre Français, le commissaire au Marché intérieur, Thierry Breton, également chargé de l'industrie européenne de la défense. Depuis janvier 2024, il réclame un « changement de paradigme au niveau de l'UE » pour passer en « mode économie de guerre » avec la création d'un fonds de cent milliards d'euros pour augmenter les capacités de production des pays membres. Déçu par les mesurées annoncées par la Commission le 5 mars (une modeste enveloppe de 1,5 milliard d'euros pour lancer un premier programme industriel de défense), Thierry Breton a co-signé le 22 mars, avec Josep Borrell Fontelles, Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, vice-président de la Commission, une tribune intitulée « Industrie européenne de défense : le temps est venu de faire un bond en avant » publiée par l'hebdomadaire français *Le Nouvel Obs*.

Une augmentation de la production militaire correspond tout au plus à une « économie de préparation à la guerre » mais n'a rien à voir, aussi bien sur le plan quantitatif que qualitatif, avec les « économies de guerre » telles qu'on les a connues dans l'histoire. Malgré une forte hausse depuis 2022, l'Allemagne et la France atteindront péniblement en 2024 le chiffre de deux pour cent du PIB consacré à la défense, un niveau que le Royaume-Uni dépasse à peine. Les autres grands pays européens sont loin derrière : 1,46 pour cent pour l'Italie, 1,26 pour cent pour l'Espagne. La Belgique (1,13 pour cent) et le Luxembourg (0,72 pour cent) font encore moins bien. Les seuls pays de l'Otan dont l'effort est supérieur à deux pour cent sont ceux d'Europe du Nord et de l'Est, géo-

Les seuls pays de l'Otan dont l'effort est supérieur à deux pour cent sont ceux d'Europe du Nord et de l'Est, géographiquement proches de la Russie. Car cette dernière se tourne vers une économie de guerre

graphiquement proches de la Russie mais, sauf en Pologne (3,9 pour cent) les proportions oscillent entre 2,3 et 2,7 pour cent seulement. Les États-Unis, qui ne sont pourtant pas en « mode économie de guerre » sont à 3,5 pour cent.

Un pays engagé dans un conflit armé dépense beaucoup plus. En 1917, le Royaume-Uni consacrait 47 pour cent de son PIB à sa défense. Ce fut encore davantage pendant la Seconde Guerre mondiale avec un pic de près de 54 pour cent en 1945. Pendant cette guerre les États-Unis ont alloué 37 pour cent de leur PIB à leur défense. Le pourcentage était de quatorze pour cent en 1953 à la fin de la guerre de Corée et de neuf pour cent en 1968 au cœur de la guerre du Vietnam. En période de paix, on était à plus de cinq pour cent entre 1981 et 1990, au moment du déploiement de « l'Initiative de défense stratégique » (IDS), programme américain de défense antimissiles également connu sous le nom de « Guerre des étoiles », lancé par le président Reagan.

Qualitativement, une véritable économie de guerre présente des caractéristiques bien particulières. Selon l'expert français Renaud Bellais, « cette formule renvoie à la mobilisation des ressources de l'économie pour soutenir l'effort de guerre sur une grande échelle ». Non seulement la production de matériel militaire (armes et véhicules) et de munitions tourne au maximum des capacités, mais une partie des usines dédiées à la fabrication

de biens de consommation sont reconverties dans la fabrication militaire et dans l'industrie lourde. Les flux commerciaux sont perturbés et les importations sont limitées au strict nécessaire. Il en résulte des pénuries de biens courants, qui conduisent à mettre en place des mesures de rationnement y compris pour l'énergie et l'alimentation. Les salariés et même les inactifs sont mobilisés au profit des productions de défense et affectés à des postes précis.

Ce dispositif s'accompagne également d'un strict contrôle de la masse monétaire et des devises, de la hausse des impôts et taxes et de l'émission d'emprunts plus ou moins obligatoires. Un tel encadrement de l'économie, entièrement tournée vers l'effort de guerre (deux tiers de l'économie américaine en 1943) nécessite une planification autoritaire. Facile à mettre en œuvre dans les dictatures, dont c'est l'essence même, cette mise sous tutelle est plus difficile à appliquer et à faire accepter dans les démocraties libérales. Rien de tout cela n'est en vigueur dans les pays européens, et dans ces conditions parler aujourd'hui d'économie de guerre relève de l'abus de langage ou de la communication politique.

Mais rien n'interdit d'y penser et de s'y préparer, si la Russie persiste dans son attitude belliqueuse. Fait révélateur : depuis le 22 mars, avant même l'attaque terroriste qui a endeuillé Moscou, les autorités russes ne parlent plus au sujet de l'Ukraine « d'opération spéciale » mais de « guerre », terme qu'il était jusqu'ici interdit de prononcer sous peine de sanctions. En 2024 ce pays consacra environ six pour cent de son PIB aux dépenses militaires, contre 3,7 pour cent en 2021. C'est trois fois plus en proportion que l'Allemagne, la France ou le Royaume-Uni et près de deux fois plus que les États-Unis. En effet, en octobre 2023 la Douma a voté une hausse de 68 pour cent du budget de l'armée, qui atteindra 106 milliards d'euros dès cette année.

Dans le droit fil des pratiques soviétiques, l'État russe peut imposer à sa population – qui en a l'habitude – des restrictions de toute nature pour financer son effort de guerre, qui se limite pour l'instant à l'Ukraine mais qui pourrait s'étendre. Le 17 mars, au soir de sa réélection, Vladimir Poutine a évoqué la perspective d'une guerre entre Moscou et l'Otan qui pourrait conduire à une Troisième Guerre mondiale. Plutôt qu'un conflit nucléaire qui détruirait la planète, les experts envisagent une guerre classique « à haute intensité ». C'est le cas de l'Institute for the Study of War (ISW) qui a révélé le 20 mars que « plusieurs indicateurs financiers, économiques et militaires russes suggèrent que la Russie se prépare à un conflit conventionnel à grande échelle avec l'Otan, pas de façon imminente, mais probablement dans un délai plus court que celui que certains analystes occidentaux avaient initialement avancé ». Le *think tank* américain fait notamment allusion à « des préparatifs financiers » permettant à la Russie de maintenir à un haut niveau les dépenses publiques du pays pendant un certain laps de temps. Le ministre russe de la défense a d'ailleurs annoncé que l'armée russe allait former deux armées interarmes avec quatorze divisions et seize brigades d'ici la fin de 2024.

Plusieurs officiels européens (comme le président polonais Andrzej Duda ou le ministre danois de la Défense, Troels Lund Poulsen) ont exprimé leur crainte d'une attaque russe contre un pays de l'Otan en 2026 ou 2027, avant la date initialement imaginée par les membres de l'organisation en 2023. Sur le plan économique le rapport de forces reste très favorable à l'Occident. Selon Statista, en 2023 les dépenses militaires américaines s'élevaient à 860 milliards de dollars, et celles cumulées des trois premiers pays européens de l'Otan (Allemagne, Royaume-Uni et France) étaient supérieures à 190 milliards. Au total les budgets défense de ces quatre pays pesaient à eux seuls exactement dix fois celui de la Russie. De plus face aux énormes ressources industrielles de l'Occident, l'ISW estime que les Russes manquent actuellement des effectifs, des infrastructures et des capacités de formation nécessaires pour doter correctement les unités militaires dont elle aura besoin à court terme. ●

Visite de Yuriko Backes, ministre de la Défense, au camp de Cincu en Roumanie (le 8 janvier)



Coups de clim'

IIII Pierre Sorlut

Haro sur la lubie de la compétitivité et parole décomplexée des patrons

La journée de l'Économie 2024, organisée mardi après-midi, menaçait de sentir la naphthaline. Les organisateurs que sont le ministère de tutelle, la Chambre de commerce, la Fedil et PwC, avaient en effet décidé de remettre la compétitivité au cœur des préoccupations (« Are we Still in the race ? »), comme en 2011. Pour l'occasion, ils avaient invité un vieil habitué, l'économiste Lionel Fontagné, qui avait planché sur le sujet à la demande du gouvernement en 2005. Son rapport, *Une Paille dans l'acier*, et ses préconisations avaient porté sur les fonts baptismaux le tout jeune Observatoire de la compétitivité, créé et dirigé par Serge Allegrezza. L'intéressé a animé cette semaine cette 17^e édition de la Journée de l'Économie. « Usually I talk about boring things. As a master of ceremony today, I will try to be really engaging », a-t-il promis en esquissant un mouvement des coudes.

Le directeur de la Chambre de commerce, Carlo Thelen, a très vite douché les espoirs, en se préoccupant notamment de la chute du Luxembourg à la vingtième place du *IMD Competitiveness Index*. « Le Luxembourg n'a jamais fait moins bien que la quinzième place », a regretté le responsable de l'institution patronale. Pire encore, le Grand-Duché dégringole en matière d'investissement dans la recherche et développement, ce qui pourrait retarder la transition énergétique et digitale des entreprises locales, s'est alarmé Carlo Thelen. Lex Delles, fraîchement nommé ministre de l'Économie et intervenant du même coup pour la première fois à la journée thématique, s'est félicité du choix du programme du jour. « Cela matche parfaitement avec les ambitions gouvernementales », s'est réjoui le libéral. Le gouvernement Frieden-Bettel est au diapason du patronat depuis son installation fin novembre. « Improving productivity » et « enhancing competitiveness » seraient au « top of the agenda ». Lex Delles a juré s'appuyer sur le projet de la « Troisième révolution industrielle » produit en 2016 autour du futurologue Jeremy Rifkin, mais aussi sur la Vision Eco2050 présentée en septembre 2023 par Luxembourg Stratégie. Mais cette direction du ministère, anciennement dirigée par Pascale Junker, a disparu cette semaine de l'organigramme publié sur *meco.gouvernement.lu*. Mardi, le ministre DP a informé avoir créé une direction générale « Affaires économiques, compétitivité et prospective », sous l'autorité de Pierre Thielen. Serge Allegrezza (en désaccord avec Pascale Junker ces dernières années dans leurs per-

ceptions respectives de l'impératif de croissance et en concurrence avec elle pour la proximité intellectuelle avec l'ancien ministre Franz Fayot) s'est ainsi enthousiasmé que l'observation de la compétitivité (« close to [his] heart ») soit ainsi renforcée. Ce qui lui a offert l'opportunité d'inviter sur scène l'expert-ès-compétitivité Lionel Fontagné.

Mais le professeur à la Sorbonne et consultant à la Banque de France a vite jeté un froid. « J'aurais pu reprendre les conclusions faites il y a vingt ans et les passer en revue une par une, mais j'ai conclu que c'était une mauvaise idée », a-t-il introduit avant de se pencher très en détail sur les enjeux du prix du carbone. Celui-ci a occupé les recherches du professeur Fontagné ces dernières années, notamment à travers le « Carbon Border Adjustment Mechanism » de l'Union européenne. Lionel Fontagné a-t-il eu la flemme de se pencher à nouveau sur les indicateurs luxembourgeois pour préparer sa conférence ? Pas vraiment. « Réduire de moitié, et d'ici 2030, les émissions par rapport à 2005, cela va inévitablement poser des problèmes de compétitivité », a interjeté l'économiste. La fin prochaine du système européen de quotas gratuits cause quelques soucis de compétitivité-prix aux sidérurgistes européens, a glissé l'auteur d'*Une Paille dans l'acier*. Puis il a mis la clim'. « If you're obsessed with rankings, you might end up with a challenge », a rétorqué Lionel Fontagné aux animateurs qui tentaient de le faire parler compétitivité et croissance coûte-que-coûte. « How green can we be ? », lui a-t-on demandé. « On n'a pas le choix », a t-il répondu. Les engagements ont été pris. « Il est parfois nécessaire de changer d'optique sur ce qui doit être fait », a-t-il poursuivi.

Aujourd'hui, il faudrait surtout s'interroger : « Est-ce que l'économie luxembourgeoise est assez résiliente pour garantir la prospérité ? », soit précisément la question à laquelle Pascale Junker et ses équipes ont tenté de répondre ces dernières années. Lionel Fontagné a rapidement présenté des modèles statistiques selon lesquels le Luxembourg serait l'État membre ayant le plus profité du Marché intérieur, « cinq fois plus que l'Allemagne, c'est la première bonne nouvelle ». « Deuxième bonne nouvelle », si l'économie européenne devait se détacher (« decoupling ») de la Chine et de la Russie, le Luxembourg serait le pays du Vieux Continent qui en souffrirait le moins. Un écho aux propos de François Heisbourg, géopolitologue franco-luxembourgeois invi-

té en 2023 de la Journée de l'Économie, qui avait estimé que le Grand-Duché serait bien instruit de s'aligner avec les États-Unis et de ne pas trop s'aimer avec l'Empire du Milieu. Un risque particulier pour le Luxembourg en cette année d'élections européennes, a souligné Lionel Fontagné, celui d'un « Brexit généralisé » (une déliquescence ou une implosion de l'UE, comprend-on). « Le Luxembourg serait l'État membre qui en souffrirait le plus. Ce serait dramatique », a-t-il prévenu, avant d'inviter à la lutte contre l'euroscpticisme (« the best survival key »).

De leur côté, les patrons ont abordé sans complexe le sujet de la compétitivité à travers le prisme du prix. Et après une année 2023 avec trois index puis des élections sociales en 2024 avec leurs lots d'actions syndicales, certains se sont montrés à fleur de peau. Le directeur général de Cargolux, Richard Forson, s'est emporté sur la paix sociale à la luxembourgeoise. « Quelle est sa définition ? Est-ce donner aux syndicats ce qu'ils veulent ? », a interrogé le dirigeant de la compagnie de fret aérien majoritairement capitalisée par l'État. L'augmentation sensible des coûts fixes des salaires (« prohibitifs »), alimentée par l'indexation et les revendications syndicales

(Cargolux a subi une grève historique en 2023), rendrait la société qu'il dirige « extrêmement uncompetitive » et surtout l'empêcherait d'investir dans ses capacités. Richard Forson a ainsi invité les syndicats éventuellement présents dans la salle à revoir leurs « politiques, qui nous ramènent à l'époque de Margaret Thatcher », et qui, au niveau européen, pourraient faire du Vieux Continent une unique « région de tourisme ».

Sur ces propos (applaudis par l'assemblée), le *managing partner* de PwC a rebondi par une touche personnelle d'humour : « On a un avantage dans notre maison : c'est de ne pas avoir de syndicat. Une liste a été montée mais elle n'a pas réussi », a dit François Mousel dans l'hilarité générale. Interrogé sur la compétitivité du pays dont il dirige le principal cabinet d'audit, le Luxembourgeois voit un élément de « faiblesse structurelle », dans la prétendue « déconnexion entre la composition de la Chambre des députés et les entreprises privées ». Pour le patron de PwC, le corps électoral, composé exclusivement de Luxembourgeois (et bien qu'élargi ces dernières années par la facilitation de la naturalisation), ignorerait trop les contraintes économiques internationales. ●



Lionel Fontagné (à g.) et Richard Forson

|||||

T
I
C
K
E
R

263 voix pour le président

Le patronat aime reprocher aux syndicats leur supposé manque de représentativité. Or, force est de constater qu'en la matière, la Chambre de commerce n'est pas exactement un modèle. Dans cinq des six groupes, aucune élection n'a eu lieu,

les organisations patronales se répartissant les sièges en interne. Seul dans le « groupe 1 », une candidature-surprise est venue troubler le jeu et provoquer la tenue d'un scrutin. Sur les 34 770 ressortissants de ce groupe (qui réunit « le commerce et autres activités

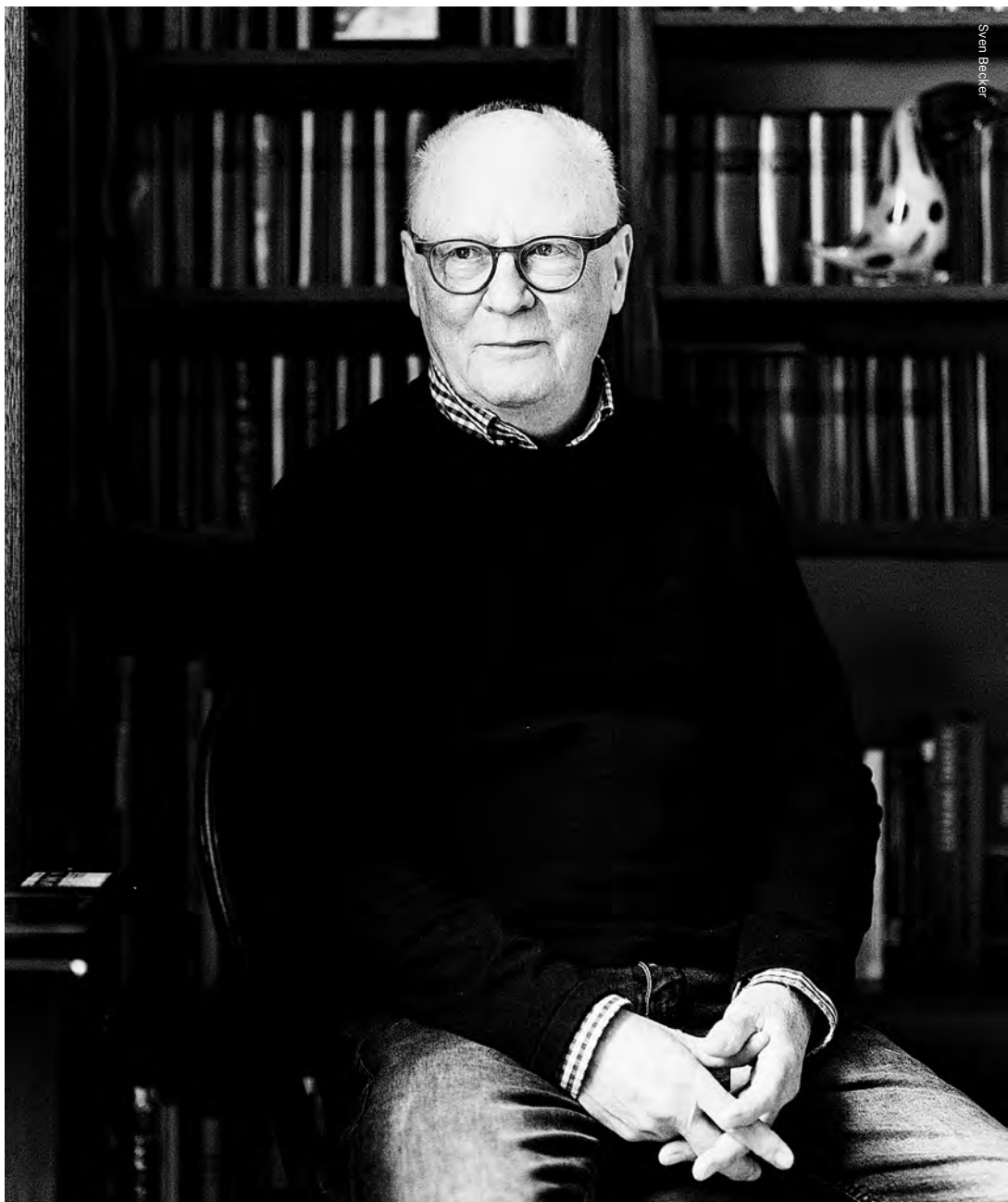
commerciales non spécialement dénommées »), seuls 556 se sont inscrits. Les résultats sont tombés cette semaine. Le candidat indépendant, Karim Aknine (patron d'une firme spécialisée dans le recyclage et les renouvelables), finit à la dernière place, recueillant

seulement 64 voix. Contacté par le *Land*, il explique reconnaître les résultats et « félicite les candidats élus ». Sa candidature n'aurait pas été un signe de protestation, mais aurait au contraire visé à « accroître davantage notre collaboration avec la Chambre de commerce ». Fernand Ernster, le

président de l'institution patronale, arrive à la première place du groupe 1. Un plébiscite de 263 voix. BT



Das Building wurde Mitte der 1960-er-Jahre gebaut



Sven Becker

Vagabunden, Aliénés und Diagnosen

IIII Stéphanie Majerus

Am Flurende des siebten Stockwerks im Building ist ein Fenster. Man kann es nicht öffnen, der dahinter angebrachte Balkon ist baufällig. Neben dem Fenster befindet sich das Büro von Yves De Smet. Als pensionierter Psychiater durchforstet er das Archiv des Ettelbrücker Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP). Mehrere Archiv-Bände umfassen Patientenakten aus dem 19. und frühen 20. Jahrhundert. „Nur die Eckdaten stehen hier drin. Wann jemand eingewiesen wurde, beispielsweise. Viel mehr nicht“, erklärt der Arzt. Das liegt daran, dass um die Jahrhundertwende ein *Aliéniste* (so der damalige luxemburgische Fachterminus für Psychiater) auf 400 Patient/innen kam. „Der Arzt kümmerte sich vor allem um die Verwaltung des Hauses – die Finanzen, den Küchenplan – da blieb kaum Zeit für Patientenbesuche.“ Betreut wurden die Patient/innen von medizinisch kaum ausgebildeten Krankenschwestern und Wächtern. Überrascht hat Yves De Smet während seiner Recherche, dass der Facharzt Adolphe Buffet, Direktor von 1883 bis 1904, sich sehr um das Wohl der Patienten gesorgt habe und deshalb dem Gesundheitsminister Briefe schrieb, um Fördergelder einzutreiben. Den Gerüchten zufolge seien die Leute nämlich in Ettelbrück eingesperrt und geschlagen worden. Aber das stimmt nicht, meint De Smet: „Sie hatten Ausgang und konnten an Beschäftigungsateliers teilnehmen, sie töpfernten und flochten Körbe.“

Wir laufen an der gegenüber dem Building gelegenen Orangerie vorbei; eine offene Rehabilitationsabteilung mit 20 Betten für erwachsene Patienten, die von Psychosen betroffen sind. Eine rauchende Frau wippt unablässig mit dem Oberkörper nach vorne und hinten. „Sich wiederholende Bewegungen sind typisch für Psychotiker.“ Ohne Genehmigung des Direktors ist es uns nicht erlaubt, mit ihr zu reden. „Fast nie erzählen Psy-

„Als ich 1981 mein Praktikum absolvierte, zählte Ettelbrück 1 200 Patienten. Als ich zwölf Jahre später als Arzt ans CHNP wechselte, war es die Hälfte.“

chotiker in der Therapiesitzung über die Stimmen, die sie hören“, sagt De Smet. Oder besser: Gehört haben. Denn mit dem Beginn der medikamentösen Therapie verstummen sie. „Manchmal erzählen sie auch von technologischen Geräten, die sie beeinträchtigen würden, wie Satelliten oder implantierte Mikrochips. Im 19. Jahrhundert waren es vor allem elektromagnetische Strahlen. In früheren Epochen Dämonen und Hexen.“ Zumeist aber würden sie von einem diffusen „man“ sprechen, der sie bedrohe, ohne konkreter zu werden.

Eine regelrechte Revolution hat die Psychiatrie in den 1960-er-Jahren erfasst: Die ersten Neuroleptika kamen auf den Markt. „Vorher waren die Patienten aufgewühlt, oft wahnhaft, und es war fast unmöglich, sie wieder in die Gesellschaft zu integrieren.“ Deshalb ist die stationäre Patientenzahl stetig geschrumpft: „Als ich 1981 mein Praktikum absolvierte, zählte Ettelbrück 1 200 Patienten. Als ich zwölf Jahre später als Arzt ans CHNP wechselte, war es die Hälfte. Heute sind es noch um die 200.“ Laut dem Jahresbericht von 2023 wurden 462 Personen aufgenommen und 446 entlassen, so dass 220 Patient/innen täglich auf dem Gelände waren. Die, die bleiben würden, so

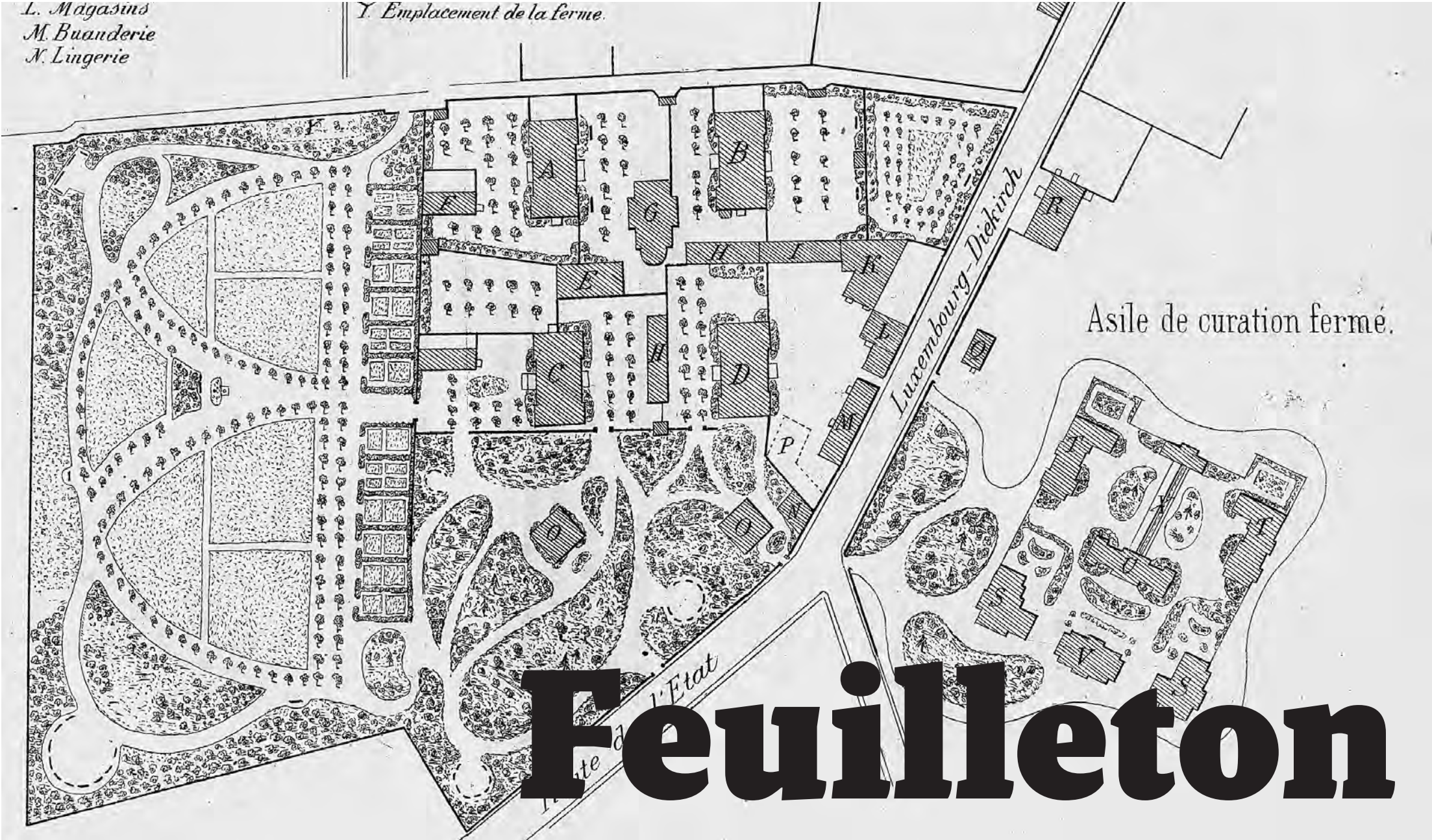
De Smet, seien vor allem Personen ohne soziales Umfeld und ökonomische Mittel oder psychisch kranke Straftäter/innen, die in Ettelbrück interniert werden. Aus den Zahlen der Klinik geht hervor, dass fast doppelt so viele Männer wie Frauen hier in Behandlung sind. Wir laufen an der forensischen Jugendabteilung vorbei. Eine Wiese ist mit einem sechs Meter hohen Gitter umzäunt. „Ich weiß nicht, ob das gut ist für die Rehabilitationsbestrebungen“, kommentiert De Smet.

Dass sich die Zahl an stationär Behandelten verringerte, lag auch an einem gesellschaftlichen Wandel: „Die Luxemburger zeigten sich offen, psychisch Erkrankte ihren in Alltag aufzunehmen“, sagt De Smet. 1987 gründete er die Initiative „Liewen Dobausen“, bei der es darum geht, betreute Wohneinheiten in den umliegenden Dörfern einzurichten. Die Antipsychiatrie-Bewegung, die seit den 1960-er-Jahren Missstände in psychiatrischen Kliniken anprangerte, habe ebenfalls zur Etablierung von Betreuungsstrukturen außerhalb von Kliniken beigetragen. „Außerdem ist es heute üblich, dass Menschen auf der Straße scheinbar Selbstgespräche führen – gut sie haben zwar Kopfhörer an – trotzdem ist das Bild einer Person, die ohne unmittelbares Gegenüber spricht, nicht ungewöhnlich“. Aber ganz so einfach sei es nicht. „Denn zeitgleich hat die Antipsychiatrie-Bewegung ein schlechtes Image von Medikamenten verbreitet. Natürlich, die ersten Neuroleptika wirkten, als hätte man jemandem mit dem Hammer auf den Kopf geschlagen. Aber bei den neueren Mitteln überwiegen die positiven Effekte deutlich“, so De Smet. Und auch die Populärkultur habe ein falsches Bild vermittelt. In *Einer flog über das Kuckucksnest* (1975) wird die Geschichte von einem Neuankömmling erzählt, der versucht sich gegen eine repressive Ordnung aufzulehnen. Das Lexikon des internationalen Films nennt ihn „überzeugend in der Milieuzeichnung“. „Ich habe in 40 Jahren Psy-

chiatrie noch nie einen Patienten wie im Film gesehen, und schon gar nicht wie in *Shining*“, urteilt De Smet.

Der Arzt Yves De Smet spart im Gespräch konfligierende Sichtweisen auf die Psychiatrie nahezu aus. Dabei kochte intern auch immer wieder Kritik hoch. Im July 1976 adressierten sich Pfleger in einem Brief, der im *Luxemburger Wort* abgedruckt wurde, an die breitere Öffentlichkeit: „Salus Aegrorum Suprema Lex, das Heil der Kranken ist höchstes Gesetz, steht über dem Portal am Verwaltungsgebäude zu lesen. Ein alter Spruch, dem heute kaum noch Bedeutung beizumessen ist, denn wie sieht die raue Wirklichkeit aus?“ Manche Patient/innen lägen „oft über 8 Stunden in ihren eigenen Exkrementen“ und könnten nicht trocken gelegt werden, „denn Bettwäsche ist Mangelware“. Ärzte würden Pfleger „militärisch, preussisch“ über Behandlungsvorgänge informieren – wenn überhaupt. Manche Stationen hätten schon mal zehn Tage ohne Arzt auskommen müssen. Und „Neuaufnahmen werden kaum, flüchtig, oder nicht untersucht“. Im September stellen sich weitere Pfleger in einem *Wort*-Beitrag hinter diesen Bericht. Auf drei Ärzte kämen 1 000 Kranke. Und „junge, ausgebildete Hilfspfleger“ würden – kaum hätten sie ihren Vertrag unterschrieben – wieder kündigen.

Auch das *Land* griff die Missstände im Sommer 1976 auf. Aus einem Beitrag von Mario Hirsch geht hervor, dass sich kurze Zeit zuvor drei Personen aus der Anstalt das Leben nahmen. Hirsch urteilt: „Der Alltag in Ettelbrück ist erschreckend.“ Jedes Detail, jede Geste sei reglementiert – der Drang, jede potenzielle Flucht zu verhindern, ist groß. „Ihre Kontakte zur Außenwelt werden streng kontrolliert. Ein therapeutisches Konzept ist praktisch nicht vorhanden.“ In dieser in sich geschlossenen Welt seien „die Kranken dazu verurteilt,



Ein Spaziergang mit Psychiater Yves De Smet über das Gelände des CHNP gibt Einblick in die Psychiatriegeschichte

ihre Obsessionen und Misserfolge wieder und wieder durchzukauen. Sie sind isoliert, Nichts bereitet sie darauf vor, sich wieder an ein normales Leben zu gewöhnen.“ Am Tag nach der Veröffentlichung von Hirschs Beitrag verteidigte wiederum ein Teil des Pflegepersonals die Institution im Wort. Große Fortschritte hätten sich vollzogen, seit vier Jahren würden „Psychiater, Psychologen, Sozialarbeiter und Pfleger“ kooperieren und das Angebot der „psychologischen Therapie“ würde „mehr denn je“ die sozialen Hintergründe der Patienten berücksichtigen. DP-Gesundheitsminister Emil Krieps meldete sich erst zwei Monate nach Beginn der Kontroverse im Parlament zu Wort, und suchte die Ursache der Probleme im Personalmangel – „junge Fachärzte schätzen die Arbeitsbedingungen und Entlohnung im Privatsektor“ – wie könne man so konkurrenzfähig sein.

Die Angst vor psychisch Erkrankten und ihre damit einhergehende Exterritorialisierung fand vor allem im 19. Jahrhundert statt. Im Vorwort von De Smets Publikation *Histoire de la Psychiatrie en Luxembourg* schreibt der Historiker Benoît Majerus: „Placer l’Hospice à Ettelbruck dans une ancienne caserne, séparée de la ville par une rivière, l’Alzette, fait clairement ressortir les généalogies architecturales et géographiques de cet asile, symboles des peurs que la folie inspire et des effets de stigmatisation qu’elle engendre.“ Wie damals in Europa üblich, lag das Hospiz getrennt vom Rest der Kleinstadt. Vom Blick der Öffentlichkeit entzogen, wurden die Bewohner/innen der Anstalt in der Anfangszeit als staatliches Verwaltungsproblem betrachtet. Sein erster Direktor war ein Steuerbeamter. Als das Krankenhaus 1855 eröffnet wurde, kamen eigentlich nicht zuvorderst psychisch Erkrankte nach Ettelbrück, sondern Vagabunden, Bettler und Waisenkinder, die krank oder be-

hindert waren und deren Aufenthalt um das Bettelverbot herum reglementiert wurde. Wie De Smet in seinem Buch auflistet, werden deren Biografien auf ein paar Sätze festgezurr: „(n°185/44), orpheline, sans état, célibataire, 33 ans, admise le 02/09/1857, de conduite passable, évadée le 07/11/1857, réadmise le 13/11/1857, réclamée par sa Commune, réadmise le 15/10/1858, de mauvaise conduite“. Die meisten wurden aus dem Dépôt de Mendicité aus dem Grund überwiesen, das sich in dem Gebäude des heutigen Naturmuseums befand. 1893 wurde der Standort Ettelbrück zu einer rein psychiatrischen Institution.

Heuten arbeiten im CHNP 19 Ärzte und 531 Pflger/innen, mit dem technischen und administrativen Personal kommt man auf 829 Personen. Warum trifft man auf so viel Personal, wenn die Zahl an psychiatrisch Betreuten bei um die 220 liegt? 2005 wurde das CHNP in drei Einheiten umgegliedert, neben der psychiatrischen Rehaklinik, umfasst es zudem ein Alten- und Pflegeheim sowie ein Zentrum für Menschen mit einer geistigen Behinderung. Die Ateliers und Wohneinheiten für mental Beeinträchtigte liegen in einem Park nahe am achtstöckigen Building. Die aus massivem Stein gebauten Villen wurden um die Jahrhundertwende von dem Merziger Architekten und Aquarellmaler Sosthène Weis entworfen. Wer sich unter Ladenbesitzern und Passanten umhört, spürt eine gewisse Gewöhnung an die Patienten im Stadtbild – als Raucher sind sie Kunden im Kiosk, im Lëtzeburger Restaurant gern gesehene Gäste. Die Dezentralisierung und die damit einhergehende Eröffnung von Wohngemeinschaften außerhalb von Ettelbrück hat daran nichts verändert: „Psychisch Erkrankte haben Schwierigkeiten sich an Lebensenschnitte zu gewöhnen. Viele, die den Ettelbrücker Standort verlassen haben, nehmen

morgens den Bus und kommen hierhin zurück. Für sie ist Ettelbruck ihr Wohnort, auch wenn sie die Nacht woanders verbringen.“

Der Psychiater Yves De Smet wohnt keinen Kilometer vom CHNP entfernt. Im Inneren seines Hauses, das während der letzten Jahrhundertwende gebaut wurde, vermischen sich Jugendstilmöbel mit Statuen aus Fernost und *Le Chat* Comics von dem in Brüssel geborenen Philippe Geluck. Auch Yves De Smet wurde in Brüssel geboren, studierte Mitte der 1970-er in Lüttich, Louvain-la-Neuve und Paris. Mittlerweile hat er die luxemburgische Nationalität angenommen und bringt sich in Lokalvereine ein, wie dem Ettelbrücker Theaterkollektiv Rido-Op und dem Victor-Hugo-Haus in Vianden. Er hat vier Kinder, eine Tochter lebt derzeit in Frankfurt und arbeitet im Bahnhofsviertel mit Obdachlosen und Drogenabhängigen. In seiner Bibliothek stehen Fachbücher neben literarischen Werken und Sammelbänden. Unter anderem *Les fous voyageurs* (2001) vom Philosophen Ian Hacking, das sich wie de Smets Buch auf das Ende des 19. Jahrhunderts konzentriert. Damals begann Frankreich Landstreicher, Sans-Papiers und andere von Stadt zu Stadt Wandernde zu pathologisieren. Der Philosoph Hacking greift die Biografie von Albert auf, einem Angestellten einer Gasgesellschaft in Bordeaux, der manchmal 60 Kilometer am Tag zurücklegte und Gedächtnisstörungen aufwies. „Ziellose, zwanghafte Reisen“ diagnostizierte sein Arzt Philippe Tissie, der den Fall 1887 in seinem Buch *Les aliénés voyageurs* beschreibt. Daraufhin werden während zwei Dekaden in Europa und Russland „Ausreißer“ diagnostiziert. Heute hat sich diese Kategorie aufgelöst. Hacking fragt deshalb nach den soziopolitischen Dimensionen, die Krankheitskategorien hervorbringen. „In gewisser Weise lässt sich das Motiv, des zu misstrauen dem Umherwandernden auch schon früher

auffinden, wie in der Legende des Ewigen Juden“, meint De Smet. Die antisemitische Erzählung des „Ewigen Juden“, als einem aufgrund von Ketzerei zum Umherwandern Verdamnten, ist seit dem 17. Jahrhundert in Europa verbreitet. Seit Dezember macht der Topos der Umherziehenden, von denen Gefahr ausgehe, in einer neuen Form die Runde. Nun liegt der Fokus auf Bettlerbanden.

Auf De Smets Wohnzimmertisch liegt ebenfalls *Le Génie et la Folie* (2007) von dem Psychiater und Anthropologen Philippe Brenot. Idealisiert man Leidensdruck nicht, indem man ihn in die Nähe von Genialität rückt? „Es ist schon so, dass man bestimmte Muster erkennen kann, vor allem unter Literaten sind bipolare Störungen verbreitet – Rimbaud, Hölderlin, Goethe, Artaud – sie alle hatten ihre Macken.“ Dem russischen Mathematiker und Nobelpreisträger Grigorij Perelman würde eine Form von hochfunktionalem Autismus nachgesagt. Als Einzelgänger mit langen Haaren und Fingernägeln lebt er zurückgezogen bei seiner Mutter, empfindet Alltägliches als Zumutung, konnte aber im Jahr 2002 ein mathematisches Millenium-Problem lösen. Der Brite Daniel Tammet, der eine Autismus-Diagnose erhalten hat, lernte innerhalb von fünf Stunden über 22 000 Nachkommastellen der Kreiszahl Pi auswendig. „Auch bei autoritären Politikern, kann man auf Eigenheiten stoßen. Viele sind ohne Vater oder unter abwesenden Vätern aufgewachsen.“ Letztlich aber sei der Leidensdruck entscheidend für die Frage, ob eine psychische Krankheit vorliegt. Diagnosen geben dann Orientierung bei der Behandlung, das sei ihr Hauptzweck. Nur im Setting einer Therapie spielen sie eine Rolle, denn mit ihnen lassen sich keine klar identifizierbaren Phänomene wie in naturwissenschaftlichen Experimenten feststellen. Yves De Smet pflegt für den Kontext der Psychiatrie zu sagen: „Il n’y a pas de maladies, seulement des malades.“ ●



Simon Gosselin

Tout doit disparaître

IIII Don John

On et back stage À aller au bout des choses, il faudrait annuler aussi les théâtres, commente l'actrice Rosa Lembeck. Elle est absente de la deuxième et plus longue des trois parties qui constituent *Extinction* de Julien Gosselin, après qu'on l'a vue prendre place dans le public pour regarder avec nous le tourbillonnement d'une société autrichienne décadente survivre à une apocalypse pour ensuite s'entre-trucider dans la plus grande joie. Tout cela est obscènement subventionné, continue-t-elle à s'insurger en backstage, et ne faudrait-il pas que les théâtres puissent survivre d'eux-mêmes, car s'ils ne le peuvent pas sans la béquille financière étatique, cela ne voudrait-il pas dire qu'ils ont perdu toute légitimité ?

Ce serait pourtant dommage, car avec l'extinction des théâtres viendrait aussi celle des pièces comme *Extinction*, parfaite démonstration en trois actes on ne peut plus différents de ce que peut le théâtre, trois façons de vivre l'expérience théâtrale : de la rave party dansante des premières 45 minutes au saisissant monologue final en passant par la partie centrale, Julien Gosselin explore trois degrés d'immersion qui sont autant de commentaires sur la médiation et la mimésis.

Les spectateurs commencent par investir la scène pour faire partie intégrante du spectacle au point de lentement se muer en scénographie ambulante et dansante, masse diffuse à travers laquelle les actrices slaloment. Ces mêmes spectateurs seront ensuite gentiment soumis au diktat de la caméra lors de la deuxième partie, qui se passe en 1913 à Vienne.

Pris en tenaille entre la salle de bain et la chambre à coucher, où les personnages se réfugient pour se droguer, faire l'amour ou pleurer toutes les larmes d'un spleen alors très à la mode, le salon mondain, où la fête bat son plein, est dérobé au regard des spectateurs, les acteurs et caméraman prenant bien soin de refermer les portes dès que quelqu'un en sort, les laissant tantôt entrebâillées comme pour nous faire comprendre qu'on n'est pas vraiment invités, tirant même une fois un rideau comme pour nous bannir encore plus du huis clos scénique.

C'est donc le cadrage des caméras qui traduit, filtre, interprète ce qui est joué sur scène dans des plans de toute beauté, l'on voit les personnages parler hypnose, psychanalyse, Gustave Mahler, guerre et barbarie, confesser l'un à l'autre ses désirs les plus indicibles avec une légèreté qui en contredit leur gravité ou encore raconter l'histoire d'un Chinois qui, condamné à mort et attendant son exécution immédiate, lit paisiblement un roman et qui, quand Florestin (Denis Eyrié) lui fait remarquer qu'il ne le finira peut-être pas, ce roman, se contente de hausser les épaules. Finalement, on est invités à reprendre place sur scène pour assister à un monologue tenu par une conférencière à l'université de Rome, qui vient d'apprendre la mort de ses parents et de son frère dans un accident de voiture.

Entre distance et immersion maximales Au-delà de cette oscillation radicale entre immersion et distance maximales, qui permettent à Gosselin d'explorer et d'exploser les limites de ce que

peut être le théâtre, *Extinction* raconte trois apocalypses, trois façons d'affronter la fin du monde. En dansant sauvagement tout d'abord : la toute première partie a lieu sur scène, où le spectateur peut se trémousser à loisir autour d'un îlot central mobile sur lequel Guillaume Bachelé et Maxence Vandeveldé jouent un concert électro dont on aimerait disposer de l'enregistrement pour le réécouter chez soi. En embrassant la décadence, ensuite, et en faisant basculer la colère vers une extinction qui englobe et enchâsse tout, y inclus soi-même, enfin.

L'histoire de la barbarie humaine nous y est aussi narrée, volet dans lequel s'enlacent et s'entremêlent des textes de Hugo von Hofmannsthal et Arthur Schnitzler. En 1913, une société autrichienne de gens à la fois délicieusement cultivés et profondément cabossés se voit pour un interminable ballet mondain où éclatent au jour, sous les couches de l'affect social et de l'exigence de la décontraction, des relations incestueuses, des addictions fatales et des dépressions incurables.

Quand finit par éclater et se décharger le cumul des tensions, c'est le ciel qui leur tombe sur la tête, contrecarrant d'abord puis corroborant les dires de Rosa Lembeck, qui affirmera un peu plus tard que le monde ne finit jamais vraiment (soulignons qu'elle le dit avec une légère note de regret). Car ce qui naît des cendres de cette apocalypse, c'est une société de dégénérés et de barbares, qui n'a plus rien à voir avec la délicatesse de celle qu'on venait de voir avant,

raffinée jusque dans les psychoses des uns et les névroses des autres.

Cette société, Julien Gosselin la dépeint alors sous forme de Viennois en tenue d'*Oktoberfest*, qui dansotent une ronde sur une entêtante et abominable mélodie de *Volkslied* avant de s'entre-tuer, la victime future étant désignée du doigt, comme à l'école maternelle – et celui qui finit par gueuler le plus fort le nom de l'autre remporte la mise et devient le bourreau.

Parfaite et horripilante exemplification en miniature de comment tout un peuple entier a pu se transformer en Léviathan antisémite, cette scène, filmée dans une esthétique de vidéo amateur qui parachève de glacer le sang, vient clore deux heures vingt d'une esthétique sublime, les images sur scène étant capturées par le ballet des cameramans, d'une précision chorégraphique.

La bête humaine Ne peut alors que s'ensuivre le monologue, que Lembeck commence par une tirade contre la laideur de la langue allemande avant de s'en prendre à ses parents décédés, à l'Autriche de hier et d'aujourd'hui et aux nazis. Chez Thomas Bernhard, la beauté de la nature et de l'art s'opposent à la bêtise – la *Stumpfsinnigkeit*, terme préféré de l'auteur – de l'homme, sa soif d'extermination, son étroitesse d'esprit, sa complaisance dans la haine. Et s'il dit qu'il faut tout saccager, tout annuler, tout exterminer, c'est aussi avec soi-même qu'il faut en finir, puisqu'on porte tous en nous cette maladie appelée humanité.

C'est d'une révolte et d'une colère si touchantes, si virulentes, si totales que le texte finit (presque) par être drôle. Bernhard est un des rares auteurs chez qui la colère devient créatrice : le moteur de ses textes, c'est la rage, son kérosène, la révolte – et le chauffeur de ce bolide qui dévale une pente textuelle à cent à l'heure est l'un des plus grands maîtres d'une langue qu'il abhorrait.



Dans la Vienne de 1913, une société cultivée et cabossée

Car si Anise Koltz a changé de langue d'écriture après que son mari décéda des suites des tortures que lui avaient infligées les nazis, Bernhard, lui, la sabote de l'intérieur, il la détruit tout en la portant, éminent paradoxe, à son comble.

Et Rosa Lembeck le porte en elle, ce monologue, elle le fait sien, montre son universalité – on porte tous un Wolfsegg en nous, dit-elle, et ce Wolfsegg, c'est forcément le monde d'aujourd'hui, c'est la bêtise contemporaine, c'est le retour des loups et des tyrans. On aurait souhaité – Bernhard lui-même en premier – que la hargne de l'auteur ait perdu en actualité, que le monde lui montrât qu'il s'était trompé, bref on aurait aimé que de contemporanéité de Bernhard, il n'y en eût pas et qu'on pût lire ses textes comme de purs joyaux formels déconnectés du monde d'aujourd'hui. Cela n'est, hélas, pas le cas, ce que Lembeck et Gosselin nous montrent par ce coup de force final, qui est aussi un coup de poing qu'on se prend, qui nous laisse estomaqués au bout de ces cinq heures éprouvantes, sombres, magnifiques.

En parlant d'extinction : il faut croire qu'est aussi en voie de disparition un public curieux, à Luxembourg. C'était déjà le cas pour la trilogie Don DeLillo, que le Grand Théâtre avait pourtant réparti sur trois soirées, croyant à juste titre qu'une pièce de douze heures rebuterait les plus patients parmi les férus de théâtre et où régnait dans la grande salle un vide béant, effroyablement pénible, baromètre du manque de culture d'un pays où l'on préfère visiblement aller voir le *Humpe-jangtheater* du patelin à côté parce qu'un voisin y a cousu de fil blanc un costume ou un texte. Rebelote donc ce samedi, où étaient également aux abonnés absents les gens de la scène (et la critique théâtrale locale, moribonde et même de plus en plus morte), à qui ça aurait pourtant fait le plus grand bien de se changer les idées et de voir ce dont le théâtre est capable quand on va au-delà des sentiers battus. ●

Uniformen

IIII Nico Graf

E Pafzifismus-Exkurs

Ech mengen, ech muss dat maachen, seet de Noper, och wann ech dowéinst herno eng Plainte um Hals hunn a bezuele muss. Den Hummer, seet hien, dee leit schonns do, ech muss just lassgoen an et maachen. Hm, sot ech, wat ass dann haut lass?

Majo, seet hien, ech war do iwwer an der Bäckerei, meng Bréidercher kafen, do hunn se déi fein *Roggenweck*, dowéinst ginn ech dohinner, bal all Dag. An do hu se jo och déi puer Sätzplatzen, wou een seng Mëtsch a säi Kuch iessen a säi deiere Cappuccino drénke kann, an du soutzen se. Wien? frot ech. Ma déi zwou Uniformen, huet hien geäntwert a nawell gekeimt, zwee Tippen an *Tarndrillich* soutzen do hiere Kaffi ze drénken, wéi wann dat dat normalst vun der Welt wier, an ech hu mech gewonnert, well ech do eréischt gemierkt hunn, wéi ech mech dru gewinnt hat, datt d'Uniformen hei aus dem Stroossebild verschwonne waren. An elo op eemol schéngen se sech erem ze trauen, militäresch dorëmmer ze laafen. O, hien hat näischt perséinlech géint déi zwee Zaldoten. Dee een war e besseren ze déck, deenen aneren lang a gouereg, mä alle béid eben Uniform an iwverdeems hien, de Noper, seng *Weck* krut, sinn déi zwee opgestan a sin bei den Auto gaang, deenen se virun der Bäckerdier am Parkverbuert stoen haten. Si hunn d'Autosdieren opgemat an hunn emol um Trottoir eng gefëmmt. Jojo esou ass dat, sot de Noper, beim Militär léiert ee fëmmen a saufen. Hien hätt op der Uni e Frënd gehat, sot de Nopper, deenen hätt him dat erzielt, wat hätt dee gesoff, wéi e beim Bund war, déi kleng Fläsche Schnaps a Jägermeister waren Tromp an där vill. An d'Fëmmen hätt deenen erréischt an der Bundeswehr geléiert, sozialen Drock, quoi. Saufen a fëmmen a stramm stoen a follegen.

Wat dann elo haut esou schlëmm wier, wollt ech wëssen. Majo, datt d'Uniformen

erem en public ënnerwee wieren, a senger Bäckerei, dat giff eben weisen, datt d'Zäite sech geännert hätten, dat giff elo wuel erem goen, d'Uniform ze weisen. Et wier ebe Krich.

Huet de Noper de Kapp gerëselt a sot, datt hien dat nach erlieue misst, hien deenen ugangs der 80er-Joer als jonke Mensch dach derbäi wor, wéi se géint de NATO-Doppelbeschluss demonstréiert hunn. Gutt kéint hien sech un eng bestëmmten Demo erënneren, eng pazifistesche Mënschekette sollt et sinn, den Oskar, jo deenen aus dem Saarland, deenen hat opgeruff, et sollt an Direktioun Bonn goen. Hien, de Noper hat gemengt, den Oskar selwer ze begéinen, deenen hätt hien awer ni gesinn. Wat awer war, dat war, datt hien anzwousch an der Eifel mat honnerten aneren op engem Hiwwel stung, wou de Bus-Chauffer se erausgesat hat, keen Oskar wäit a breet, a mat total frieme Leit stung hien do, si hunn sech eng Hand ginn wéi Kanner an der Spillschoul, hunn eng Kette gemaach, e puer haten esou Slogansschëlde mat, do stung drop „Eine Pershing kann dir den ganzen Tag versauen“, esou dees. An elo misst hien sech iwwerleeën, wat dann dat Richtegt wier an deenen Zeiten, wou se zu Berlin eeschtlech driwwer nodenken, d'Wehrpflicht erëm anzeféieren.

Bon, hien wier net concernéiert, vill ze al an och nach fréieren Wehrdienstverweigerer, mat wat sollt hien dann elo sengem Enkel soen, Student wier deenen, 22 Joer al. Wat wier dann elo dat Richtegt, wann et och hei am Westen seriö giff lass goen. Widerstand – a mengem Kapp huet dat no Résistance geklong – wat wier dat dann elo? Misst net säin Enkel do fir demokratesch Verhältnisse d'Uniform undoen a kämpfen? Hien huet sech geschuddert. Ech konnt nach just nolauschteren, de Noper war an e Monolog verfall. *Mein Enkel*, mäin

eenzegen, an Uniform, dat kéint hien sech einfach net virstellen. An et wier och alles esou komplizéiert, well elo kéimen aus all Lächer jo och nach Rassisten, Trumpisten a Juddenhaasser gekroch, AfD a Schlëmmes, hutt dir där och zu Lëtzebuerg? huet hien op eemol gefrot an ech konnt just *Jo* mam Kapp wénken, an hien huet neelech gekrasch, hien wéisst net, wat hien sengem Enkel rode sollt, hien deenen ëmmer vum Pazifissem erzielt hätt wéi sei Bop vu 14-18. *Mein Enkel in Uniform*, de Bouf un enger Front, dat geet guer net, sot hien, mä wann en Diktator attackéiere léisst, wat mëcht een dann?

Paus. Sou, sot hien dun, ech ginn elo den décken Hummer huelen a kucken emol, wat dat Material do daacht. Wéi dann, wat dann? hunn ech gefrot. An hien: Ech ginn dohannen un dat Denkmal a schloen do alles e bësse kuerz a kléng. Hä? Ma jo dat Kriegerdenkmal an der Nopesch-Strooss, do wou ëmmer d'Kränz stinn, déi meescht ouni Banderollen, d'Neonazien sinn nach e besse schei. Hien misst elo lass an dat Gewier an deenen Helm emol traktéieren, Gewier, Helm? Ma op ech da blann duerch d'Stroosse giff laafen? Do wier dach dat Denkmal, an op deem Steen läit e Militärtornister an e Karabiner an dernieft e Bajonett an uewendrop en Helm an op dem Steen wier ze liesen „Unsern Helden 1914-1918 1939-1945“. *Helden, ach hör doch auf*, sot hien, datt un doudeg Zaldote geduecht gëtt, okay, iergendwéi kéint een dat jo maachen, mä Helden, 1939!, dat war jo carrément Krichs-a Naziverherrlichung, dat war en Angriffskrieg op Polen, 1939, a näischt anesches, keen Held wäit a breet, nëmme Verbrieder an Uniform, an un déi giff hei erënnert ginn. Mam Vorschlaghammer giff hien elo lassgoen, den Helm verbëlsen, de Karabiner verdiebeln, d'Bajonett ewech klappen an déi onméiglech Widmung zerdeppern. *Farbe bekennen*, sot de Noper. ●

D'GEDICHT VUN DER WOCH

Derfir an dergéint

IIII Jacques Drescher



De Premier war zu Bréissel,
An d'Klacke sinn zu Roum.
De Wilmes gong gläich beichten:
„Mir wëlle keen Atoum!“

De Frieden sot de Contraire;
E war net ganz genau.
Wat een am Ausland sabbelt,
Dat mëcht heiheem Radau.

D'Blanche Weber ass erféiert;
Déi Gréng sinn op de Been,
An d'Corinne Cahen stëppelt –
De Premier steet am Reen.

E gudde Paf misst wëssen,
A sollt dat och verstoen:
Wien d'Klack wëllt wierklech lauden,
Kann net mat Kräizer gon.

« Le sens s’efface devant la musique »

IIII Yolène Le Bras

Passé d’informaticien dans une multinationale à journaliste culturel, correcteur, musicien et écrivain, Florent Toniello explique ce changement de vie et l’importance de la poésie dans le monde d’aujourd’hui

Florent Toniello a toujours aimé les livres. Né il y a 52 ans à Lyon, il préférait déjà, enfant, bouquiner tout seul dans sa chambre plutôt que de jouer au foot avec ses amis. Parmi ses nombreuses lectures, ce sont *Les Trois Mousquetaires* qui l’ont le plus marqué : « Pour moi, on ne peut pas le surpasser », affirme celui qui relit encore avec plaisir l’œuvre de Dumas. Il retrouve ce même esprit de capes et d’épées auprès de Jean-Philippe Jaworski, professeur de lycée à Nancy et auteur de jeux de rôles et de fantasy. Du côté de la poésie, il a commencé par chanter les fables de Jean de La Fontaine avec sa grand-mère qui les connaissait par cœur. Plus tard, il retrace un coup de cœur pour Jean Cocteau, sa poésie, ses pièces de théâtre et ses films.

Cependant, Florent Toniello ne s’était jamais imaginé que lire et écrire devienne son métier : « J’étais encore influencé par tous les codes que l’on nous transmet depuis l’enfance, comme l’idée que réussir sa vie signifie gagner beaucoup d’argent ou ce genre de choses... » Il se lance dans des études de physique appliquée avant de travailler dans une société multinationale bruxelloise. D’abord informaticien, il devient directeur informatique avec des responsabilités en Italie, en Espagne ou au Portugal. « Au début, j’étais fier, je faisais partie des grands cadres », reconnaît-t-il. Mais la dissonance cognitive s’intensifie peu à peu : difficile de travailler pour une industrie qui vend des détergents quand on lave ses vêtements au savon de Marseille ou de devoir annoncer leur licenciement à plusieurs ouvriers. En fin de compte, Florent Toniello n’en peut plus et, son fils étant encore jeune, demande un congé parental pour faire une pause. Sa femme devient fonctionnaire européenne

et déménage au Luxembourg. On est en 2011. L’année suivante, l’ex-directeur informatique la rejoint et sa deuxième vie commence.

Dans les cinq ou six dernières années avant de quitter Bruxelles, Toniello avait commencé à corriger des livres électroniques bénévolement avant d’être rémunéré par les éditions Phi. Avec l’argent gagné, il se paie une formation de correcteur et découvre peu à peu la poésie contemporaine. « C’était bien plus intéressant que ce que j’avais appris au lycée », réalise-t-il. Deux ans après son arrivée au Grand-Duché, il rejoint l’équipe du *Woxx* où il poursuit son travail de correcteur et écrit des articles culturels.

En 2015, sort son premier recueil de poèmes, *Flots* et obtient le premier prix du Concours littéraire national. D’autres recueils suivront comme *Loreille arrachée et autres épitaphes*, *Lorsque je serai chevalier* et *Ptérodactyle en cage* en 2017 puis, l’année suivante, *Apotropäische* et *Foutu poète improductif*. L’année 2018 voit aussi sa première pièce de théâtre émerger : *La Petite Fabrique des notes*, créée à la suite d’une commande du professeur de piano de son fils pour mettre le compositeur Offenbach à l’honneur. En 2020, avec *Ganaha*, Toniello s’essaie au genre du roman de science-fiction, bien que l’auteur avoue qu’il s’agit d’un « recueil de poésies déguisé ». Deux autres recueils, *Mélusine au gasoil* et *Vidée vers la mer pleine*, sont publiés en 2021. Enfin, *Honorable Brasius*, composé de cinq nouvelles, paraît en 2023 chez Hydre éditions. « Je me rends maintenant compte que la nouvelle est plus à ma portée » explique l’auteur à propos de son « galop d’essai » qu’était *Ganaha*. Les activités littéraires se multiplient et, en novembre 2023, Florent Toniello quitte la rédaction du *Woxx* par manque de temps.

« C’est toujours la même idée : relever des choses à côté desquelles on passe »

Florent Toniello

La poésie reste le genre privilégié de l’auteur. Sa bibliothèque en est remplie, ne laissant presque plus de place aux romans qu’il lit donc majoritairement en version numérique. D’après lui, la poésie est une forme littéraire qu’on oublie trop souvent car, en sortant de l’enfance, on se coupe de cet imaginaire : « Une fois entré dans l’âge adulte, bah voilà, il faut être sérieux » regrette-il. Il ajoute avec un léger sourire : « Alors qu’on peut faire des choses sérieuses tout en lisant de la poésie ». La deuxième raison pour laquelle il a choisi la poésie est qu’il s’agit d’un genre plus facile à faire rentrer dans un emploi du temps serré alors que le roman demande de se cloîtrer pendant

des heures. « J’ai horreur de ça ! » reconnaît l’auteur. Enfin, la poésie lui permet de se reconnecter à une autre de ses passions : la musique. D’où l’importance de déclamer les textes. L’auteur espère d’ailleurs refaire une collaboration musicale, comme ce fut le cas avec Jean Hilger pour *Ptérodactyle en cage*.

Les lectures du poète sont parsemées de pauses musicales mais, ce qu’il préfère, c’est quand la voix et la musique se mélangent simultanément. Il considère que la poésie est aussi une ambiance et qu’il ne faut pas forcément la comprendre. Le rythme et la musique sont presque plus importants que le sens. « Qui suis-je pour dire quelque chose de plus important que les autres ? Si j’ai réussi à apporter des questions c’est déjà bien, j’ai si peu de réponse que j’aurais tendance à dire que chacun comprend ce qu’il veut ». Si Toniello n’exprime pas explicitement les valeurs qui lui tiennent à cœur dans ses textes, il fait néanmoins partie de l’organisation « Poets of the Planet » qui entend promouvoir la paix à travers la poésie. Il participe aussi aux manifestations qui mettent l’art au profit de grandes causes. Ce qui aurait deux grands avantages : toucher un public autre que les passionnés de poésie présents lors des lectures habituelles et montrer que les poètes ne sont pas simplement de « doux rêveurs qui parlent des fleurs et des oiseaux ».

La construction de ses poèmes commence par des notes prises spontanément car il puise son inspiration en parlant aux autres, en marchant dans la rue, en rêvant, bref, en vivant. Toniello se penche sur ces choses « auxquelles on ne prête pas forcément attention ». Il se rappelle ainsi ce petit dinosaure en plastique délaissé sur un trottoir qu’il a photographié et qui lui a inspiré un de ses « poèmes sporadiques » que l’on retrouve sur son site. Mais, pour être publié, un poème doit être retravaillé : « Quand je me relis, je réalise que j’ai pu être trop influencé par des choses que j’ai lues, des idées trop simples, des expressions trop communes ». L’auteur recherche l’insolite, à l’image de son dernier recueil *Vidée vers la mer pleine* paru chez Phi, dans lequel l’héroïne bat pavillon luxembourgeois, l’existence d’une flotte luxembourgeoise étant en soi insolite. « Comme je suis correcteur, j’essaie de trouver les choses que les auteurs n’ont pas vu, ça peut être des fautes d’orthographe tout simplement mais c’est toujours la même chose : relever des choses à côté desquelles on passe ».

Pour écrire de la poésie aujourd’hui, Florent Toniello conseille tout d’abord d’en lire. Pour se faire une autre culture que les Rimbaud ou les Verlaine appris à l’école, il recommande d’assister à des lectures, des marchés ou encore des festivals. Lui a commencé par lire Jean Portante avant de se plonger dans le monde de la poésie contemporaine. Ensuite, libre aux futurs poètes de dépasser leurs lectures et de trouver leur propre voie / voix. La sienne le mène aujourd’hui à passer deux mois en résidence à Berlin, en avril et en octobre de cette année. Florent Toniello a prévu d’écrire un recueil de poésies et une nouvelle dans laquelle les lecteurs retrouveront son « ami Brasius ». ●



Sven Becker

Florent Toniello préfère les formes courtes de la nouvelle ou de la poésie



Paul Atreides
(Timothée Chalamet)

Warner Bros

Masse und Macht

III Marc Trappendreher

Jede Szene ist eine eigene Vision: Menschen steigen auf und fallen tief. In dunkelroten Bildern eröffnet Denis Villeneuve seine filmische Fortsetzung des Kultromans *Dune* aus der Feder von Frank Herbert. Paul Atreides, seine Mutter und die eingeborenen Fremten werden bei einer Patrouille von den feindlichen Harkonnen angegriffen. Finstere Gestalten fliegen in schwarzen Schutzanzügen in die Lüfte, andere fallen tot in den tieforangenen Sand des Wüstenplaneten Arrakis. In diesen Anfangsbildern ist die gesamte Erzählung von *Dune – Part Two* bereits angelegt, die ewig fortwährende Erzählung des Machtkampfes von Aufstieg und Fall, den immergleichen politischen Ränkeschmieden, dem Machtkampf zwischen rivalisierenden Fürstenhäusern wird hier fortgesponnen.

Frank Herberts mehrteilige Saga um einen Wüstenplaneten gilt vielen noch immer als der Urtext der modernen Phantastik. Mitte der Fünfzigerjahre nahm alles seinen Anfang: Herbert recherchierte für einen Artikel; er war fasziniert von den Maßnahmen der US-Umweltbehörde, die Dünen von Florence, eine Küstenstadt in Oregon, zu stabilisieren, die unter dem Einfluss stürmischer Pazifikwinde eine Lebensgefahr darstellen könnten. Die Sandmassen als unbändige Naturgewalt, gegen die der Mensch versucht anzukommen, ließen Herbert nicht mehr los. Diese Erzählung um Schicksal und Vorbestimmung, um die Last der Verantwortung birgt zunächst auf außerfilmischer Ebene ein werbewirksames Dopplungselement: Denis Villeneuves *Dune* ist die dritte Adaption der literarischen Vorlage. Sie festigte seinen Rang als großartiger Filmemacher, nicht zuletzt weil er für viele nun dort reüssiert, wo Kultregisseure wie David Lynch oder Alejandro Jodorowsky scheiterten – es ist die Last dieses filmkulturellen Erbes und der Werktreue zur literarischen Vorlage, das auch Werbezweck ist. Jodorowsky erträumte seinen Film ins Unermessliche. Das Filmstudio entzog ihm die Mittel, sein Film wurde nie fertiggestellt. Lynchs Film von 1984 oszillierte zwischen dramatischem Ernst und unfreiwilliger Parodie, verlor sich dabei immer mehr in komplexen Handlungsfäden. Im Gegensatz dazu gelingt Villeneuves mehrteiliger Sage einiges besser.

Den Expositionscharakter des fantastischen Stoffes hatte Villeneuve im ersten Film überaus geschickt verarbeitet, nun kann er ihn sogar ganz ablegen. Die Fortsetzung knüpft unmittelbar an den ersten Teil an, bedarf aber keiner ausführlichen Beschreibungen mehr: Paul Atreides

(Timothée Chalamet) erlernt die Lebensweise des Wüstenvolkes der Fremten. Gemeinsam mit ihnen will er den Imperator Shaddam IV. (Christopher Walken) stürzen und die Fremten so aus der Knechtschaft der mächtigen Herrscherhäuser befreien. Paul gilt unter den Fremten als der Lisan-al-Gaib, ein prophezeiter Erlöser, der die Wüstenlandschaft wieder fruchtbar machen und den Fremten die Freiheit schenken werde.

Der frankokanadische Regisseur Denis Villeneuve führt mit diesem zweiten Teil der Reihe seine Überwältigungsmaschinerie aus imposanten Bildern und eindringlichen Tönen konsequent fort, formt diese indes zu einer eindringlichen und brisanten Warnung vor den Keimzellen des Faschismus: Es braucht jahrelange Knechtschaft, die Misslichkeit der prekären Lebensumstände, ein grundlegendes Machtgefälle und gezielte Indoktrinierung – und man sehnt sich den heilsbringenden Führer ganz von selbst herbei. Die im ersten Teil angedeutete Heldenreise wird so in ihr Gegenteil verkehrt: *Dune – Part Two* zeigt den Wendepunkt; die Fortsetzung erzählt davon, wie ein Terrorregime gestürzt und ein neues errichtet wird. Der junge Held, der widerwillig in die große Welt geschickt wurde, verliert sein Identifikationspotenzial. Seiner moralischen Verwahrlosung gilt das Augenmerk. Die Schicksalsergebenheit kommt mit einer Ablegung des früheren Selbst. In Ansätzen präsentiert sich dieser groß budgetierte Unterhaltungsfilm mithin mehr als ein Lehrstück über die Auswüchse eines religiösen Fanatismus, den Folgen unterdrückerischer, räuberischer Ausbeutertendenzen und die Unmöglichkeit eines Machtvakuum. Ist das Machtzentrum erst destabilisiert, dauert es nicht lange, bis es wieder gefüllt wird. Seinen Fatalismus formuliert *Dune* zuvorderst in seiner Vorstellung der Macht der Massen – in imposanten Bildern von Menschengruppen in desolaten Wüstenlandschaften, von wild schreienden Horden in hochragenden, brutalistischen Bauten in expressionistischer Beleuchtung.

Die erschlagende Klangkulisse des Films korreliert mit dieser visuellen Bildgewalt auf auffällige Weise: Die Filmmusik von Hans Zimmer zielt stärker noch als im Vorgängerfilm auf die auditive Überwältigung, die orientalischen Klangteppiche verbinden fremdartige Klänge mit vertrauten sinfonischen Strukturen, denen man erliegen will. Das Berauschte und Erdrückende der Schau- und Klangwerte birgt auch die Gefahr einer verführerischen Lähmung des Geistes – es sind totalitäre Überwältigungs-

Dune – Part Two. Das Berauschte und Erdrückende der Schau- und Klangwerte birgt auch die Gefahr einer verführerischen Lähmung des Geistes

strategien in Ästhetik und Größe, die seine inhaltlich formulierte Warnung wieder selbstreflexiv-distanziert in die Form überführt. Man will dem Rausch der Bilder und Töne gänzlich verfallen, würde nicht das Erzählte einen beständig auf Distanz dazu halten. Der Verweis auf atomare Sprengkörper als massentaugliches Abschreckungsmoment, die beiläufige Erwähnung des Vornamens des Fürsten der finsternen Harkonnen, Vladimir, schaffen sehr gegenwärtige Bezüge zu einer aktuell weltpolitisch instabilen Lage – und die Frage danach, ob Systeme wieder in totalitäre Strukturen fallen können, ist heute vielleicht wieder virulenter geworden.

Am Beispiel der technisch versierten Regiearbeiten Villeneuves zeigt sich ferner, dass sich in Hollywood ein Kreis schließt. Im kinematografischen Zeitalter der digitalen Abbildungen – aus denen dieser zweite Teil des Epos ausführlich schöpft – und Franchise-Bildungen ist aus der Vorstellung vom Filmautoren als visionärem Künstler im Gegensatz und in Abgrenzung zu einem „technisch begabten Handwerker“ nun wieder zuvorderst ein Handwerker geworden, dem ein Mindestmaß an *vision du monde* genügt. ●

Compendium de Cane

IIII Lucien Kayser

L'exposition de Louis Cane chez Ceysson & Bénétière au Wandhaff en laissera perplexe plus d'un, tellement les œuvres partent, essaient, dans une création en toute liberté

Le titre choisi ci-dessus dit vrai et faux en même temps. Oui, l'exposition de Louis Cane tient du résumé, s'échelonnant sur près de soixante ans, les œuvres les plus anciennes datant du milieu des années soixante, et l'on comprend aussitôt la proximité de l'artiste avec Supports/Surfaces. Mais, non, elle n'a rien qui aille dans un sens de réduction, au contraire, avec des œuvres de bien belle taille dans des espaces dont il n'est plus nécessaire de dire l'ampleur. *Voyage dans la peinture*, titre de son côté la galerie, ce qui souligne les allées et venues de l'artiste, déplacements incessants en tous sens. Les toutes dernières œuvres, des peintures sur grillage enduites de résine et tendues sur des châssis métalliques, renouent d'une certaine façon, dans l'opération intellectuelle sur les constituants, avec les débuts. *Peintures vraiment abstraites*, les qualifie Louis Cane, d'autres n'ont

eu que l'étiquette de *peintures abstraites* traditionnelles. Et le visiteur de se heurter d'un bout à l'autre à un va-et-vient entre abstraction justement et figuration, toute frontière constamment abolie.

D'où dans un premier temps, pour quiconque n'a pas suivi le cheminement de Louis Cane, de quoi le plonger dans la perplexité. Il faut en sortir très vite. Et se raccrocher à tel aveu de Cane par exemple : L'artiste peint comme il sent ; c'est le triomphe du Moi, et du Plaisir. C'est d'autant mieux que ce dernier ne manque pas de se transmettre.

Abstraction ou figuration, Louis Cane nous saisit par la couleur, qu'elle soit le véritable sujet de l'œuvre, ou qu'elle vienne lui donner son intensité, voire sa luminosité. Dans les

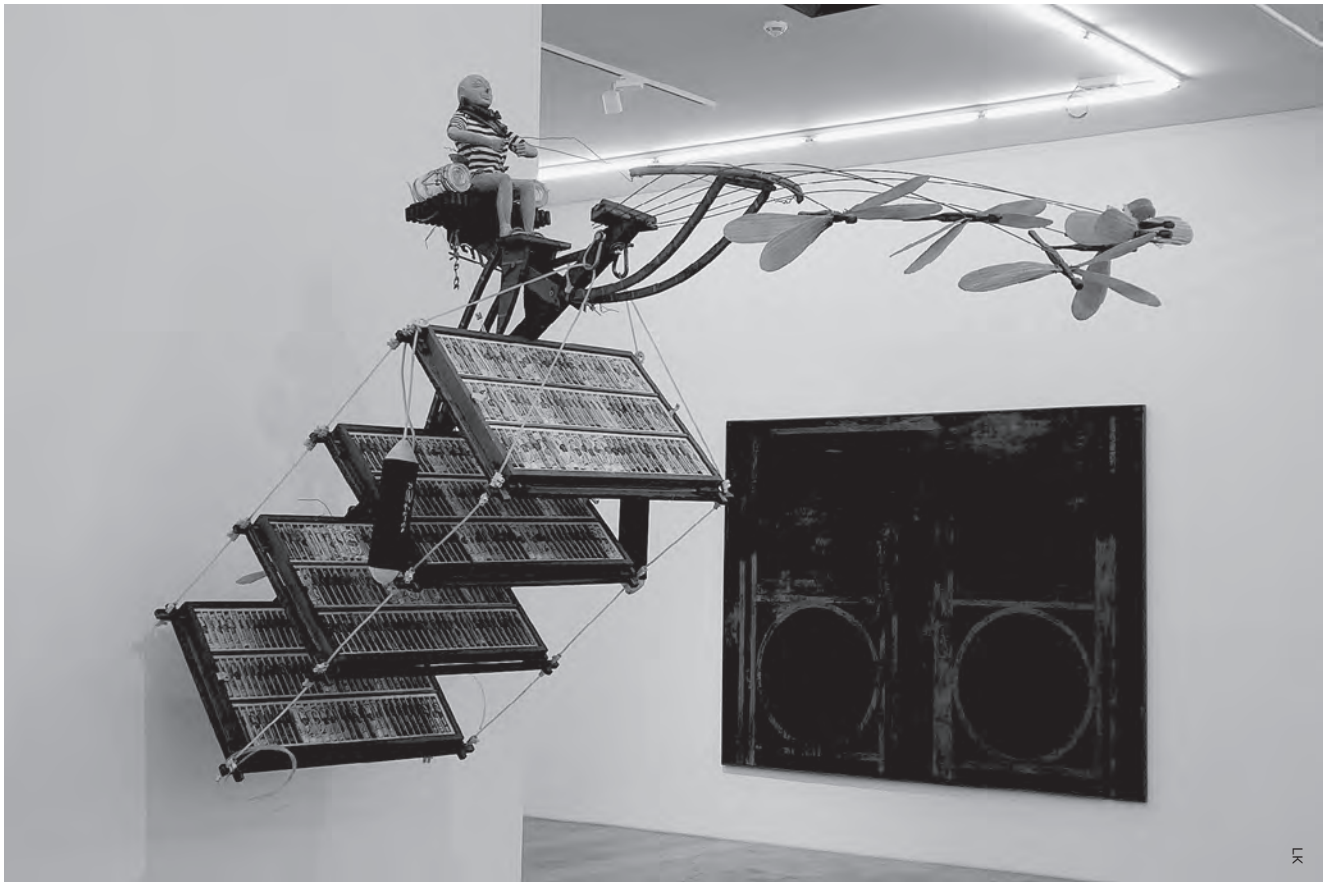
séries les plus diverses, pour emprunter au langage musical, autant de thèmes et variations au fil des années. Elles sont en bon nombre au Wandhaff, et peu importe dans cette revue, un quelconque ordre chronologique : paysages, femmes, fleurs, des cardinaux s'y glissent, en lévitation, pour souligner la légèreté de l'exercice, et faire en même temps un clin d'œil à tels maîtres, ailleurs au tour de van Gogh ou de Paolo Uccello. Sans oublier de repasser très loin dans le passé, pour revenir à d'autres pré-occupations esthétiques.

Louis Cane ratisse large, fouille méthodiquement de ses pinceaux les terrains de la peinture. De la sculpture non moins. Avec tels exemples dans l'exposition, un bronze assez récent, de 2022, *Eve*, femme dans sa nudité tout hiératique, les bras le long de son corps ; attitude figée,

Louis Cane fouille méthodiquement de ses pinceaux les terrains de la peinture

raide sans doute, avec la majesté, la solennité qu'on connaît aux classiques. Et en opposition, ou en contrepoint, des objets pleins d'esprit, d'humour, des femmes bigarrées, des ballerines sur une balançoire, en bronze et en fer ou acier peints, on pourrait les prendre aussi pour des trapézistes, prêtes aux tours les plus virevoltants. Côté sculpture (ou objet) toujours, il est le même mouvement en puissance dans le *Véhicule libello-tracté*, de 2001, et le titre d'ajouter : *Picasso emporte ses couleurs au paradis*, tel un dieu solaire dans sa course. Voilà pour une ravissante fantaisie, faculté de création, avec son côté capricieux, pittoresque.

Au bout de l'exposition, dans une salle à part, c'est tout le contraire qui nous prend à la gorge. Déjà les *Sols/ murs*, les *Peintures sur chasuble*, auraient pu ou dû nous avertir. Du caractère exceptionnel de l'espace. Au mur du fond, sur quatre mètres sur plus de neuf, c'est un terrible carnage, dénommé dans un emprunt latin *Carnifex*, d'après le naturaliste René-Primevère Lesson du milieu du 19^e. Tout ce que des bourreaux, des meurtriers ont pu imaginer comme tortures, comme supplices, y figure, l'horreur qu'ils continuent à mettre en pratique, depuis le pilori à la gégène, et la décapitation y a sa place de choix avec la hache qui va tomber. Un hélicoptère survole le tout, ayant dans son filet des corps, vivants ou morts, comment savoir, la peinture date de 1984, on se souvient des opérations aériennes et maritimes en Argentine. On sait un chose : ça ne s'arrêtera donc jamais. Autre chose : Louis Cane dénonce avec une grande force, peut-être une lueur d'espoir avec les deux personnages au milieu en bas, comme rescapés, sauvés du pire. Et *Carnifex*, lisons cette peinture comme un hommage à toutes les victimes. ●



Chevauchée de Picasso et peinture abstraite



T
A
B
L
O

ARCHITECTURE

Réparer plutôt que détruire

Le projet itinérant *La Grande Réparation* a été conçu par le magazine allemand ARCH+ avec les chercheurs de l'Université de Luxembourg

et de ETH Zürich. Florian Hertweck a pris en charge la direction artistique avec des partenaires, et les chercheuses universitaires Céline Zimmer, Caroline Faber et Marija Marić. Les concepteurs de cette exposition considèrent que, dans un monde abimé par l'exploitation des ressources et des personnes, fracturé par les guerres, l'architecture peut agir en tant que force réparatrice. En faisant de l'entretien, de la maintenance et de la réparation les principales stratégies d'action, l'exposition vise à réorienter les fondements de la pensée vers des économies de réparation et du soin en

misant sur une architecture éthique qui évite de détruire.

Organisée en sept thématiques, l'exposition donne de la visibilité aux processus de maintenance et d'entretien de l'architecture et de la ville. Elle examine le sujet à différentes échelles, allant des routines quotidiennes du travail de soin aux exemples de pratiques de construction qui cherchent à travailler avec le parc immobilier existant plutôt qu'à créer de nouveaux bâtiments. Au travers de vidéos, maquettes, installations, dessins originaux et prototypes, l'exposition présente plus de



vingt démarches d'artistes et d'agences internationales, émergentes ou confirmées, dans lesquelles la réparation devient tangible en tant que nouveau paradigme de conception. Après l'Akademie der Künste à Berlin, *La Grande Réparation* pose ses valises à Paris au Pavillon de l'Arsenal jusqu'au 5 mai. FC

SCÈNES

Des talents à découvrir

Chaque année, depuis 2016, le TalentLAB invite des artistes à travailler un projet avec des parrains et des marraines de prestige. L'édition 2024 ne fait pas exception avec le chorégraphe Akram Khan, la metteuse en scène et scénographe Alexandra Lacroix et le metteur en scène Richard Twyman. Trente candidatures provenant de six pays sont parvenues, reflétant l'intérêt constant pour ce laboratoire à projets et festival

pluridisciplinaire. Sélectionnés par un jury de professionnels des arts de la scène nationaux et internationaux, les six porteurs de projet auront l'opportunité mettre leur projet à l'épreuve, de se frotter à diverses disciplines artistiques, de présenter des maquettes et de progresser dans leur création. Les artistes choisis, sont Carlota Maria De Matos e Silva et Avildseen Bheekhoo pour le théâtre, Malcolm Sutherland et Maher Abdul Moaty pour la danse, Jenna Vergeynst et April Koyejo-Audiger pour l'opéra. Parallèlement, un programme de spectacles

Vernarrt in die Esche am Stadtrand

III Anina Valle Thiele

Eschenliebe beeindruckt vor allem durch Theresia Walsers stimmigen Bühnentext, der gleichermaßen Fragen über seltsame Neigungen, unser Arbeitsleben wie die Zukunft unseres Planeten aufwirft

Büroarbeit ist oft kein Zuckerschlecken. Bei vielen unterscheidet sich der Alltag nur durch Nuancen der Langeweile und Prozeduren der Sinnlosigkeit. Kaum verwunderlich, dass David Graebers *Bullshit Jobs* zum internationalen Bestseller wurde. Auch Luc Teichmann fristet ein freudloses Dasein. Er arbeitet bei einer Versicherung, wo er tagein, tagaus „Schadakten“ prüft. Dies in einer globalisierten Welt, deren Schäden kaum mehr versicherbar sind. Als einfacher „Büroangestellter-Darsteller“ bei Metz &Co. verkauft er damit Sicherheiten, die es nicht mehr gibt. Sein Verhältnis zu den Arbeitskolleg/innen ist von Argwohn bestimmt, „Harnimpotenz im Konkurrenzsystem“ nennt Walser dies etwa. Und: „Je länger Geschädigte Geschädigte bleiben, desto mehr Schaden richten sie am Ende an“, heißt es später.

Um sein Image aufzupolieren, erfindet der nach außen hin gewöhnliche Angestellte Teichmann Geschichten aus Anekdoten, die er beim Tram-Fahren aufschnappt. Doch in Wahrheit kreisen seine Gedanken exklusiv um eine Esche am Stadtrand, die er zärtlich „Ash“ nennt und die im heißen Sommer in Gefahr ist ... Als er bei einer seiner nächtlichen Eskapaden seinem Kollegen Albert in unvorteilhafter Bundfaltenhose über den Weg läuft, drohen seine Ausfluchten aufzufliegen, und seine Reputation ist in Gefahr.

Theresia Walsers Monodrama *Eschenliebe* erzählt vielschichtig von der wahnhaften Liebe eines Mannes zu einem Baum. Für das Kunstfest Weimar hat die deutsche Dramatikerin dem Luxemburger Steve Karier die Rolle förmlich auf den Leib geschrieben. Ihr Text birgt auch Reflexionen über den Klimawandel, den Menschen im Anthropozän. Im Verhältnis zu früheren Texten Walsers, etwa *Wandernutten* (2004) oder *Ich bin wie ihr, ich liebe Äpfel* (2013), ist *Eschenliebe* weit weniger provokativ; sie kreierte darin abermals ihre eigene absurde Welt.

Nur mit zwei Wassereimern behangen betritt Karier die leere Bühne des Kapuzinertheaters: „Kommt ein Mann mit zwei Eimern ...“ wird zum (Auf-)Takt, der Walsers Text gliedert, gefolgt von Mutmaßungen und Hirnspinnungen. Kann man

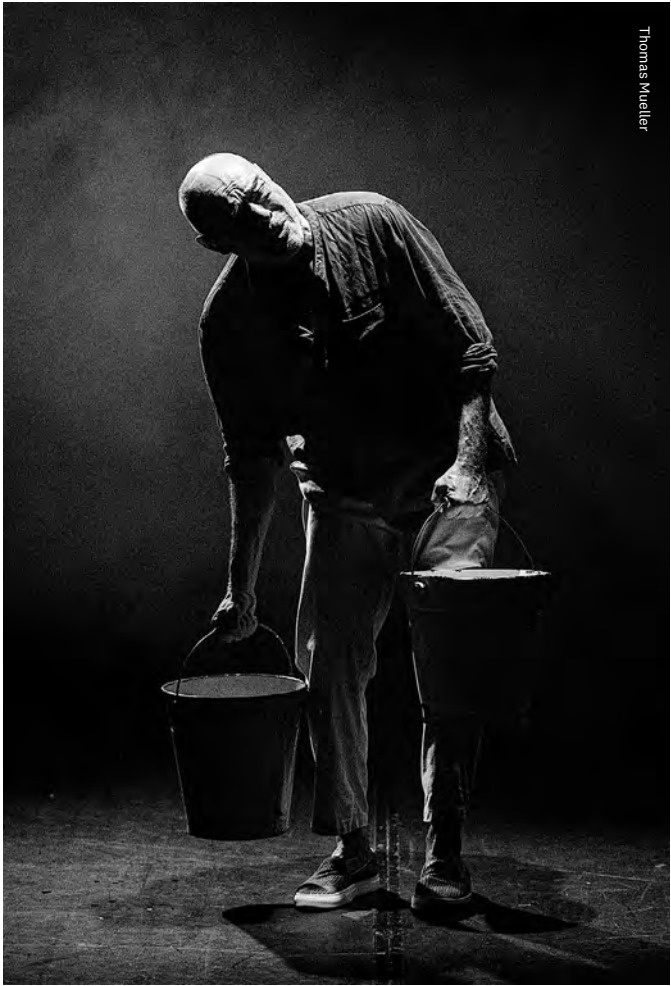
(Mann!) sich aus dem gewöhnlichen Alltag flüchten, indem er sich in eine wahnhafte Leidenschaft zu einer Esche hineinsteigert? Walser gelingt es in ihrem Stück tatsächlich, dieses absurde Szenario nicht zu konstruiert greifbar zu machen.

Gesellschaftliche Ächtung schlägt Teichmann allerorten entgegen, nicht erst, als er zufällig Albert begegnet: „Dass du einer von denen bist, Luc, das wusste ich nicht.“ Ob er als Kind bereits diese *Neigung* gehabt habe, werden sich die Leute fragen. Was verbirgt sich hinter Teichmanns Persönlichkeit? Ist er ein Perverser, ein Gutmensch, ein klimaschützender Weltverbesserer? Teichmann selbst fürchtet sich von Anbeginn vor seiner Pathologisierung: „Am Ende machen die aus dir so einen erbärmlichen Randgruppenfreak, [...] – „Ein Speziesbetrüger“, ein „Evolutionsverhöhnner“, ein „perverse Phytofetischist“. Dabei sieht er sich selbst als einen Artenflüchtling und beharrt auf der Exklusivität seiner Liebe.

„Ich meine, es gibt Leute, die masturbieren in Erdlöcher, oder andere, die heiraten Schnee vom Kilimandscharo oder wollen unbedingt ein Kind mit einem Düsenjet! Übergeschnappte, Neurotiker, mein Gott, Heillose“, wird Karier den skurrilen Text Walsers vortragen und zugleich erregt von einem Mann berichten, der wegen seines „Baumgefummels“ aus dem Central Park in New York hinausflog.

Für Luc Teichmann sind die nächtlichen Eskapaden zu seiner Esche letztlich Fluchten aus seinen Alltagszwängen als mickriger Versicherungsangestellter bei einer Firma, bei der er seit 23 Jahren beschäftigt ist: „Wo man hinsieht, nichts als dunkle Schwermutstannen.“ Mittlerweile könnte er Leute beraten, wie sie am besten nicht mehr vorkommen. „Nach all diesen Zermürbungen, dem ewigen Präsenzterror, tagein, tagaus.“

Steve Karier verkörpert den Text ausdrucksstark. Er überzeugt durch ein pures Schauspiel und steigert sich in einer guten Stunde hinein in die Leidenschaft zur Esche: „Tiefwurzler. Wie du, Ash, bin auch ich ein Tiefwurzler.“



Steve Karier, ein Mann mit zwei Eimern

Doch ist es vor allem die poetische Sprache Walsers, die Eindruck hinterlässt, etwa wenn es heißt: „Und wieder fallen zwischen unsere Sätze Blätter.“ Oder wenn sie von Fichten mit hängenden Ästen schreibt, die aussehen wie heruntergekommene Aristokraten.

Trotz der Abwesenheit von Requisiten gelingt es der Luxemburger Regisseurin Daliah Kentges, in ihrer Regiearbeit die Stärken und Höhepunkte von Walsers Text herauszuarbeiten. Das Theatererlebnis selbst ist kurzweilig. Dennoch stellt sich nach dem Abend, der von Walsers ironischen Wortspielen und ausge-

fallene Wortneuschöpfungen lebt, bei der Zuschauerin Ratlosigkeit ein: Braucht es in diesen zermürbenden, weltflüchtenden Zeiten ein Stück über einen Mann, der sich in einen Baum verliebt? ●

Eschenliebe von Theresia Walser; Regie: Daliah Kentges; Mit Steve Karier; Ko-Produktion Kunstfest Weimar; Les Théâtres de la Ville de Luxembourg; Fundamental a.s.b.l.; Rechte: Rowohlt Theaterverlag, Hamburg, Premiere in Luxemburg am 15. März, im Kapuzinertheater. Keine weiteren Spieltermine

signés Akram Khan (photo : Camilla Greenwell), Miet Warlop, Cie Converge+ ou encore Dead Centre complèteront ces dix jours de festival, du 31 mai au 9 juin. FC



LITTÉRATURE

Servais goes abroad

Depuis 1992, le Prix Servais récompense annuellement l'ouvrage littéraire le plus significatif paru au cours de l'année précédente, pour souligner la qualité et la diversité de la production littéraire au Luxembourg. Il est doté de 7 500 euros. Vient de paraître la liste des cinq publications présélectionnées : Samuel Hamen, *Wie die Fliegen*. Roman. Zürich, Diaphanes ; Chris Lauer, *Gut verräumte Sternschnuppen*. Gedichte. Innsbruck/Wien, Limbus

Verlag ; Isabelle Marinov, *Boy Underground*. Roman. Leicester, Sweet Cherry Publishing ; Jemp Schuster, *Béischten*. Roman. Lëtzebuerg, Kremart Edition et Margret Steckel, *Muterrache*. Nouvelle. Mersch, capybarabooks. On remarquera que seuls deux des cinq ouvrages sont édités au Luxembourg. Faut-il y voir un bon signe pour l'aura internationale des auteurs luxembourgeois ou un mauvais pour la vitalité des éditeurs locaux ? Les livres seront présentés au public, le 23 avril au Centre national de la Littérature. Le jury, présidé par Sébastian Thiltges est

composé de Simone Beck, Fabienne Gilbertz, Ludivine Jehin, Odile Linden, Henning Marmulla, Alex Reuter, Shari Schenten et Aimée Schultz annoncera le lauréat fin avril. FC

MUSIQUES

Inattendues

La Kulturfabrik fait flotter le drapeau arc-en-ciel des fiertés LGBTQ+ sur sa façade, et prouve dans sa programmation son attachement à la scène queer. Une nouvelle série de concerts renforce ces

valeurs : Le festival *Unexpected*, le 6 avril accueille un line-up de trois artistes queer-féministes. Avec son *flow* rapide, passant du rap au chant, Maïcee bien que Française est influencée par la scène britannique des années 2000. Sa douceur supposée disparaît lorsqu'elle débite ses paroles crues, introspectives et pleines de rage. Malvina fait office d'exception dans l'industrie musicale. Elle est tout à la fois pianiste, compositrice, arrangeuse, productrice, chanteuse et *pole dancer*, cheffe d'orchestre et domina. Lizette Lizette (photo : Frederik Etoall) vient de Suède où son premier album

Queerbody en 2017, l'a propulsée sur le devant de la scène. Elle revient avec *Miss Gendered* qui est à la fois plus fragile et plus provocateur. Des DJ-Sets de Miss Sappho et des performances drag proposées avec par la Queerdom complètent le programme. FC



Pour un cinéma du soin

III Loïc Millot

À l’occasion de la sortie en salle des deux derniers volets du triptyque que Nicolas Philibert a réalisés en milieu psychiatrique, nous avons rencontré sa complice Linda De Zitter. Psychologue et psychanalyste, elle fait partie de l’équipage de l’Adamant, ce centre de jour installé sur une péniche, en quai de Seine, où Philibert a tourné *Sur l’Adamant*, récompensé de l’Ours d’or à la Berlinale 2023. Ou comment l’art du documentaire rencontre celui du soin

d’Land : Revenons aux origines de votre collaboration. Comment avez-vous rencontré Nicolas Philibert ?

Linda De Zitter : J’ai rencontré Nicolas Philibert lors du projet de *La Moindre des choses*, au début des années 1990, dans le contexte de la clinique psychiatrique de La Borde, où je travaillais. C’était peu après la mort de Félix Guattari. Depuis, c’est un voisinage dans la vie et dans le travail que nous menons. On a ensuite travaillé ensemble sur *L’invisible* (2002), un entretien avec Jean Oury, fondateur de La Borde, et plus récemment sur le triptyque composé de *Sur l’Adamant* (2023), *Averroès et Rosa Parks* (2024) et *La machine à écrire et autres sources de tracas* (2024).

Une citation de Fernand Deligny ouvre *Sur l’Adamant* : « Et surtout, n’oubliez pas les trous. S’il n’y a pas de trous, où voulez-vous que les images se posent ? Par où voulez-vous qu’elles arrivent ? ». J’imagine qu’elle n’est pas anodine...

Tout à fait. Deligny a été accueilli à La Borde à un moment donné. C’est un ami, une « présence proche », comme il

le dirait, issu du même paysage. Il y a cette idée de désinstitutionnaliser le soin qui pourrait très bien s’appliquer au cinéma de Nicolas Philibert. Celui-ci dit souvent qu’il n’y a pas de message, ni d’intention particulière dans ses films. Pour moi, cette citation de Deligny résonne par le fait que filmer, c’est aussi choisir ce que l’on ne montre pas, ce que l’on ne filme pas. Cela va à l’encontre de cette logique de la transparence et du tout visible que l’on trouve si souvent au cinéma. Le champ de vision se structure à partir d’un point aveugle. Nicolas Philibert a dit qu’il avait trouvé, à La Borde, le langage pour parler de son travail. Il utilise par exemple l’expression « programmer le hasard », qui veut dire que l’on essaie de réunir toutes les conditions pour que quelque chose puisse apparaître. Il y a une vraie rencontre entre une logique de soin et une logique de cinéma, deux logiques finalement assez proches.

Pourquoi les « fous » et ceux qui s’en occupent se retrouvent toujours dans des lieux moches et inadaptés ?

Vous avez participé à la création de l’Adamant, ce lieu singulier installé sur les bords de la Seine. Pouvez-vous retracer l’émergence de ce lieu et nous expliquer comment des patients ont pris part à sa conception ?

On peut penser que la singularité de ce lieu, c’est son emplacement sur une péniche et son architecture unique. Bien sûr que cela y contribue, tout comme cela participe à soigner par l’ambiance et à prendre soin de l’institution afin de pouvoir soigner les autres ensuite. L’idée de départ tient au désir bien décidé de notre chef de service de l’époque, Éric Piel. On est au début des années 2000, en plein changement politique dans le champ du social et de la psychiatrie : on commence à parler de « gouvernance », de « réduction des moyens », de « fusion des services »... Deux secteurs vont devoir fusionner, ce qui crée des tensions. On se retrouve ainsi dans un lieu inadapté, exigu, qui coûte excessivement cher, au-dessus d’un Foot Locker, à Châtelet (Paris). On peut d’ailleurs se poser la question : pourquoi les « fous » et ceux qui s’en occupent se retrouvent toujours dans des lieux moches, inadaptés et en dehors de la ville ? Il se trouve que Éric Piel habitait lui-même sur une péniche et qu’il avait envie de partager son expérience. Il a dû convaincre l’hôpital et les pouvoirs publics. Une agence architecture spécialisée dans les bâtiments flottants a été contactée, puis on a fait régulièrement des réunions de travail entre architectes, patients et soignants. Les architectes nous ont demandé de décrire l’endroit que nous voulions, mais sans recourir à des termes spatiaux : qu’est-ce qui est utile pour nous, de quoi avons-nous

Le film *Averroès et Rosa Parks* s’intéresse à deux unités du Pôle psychiatrique de Paris, anciennement appelé asile de Charenton



Les Films du Losange



Les Films du Losange

L'Adamant est un Centre de jour installé sur une péniche qui accueille des adultes souffrant de troubles psychiques

La Moindre des choses est devenu un film mythique dans le milieu de la psychanalyse. Cela a aidé Nicolas Philibert à venir à l'Adamant

besoin ? Ce que les architectes ont traduit ensuite en termes d'espace. La seule chose que nous avons ajoutée, ce sont deux bureaux. Dès la conception, cela a été un travail collectif, un geste que Félix Guattari aurait qualifié d'« écosophique », tant il en va d'une articulation entre l'écologie environnementale, sociale et psychique. On a donc été inclus dans ce projet en tant qu'acteurs, ce qui a contribué à soigner l'ambiance de la tension qui régnait alors. Le principe de co-construction était donné. Et l'Adamant a ouvert ses portes en 2010.

Les trois films, *Sur l'Adamant*, *Averroès* et *Rosa Parks* et *La Machine à écrire* et autres sources de tracas ont tous été réalisés avec votre complicité. De quelle façon avez-vous pris part à leur fabrication ?

Depuis *La Moindre des choses* (1995), il y a véritablement entre nous un voisinage, une relation affinitaire, dans la vie comme dans le travail. Nicolas Philibert a entendu parler de l'Adamant bien en amont de sa réalisation. Nous avons échangé sur beaucoup d'aspects : de l'idée à l'écriture du projet, jusqu'au montage et à l'accompagnement de Nicolas lors des débats en salle. Pendant le tournage, nous avons regardé des images, réfléchi au montage. Il me demandait ce que j'en pensais, ce qui ne veut pas dire que si je trouvais la scène trop longue, il allait l'écourter ! Certains choix qui correspondent à un souci de ma part du côté du soin rencontrent les choix logiques et éthiques de son cinéma. Et puis il faut bien dire que *La Moindre des choses* est devenu un film mythique dans le milieu de la psychiatrie. Ce qui l'a aidé à venir à l'Adamant. Il y a huit ans environ, Nicolas Philibert avait été convié à l'atelier « rhizome » où l'on invite régulièrement des cinéastes, des peintres et des musiciens à présenter leurs travaux. Il était sorti de cet atelier très stimulé par les questions qui lui avaient été posées, par leur acuité et la franchise des échanges. À partir de ce moment-là, il a eu envie d'y faire un film.

En tant que psychologue, quels sont les bienfaits que vous pouvez mettre au compte de la médiation artistique dans la relation d'accompagnement et de soin ?

À l'Adamant, on accueille des personnes pour lesquelles tout ce qui est évident pour nous est entravé pour eux : se lever, se laver, s'habiller, se nourrir, se mettre en mouvement... Il faut donc relancer un désir, impulser un élan. Les personnes que nous accueillons ont besoin de s'appuyer sur des équipes, des lieux, des ambiances, pour pouvoir être réanimées, revitalisées. Cela passe souvent par des détours, car il n'est jamais facile de parler directement de son monde intérieur. Les ateliers artistiques que nous animons à l'Adamant sont des prétextes pour instaurer un lien social et se découvrir, à l'occasion, de réelles compétences et éventuellement les faire fructifier – ce qui peut relancer cet élan vital. Ensuite, il sera possible d'engager des projets désirants, culturels, sociaux, familiaux et de travail. Mais il faut restaurer le lien social avant tout.

Est-ce que *Sur l'Adamant* et *Averroès* et *Rosa Parks* ont été montrés aux patients qui y figurent ? Y aurait-il une vertu thérapeutique au fait d'être spectateur d'un film dont on est aussi l'acteur ?

Nicolas Philibert montre toujours son film d'abord à celles et ceux qui l'ont composé. Frédéric Prieur, que l'on voit dans *Sur l'Adamant*, a eu une parole magnifique lors d'une séance : « Vous nous avez élevés au statut de personnages de cinéma et quel cinéma ! Vous ne nous avez pas trahis », a-t-il dit. Je ne sais pas si c'est thérapeutique, et l'on ne peut pas répondre pour tout le monde à cette question. Dès lors que vous introduisez une caméra en psychiatrie, vous êtes confronté à la question de ce qui est vrai et de ce qui ne l'est pas, de ce qui relève de la réalité, intérieure ou extérieure... Tout cela vient soutenir un travail de réflexion. Beaucoup de patients ont dit qu'ils espéraient que le film modifie les représentations à leur endroit. D'autres se sont demandé si le film allait davantage les stigmatiser, du fait qu'ils pouvaient désormais être reconnus dans la rue. Si vous entendez par thérapeutique ce que j'entends en tant qu'analyste – c'est-à-dire remettre en mouvement là où ça peut stagner –, je pense que cela produit cet effet.

Se pose enfin la question éthique de filmer des êtres fragiles, à la lucidité parfois vacillante. Comment est-ce que Nicolas Philibert s'y est pris ?

Nicolas Philibert, qui était donc déjà connu des soignants et des cinéphiles de l'Adamant pour avoir pris part à l'atelier rhizome, nous a fait part de son désir de filmer des patients, de son envie d'être avec eux. Il a expliqué son projet, et a pris des précautions : si un tel ne voulait pas être filmé, il suffisait de le dire. On pouvait être filmé un jour, et le refuser le lendemain. On pouvait sans problème revenir sur sa décision. Très peu de gens ont décliné parmi les patients et les soignants. Nicolas Philibert fait un cinéma de la rencontre, et le film est le résultat de ce tissage relationnel. Le film raconte cela aussi. ●

Le film *Averroès* et *Rosa Parks*, de Nicolas Philibert est sorti en salle depuis le 20 mars
Le troisième volet de la trilogie, *La Machine à écrire* et autres sources de tracas sortira le 16 avril

Bilan des extrêmes

IIII Jean Lasar

Face aux records « pulvérisés », la décontraction ?

C'est une tâche ingrate, en 2024, d'étudier le climat terrestre et de tenter d'alerter ses contemporains sur ses multiples dérèglements. Lorsque les superlatifs et les métaphores viennent à manquer aux climatologues et aux météorologues pour décrire les signaux de plus en plus alarmants qui émanent de leurs mesures et de leurs modèles, qu'ils voient la portée de leurs messages émoussés parce que perçus comme répétitifs et anxiogènes, il est tentant pour eux de se recroqueviller dans leur coquille et de laisser à d'autres le rôle des Cassandra de service. Car, lorsqu'ils résument leurs constatations et tentent, pour la nième fois, d'enfin provoquer le sursaut collectif, le changement de cap radical que celles-ci exigent, les médias en font poliment état pour aussitôt se tourner vers d'autres sujets supposément plus urgents.

L'ultime rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), bilan des extrêmes les plus inquiétants enregistrés sur notre planète en 2023, n'a pas échappé à la règle. Publié le 19 mars, il a été mentionné en bonne position ici ou là, mais a partout été englouti rapidement

par les flux chaotiques de l'actualité. Il pose pourtant en des termes d'une gravité et d'une clarté inédites la question suivante : le déraillement du climat terrestre, la perspective agitée par les scientifiques et censée intervenir d'ici quelques décennies si nous ne réduisons pas rapidement les émissions de gaz à effet de serre, a-t-il commencé sous nos yeux ?

Premier indice de « l'alerte rouge » à laquelle nous sommes confrontés, selon Celeste Saul, secrétaire générale de l'OMM, (et preuve, s'il en fallait, que l'humanité est loin de s'être mise en ordre de bataille pour en finir avec les énergies fossiles) : les concentrations dans l'atmosphère des gaz à effet de serre, dioxyde de carbone mais aussi méthane et protoxyde d'azote, déjà à leur plus haut en 2022, ont continué d'augmenter l'an dernier. Peu importe donc que l'un ou l'autre pays gros émetteur se gargarise d'avoir réduit ses émissions l'an dernier : tant que ces concentrations sont en hausse, nous entretenons le réchauffement et rendons plus ardues les efforts requis pour en venir à bout.

Avec 1,45 degré de plus, 2023 a été « de loin » l'année la plus chaude enregistrée depuis que les humains ont commencé à relever les températures de manière systématique il y a 174 ans. Les précédents records, ceux de 2016 (1,29 degré) et de 2020 (1,27 degré) ont été « pulvérisés », note l'OMM.

L'année dernière a certes été marquée par l'émergence d'un épisode El Niño qui a contribué à la montée rapide des températures. Il n'en reste pas moins que plusieurs autres indicateurs confortent l'idée que la mécanique climatique s'emballe. C'est le cas notamment des températures moyennes de surface de la mer, qui ont « atteint un niveau sans précédent à partir du mois d'avril, les records pour les mois de juillet, août et septembre ayant été battus avec une marge particulièrement large ».



Sven Becker

Les mers de part et d'autre de l'Équateur deviennent des baignoires : « À la fin de 2023, la majeure partie de l'océan située entre le vingtième parallèle Sud et le vingtième parallèle Nord était en situation de canicule depuis le début du mois de novembre ». Un réchauffement inhabituel constaté dans le nord-est de l'Atlantique, atypique par rapport au réchauffement associé à El Niño, inquiète particulièrement les climatologues.

Idem pour la hausse du niveau des océans, dont le taux a doublé au cours de la dernière décennie si on le compare à celui de la première décennie d'observation satellitaire, entre 1994 et 2003. Les nouvelles de la cryosphère ne sont pas meilleures, tant pour ce qui est de l'Antarctique, où l'étendue des glaces de mer était inférieure d'un million de kilomètres carrés à celle de l'année record précédente, que de l'Arctique, avec une banquise à des niveaux maximum et minimum aux cinquième et sixième rangs des plus bas niveaux jamais enregistrés.

2023 n'a pas été en reste pour ce qui est des impacts. L'OMM dresse une liste des phénomènes extrêmes qui ont marqué l'année, inondations, cyclones, canicules, sécheresses, incendies, qui ont certes été couvertes par les médias, mais qui, récapitulés de la sorte, nous rappellent qu'ils sont rapidement oubliés, alors que les populations profondément et pour la plupart durablement affectées se comptent par dizaines de millions.

Ce rapport 2023 « vient donner un sens nouveau et alarmant à l'expression 'hors normes' », relève l'OMM. Alors que les données sur l'ampleur des records météorologiques fracassés commençaient à circuler, vers la fin de l'année, le Premier ministre d'un petit pays au centre de l'Europe connu pour ses ventes d'essence et de diesel, elles aussi hors-normes, trouvait bon lors de ses vœux pour 2024 de prôner, souriant et rassurant, la décontraction face à la crise climatique. Les politiques conservateurs, défenseurs impavides du statu quo carboné, ignorent avec constance et désinvolture la gravité de ce qui nous pend au nez. ●

||||| AVIS |||||

SNHBM

Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 23.04.2024 10.00 heures

Lieu : SNHBM 2B, rue Kalchesbruck L-1852 Luxembourg

Intitulé : Lot terrassement & gros-œuvre, réf. KE2-18 & KE2-19

Description : L'exécution des travaux de terrassement et de gros-oeuvre de 2 immeubles résidentiels et de 17 radiers de maisons unifamiliales à Olm.

Conditions d'obtention du dossier : Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le Portail des marchés publics.

Réception des plis : Le jour de l'ouverture avant 10.00 heures.

N° avis complet sur pmp.lu : 2400675

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 02.05.2024 10.00 heures

Intitulé : Travaux de carrelage à effectuer dans l'intérêt de l'infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes à Pétange - Pouponnière et Infrastructures communes MEP1 - Site Batty Weber

Description : - Carrelage de sol : +/-450 m2 ; - Carrelage mural : +/-750 m2 ; - Travaux divers et enduits de ciment

La durée des travaux est de 90 jours ouvrables et à débiter au 2^e semestre 2024. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Conditions d'obtention du dossier :

Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des plis : Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

N° avis complet sur pmp.lu : 2400695

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 02.05.2024 10.00 heures

Intitulé :

Travaux de carrelage à effectuer dans l'intérêt de l'infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes à Pétange - Pouponnière et Infrastructures communes MEP1 - Site Batty Weber

Description : - Carrelage de sol : +/-450 m2 ; - Carrelage mural : +/-750 m2 ; - Travaux divers et enduits de ciment
La durée des travaux est de 90 jours ouvrables et à débiter au 2^e semestre 2024. Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Conditions d'obtention du dossier : Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des plis : Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

N° avis complet sur pmp.lu : 2400695

SNHBM

Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis : 19.04.2024 10.00 heures

Lieu : SNHBM 2B, rue Kalchesbruck L-1852 Luxembourg

Intitulé : Lot peinture & peinture epoxy, rés. MA4-1

Description : L'exécution des travaux de peinture et de peinture de sol en epoxy d'un immeuble résidentiel à Mamer.

Conditions d'obtention du dossier : Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le Portail des marchés publics.

Réception des plis : Le jour de l'ouverture avant 10.00 heures.

N° avis complet sur pmp.lu : 2400657

d'Lëtzebuurger Land

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant** Stephan Kinsch (48 57 57-1; land@land.lu). **Rédacteur en chef** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu). **Rédaction** France Clarinval (48 57 57-26; fclarinval@land.lu), Luc Laboulle (48 57 57-28; llaboulle@land.lu), Stéphanie Majerus (48 57 57 35; smajerus@land.lu), Sarah Pepin (48 57 57 36; spepin@land.lu), Pierre Sorlut (48 57 57-20; psorlut@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (48 57 57-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (48 57 57-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d'Lëtzebuurger Land **Instagram** letzebuurger_land **Impression** Editpress S.A. **Prix par numéro** 6,00 € **Abonnement annuel** 200,00 € **Abonnement étudiant/e** 95,00 € **Compte en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000

„Unser Leidensweg inmitten der Zivilisation“

IIII Julia Harnoncourt

„Indésirables“ aus Übersee – Migrant/innen in Luxemburg am Anfang des 20. Jahrhunderts (7)

Bis jetzt befassten sich die hier behandelten Lebensgeschichten mit nicht-europäischen Arbeiter/innen, Künstler/innen und Mittellosen. Der siebte Teil der Serie handelt von einem Geschäftsinhaber. Trotz seiner relativ wohlhabenden Verhältnisse brachte ihm eine Liebesbeziehung Probleme mit der Fremdenpolizei.

Eckdaten einer Liebesgeschichte: Israelian, Chabab (*1902 Istanbul)

Sie lernten sich im März 1930 auf einer Feier im Cercle-Gebäude kennen. Chabab war orientalischer Teppichhändler, Eliane eine junge Französin aus reichem Hause. Der Vater war Unterdirektor der Hütte Hadir in Düdelingen. Er versprach ihr den Himmel auf Erden. Sie war angetan und versprach ihm ihre Liebe. Ihrem Vater musste sie sich widersetzen und nahm Chabab zum Ehemann. Er zog in die Villa der Eltern.

Doch das eheliche Glück hielt nicht lange. Konflikte machten sich breit, erst mit den Eltern, dann auch mit ihr. Die Eltern schmissen ihn aus der Wohnung. Dann kam Jacqueline, ihre Tochter, zur Welt. Zwei Jahre später verlor er sein Geschäft. Die Wirtschaftskrise hatte ihm übel mitgespielt.

In Eliane, die ihn liebte, wuchs das Misstrauen, angestiftet durch einen strengen Vater. Sie hätte einen Unwürdigen geheiratet. Nun wollte sie die Scheidung. Doch vor Gericht wurde ihr die Scheidung verweigert.

Um ihn loszuwerden, bewirkte der Vater die Ausweisung des Ausländers. Chabab versuchte nun von Belgien aus alles, um wieder nach Luxemburg zurückkehren zu dürfen. Er nahm sich einen Anwalt, ein Mitglied der Abgeordnetenkammer und schrieb ans Nansen-Büro, an Armenische Organisationen und andere Stellen, auch an die Großherzogin. Ihr gegenüber beteuerte er die Ungerechtigkeit, die ihm widerfahren war:

„Armenischer Abstammung und gregorianisch-katholischer Konfession – Angehöriger eines Märtyrervolkes, dessen herzzerreißende Geschichte einen Schrei des Grauens in der zivilisierten Welt hervorrief – besitze ich unter dem Schutz des Völkerbundes einen Nansen-Pass.

Derzeit befinde ich mich in einer irregulären Situation in Brüssel. Ich könnte von einer Minute auf die andere an die luxemburgische Grenze zurückgedrängt werden, wo mich nichts als das Gefängnis erwartet.

Für welches Verbrechen?

Könnte es an dem Verbrechen liegen, als Armenier geboren zu sein? Wird sich, während wir das Schicksal unserer Landsleute bedauern, der 1 400 000 Männer, Frauen und Kinder, die unter den hilflosen Blicken des zivilisierten Europas während des Krieges systematisch organisierter Massaker wehrlos zum Opfer fielen, unser Leidensweg inmitten der Zivilisation fortsetzen?“¹

Er sprach sie als Mutter an und erwähnte auch seine Mutter, die sich um ihn sorgte. Jedoch blieb der Brief unbeantwortet und Chabab konnte nicht nach Luxemburg zurückkehren.

Nansen-Flüchtlinge im Luxemburg der 1930-er Jahre

Chabab wurde 1902 in Istanbul geboren. Die armenische Minderheit war damals recht groß in der Hauptstadt des Osmanischen Reiches. Chababs Jugendjahre müssen sehr turbulent gewesen sein, liefen sie nicht nur synchron mit dem Ersten Weltkrieg, sondern auch dem Völkermord an den Armeniern und dem Zerfall des Osmanischen Reiches. Möglicherweise zog Chabab 1918 in die kurzzeitig bestehende Armenische Republik, die später von der Sowjetunion aufgelöst wurde. Jedenfalls hatte Chabab, der 1922 als Student nach Europa kam, einen armenischen Pass. Noch im selben Jahr bekam er vom Hochkommissariat für Flüchtlingsfragen, das 1921 vom Völkerbund gegründet worden war, einen Nansen-Pass. Er hielt sich in Deutschland und Belgien auf und arbeitete als Vertreter für die Firma seines Vaters. 1927 ging er nach Luxemburg, wo er einen Monat nach seiner Ankunft mit Daniel Maghakian (1899, Istanbul) das Teppichgeschäft Maison Armenia eröffnete.

Wann genau er Eliane Dumoutier kennenlernte, ist unklar. Sie war 1926 im Alter von 17 Jahren mit ihren Eltern nach Luxemburg gezogen. Als sie Chabab heiratete war sie 22. Die Eltern waren von Anfang an gegen die Ehe. Trotzdem zogen die Frischvermählten in den elterlichen Haushalt nach Niederkorn. Bereits ein paar Monate später wurde Chabab aus der Wohnung geschmissen, während Eliane, die bereits schwanger war, bei ihren Eltern blieb. 1932 wurde Jacqueline geboren. Bald darauf verlor er wegen der Wirtschaftskrise sein Geschäft und begann Teppiche zu reparieren. Elianes Vater versuchte nun, seine Ausweisung anzuregen, was 1935 auch geschah.

Dieser und andere Fälle zeigen deutlich, dass der Nansen-Pass keine Garantie auf ein Aufenthaltsrecht darstellte, vor allem mit Beginn der Wirtschaftskrise und der ab 1933 aus Deutschland hinzukommenden Flüchtlinge. Auch in Belgien, wo Chabab nach seiner Ausweisung Zuflucht suchte, wurde ihm anfangs nur ein temporärer Aufenthalt gestattet.² Trotzdem hatten Nansen-Flüchtlinge, im Gegensatz zu anderen Migrant/innen, zumindest eine politische und rechtliche Interessenvertretung. Schließlich war die Zuerkennung des Nansen-Passes höchst selektiv. In den 1920-er Jahren wurden vor allem Bevölkerungsgruppen offiziell als Flüchtlinge anerkannt, die in das damalige Europabild passten: christliche Armenier/innen und christliche, antisowjetische Russ/innen. Kurd/innen hingegen, die ebenso von gewalttätigen Vertreibungen im Zuge der Auflösung des Osmanischen Reichs und dessen Folgen betroffen waren, fielen zum Beispiel nicht in dieses Raster.³

Von Belgien aus unternahm Chabab einiges, um die Ausweisung rückgängig zu machen und schrieb unter anderem den zuvor zitierten Brief an die Großherzogin. Elianes Vater, George Dumoutier, hielt dagegen, denn: „Bei der erneuten Niederlassung dieses Ausländers im Großherzogtum [...] wäre das harmonische Einvernehmen in unserem Haushalte bestimmt zerstört, das seit der Entfernung des Israelian geherrscht hat.“⁴ Die Nansen-Dokumente zeigen klar, dass George gegen Chabab intrigierte und auch, wie einflussreich er war.⁵

Anmelde-
erklärung von
Chabab
Israelian, 1927

Handwritten form titled "Anmelde-Erklärung" (Declaration of Arrival) and "Déclaration d'Arrivée". It is a document from the Luxembourg Police (Fremdenpolizei / POLICE DES ÉTRANGERS) dated 14. Oktober 1927. The declarant is I S R A E L I A N Chabab, born 1891/1895 in Istanbul, who has taken residence at Luxembourg, Pierretstrasse 36. The form includes fields for birthplace, date of birth, name, and address. It also contains a section for the declarant's family, listing names and birthplaces of parents and children. The form is signed by the declarant and the police officer, and includes a stamp from the Luxembourg Police.

Es scheint, dass nicht nur mittellose Ausländer/innen als problematisch betrachtet wurden, sondern auch Besitzende aus gewissen Regionen

Ungefähr zur selben Zeit versuchte Eliane sich von Chabab scheiden zu lassen. Die Scheidung ging trotz des einflussreichen Vaters nicht durch. Es scheint sich hier um zwei verschiedene rechtliche Regime mit unterschiedlichen Machtverhältnissen gehandelt zu haben. Während bei dem einen vor allem Geschlecht eine Rolle spielte, stand das andere mit Rassismus in Zusammenhang: Beide Kontrahenten, sowohl Chabab als auch George, waren keine luxemburgischen Staatsbürger. Beide waren gebildet und besaßen gewisse finanzielle Mittel. Die Herkunft muss hier also eine Rolle gespielt haben, denn obwohl die Fremdenpolizei nie einen Grund für die Ausweisung des Nansen-Flüchtlings gab und dieser in den Rechtsstreitigkeiten höchst kompetent auftrat – er hatte einen einflussreichen Anwalt und bat verschiedene Institutionen wortgewandt und informiert um Hilfe – hatte er im Kampf um sein Aufenthaltsrecht keine Chance.

Chabab blieb während der Nazibesetzung in Brüssel. Eliane und ihre Familie gingen zurück nach Frankreich. Nach dem Krieg zogen zumindest ihre Eltern wieder nach Luxemburg. Eliane und ihre Tochter gingen irgendwann in die Schweiz. Das genaue Datum ist unbekannt. Die Scheidung ging erst 1949 durch, weil Chabab sich mit einer anderen Frau verheiratet wollte. Mit der 20 Jahre jüngeren Belgierin Yvonne Vanvoorden bekam er 1954 eine weitere Tochter. 1959 erhielt er die belgische Staatsbürgerschaft. Er war nicht der einzige armenische Flüchtling, der nach dem Zweiten Weltkrieg eingebürgert wurde.⁶

Auch wenn Chabab in der Nachkriegszeit als respektabel beschrieben und ihm in der Zwischenkriegszeit kein Fehlverhalten nachgewiesen wurde, war er der Fremdenpolizei suspekt, was auf George Dumoutier nicht zutrifft. Es scheint, dass nicht nur mittellose Ausländer/innen als

problematisch betrachtet wurden, sondern auch Besitzende aus gewissen Regionen. Dies zeigt auch die Geschichte Adolphe Matcovichs (1911, Anatolien), der des Betruges verdächtigt wurde, eine Situation, die sich aufgrund seiner Beziehung zu einer bürgerlichen Französin verschärfte. Adolphe kam 1938 als Tourist nach Bad-Mondorf. Als Vertreter einer amerikanischen Firma war er viel herumgereist. Als er Marcelle Guersing, die Tochter eines französischen Hotelbesitzers, kennenlernte, beschloss er, gemeinsam mit einem Luxemburger eine Firma zu gründen. Nun begannen sich Gerüchte um ihn zu ranken; er versuche "sich während der Badesaison hierorts unter dem Deckmantel eines Kurgastes niederzulassen [... um eine] unlautere Tätigkeit zu entfalten."⁷ Vielleicht sei er sogar Kokainhändler. In einer Polizeibefragung behaupteten er und seine Freunde, seine einflussreichen Nebenbuhler hätten diese Gerüchte in Umlauf gebracht. Adolphe wurde ausgewiesen und 1939 in Nazideutschland wegen Betrugs verhaftet. Was danach aus ihm wurde, bleibt unklar.

Chabab war kein Betrüger, auch bezüglich Adolphe lassen sich keine Beweise dafür finden. Während sich in den Quellen über mittellose Migrant/innen Klassismus und Rassismus oft überdecken, wird klar, dass es bei reicheren Migrant/innen nicht nur um Klassenverhältnisse geht. Denn sowohl auf der diskursiven, als auch auf der persönlichen Ebene eröffneten sich fast unüberwindbare Widerstände für die Integration in die luxemburgische bürgerliche Gesellschaft. ●

Julia Harnoncourt forscht zu zeitgenössischer Geschichte am C2DH

¹ Original auf Französisch. Übersetzt und bearbeitet von JH. ANLux, J-071-71 *Expulsions et renvois* (I-J), 1935-1939.

² Legal Status - Requests for Passports and Assistance - Luxembourg. Nansen International Office for Refugees, C1552/448/20A/80620/80165.

³ Bloxham, Donald (2009): *The great game of genocide. Imperialism, nationalism, and the destruction of the Ottoman Armenians*, 10; Skran, Claudena M. (2011): *Refugees in inter-war Europe. The emergence of a regime*, 188, 194-196; Watenpugh, Keith David (2014): *Between Communal Survival and National Aspiration. Armenian Genocide Refugees, the League of Nations, and the Practices of Interwar Humanitarianism*. In: hum 5 (2), 159-181.

⁴ ANLux, J-108-0335998, Dumoutier Eliane Louise, *Israelian Chabab*.

⁵ Nansen Office, C1552/448/20A/80620/80165.

⁶ Watenpugh, 171.

⁷ ANLux, J-108-0396851, Matcovich Adolphe

Adjugé !

IIII France Clarinval

Un lot de bracelets fantaisie à strass, « collection éblouissante à découvrir », adjugé pour quinze euros ; un portefeuille vintage en cuir noir Yves Saint Laurent, « d’une élégance intemporelle », pour 25 euros ; un stylo bille Meisterstück Mont Blanc en résine noire à cent euros ou encore un sac à dos Louis Vuitton Soho en toile cirée et cuir marron, en excellent état à 320 euros… Le catalogue de la vente aux enchères réalisée dimanche dernier par Kanerz Art avait tout de l’inventaire à la Prévert. S’y mêlaient des chemises pour homme encore emballées (taille XXXL), des bijoux en or et diamants, des montres et des sacs de marques, des chaussures, des carrés de soie et quelques bizarreries comme des crochets à lacets du 19^e siècle – dont un seul a trouvé preneur, à 35 euros – ou ces éventails Louis XV en ivoire et papier peint datant de 1750 qui n’ont pas eu l’heur de plaire.

En ce dimanche après-midi où le printemps se réveille lentement, il n’y a qu’une trentaine de personnes à avoir fait le déplacement dans la zone industrielle d’Howald où la salle des ventes a élu domicile. En revanche, 600 personnes ont suivi la vente en ligne, sur le site de Drouot. La plateforme digitale de l’hôtel des ventes basé à Paris et ses huit millions d’inscrits permet de toucher un public international, notamment d’experts ou de Luxembourgeois vivant à l’étranger. Ici, les espaces, archi remplis d’objets, de livres, de bijoux, des meubles et de tableaux qui attendent d’être vendus ressemblent plus à un hangar ou un entrepôt qu’aux salons feutrés que l’on peut voir dans les films.

Un couple âgé est installé sur un canapé, une femme chuchote à l’oreille de son voisin, un jeune père tient sa fille sur ses genoux, une trentenaire garde son smartphone allumé où elle a noté les lots qui l’intéressait : Le public est à l’image des lots en vente : éclectique. Tous tiennent un petit panneau avec un numéro permettant de les identifier car, pour pouvoir enchérir et acheter, il faut avoir montré son identité. (Les vendeurs aussi sont identifiés pour éviter le blanchiment). Beaucoup sont passés dans les jours précédents la vente pour observer les objets, essayer les vêtements, soupeser les bijoux, comparer les montres et poser des questions aux experts, histoire d’être prêts pour le moment T.

Au pupitre, Alexandre Chateau-Ducos, tiendra le crachoir pendant plusieurs heures. Physicien de formation, ayant travaillé comme acheteur au centre de recherche List, il a créé la maison de vente Kanerz Art (dont le nom compile les prénoms de ses enfants) en 2016, en se spécialisant d’abord dans les livres anciens. Au rythme de 80 à cent lots à l’heure, son après-midi

sera bien remplie pour écluser les plus de 500 lots de la vente du jour. Cela démarre sur les chapeaux de roue avec une série de carrés Hermès brigués par des acheteurs en ligne, au téléphone et dans la salle. Ils ont tous été adjugés entre 80 et 300 euros, prix auquel s’ajoute une commission de 28,88 pour cent (dégressive en fonction du prix d’achat).

Suivent des vêtements vintage, puis des chaussures d’homme. Belles paires de bottines, de mocassins, de brogues et de derby en très bon état et avec les accessoires ad hoc, elles connaissent un sérieux engouement, à la surprise du maître de cérémonie. « Nous ne sommes pas spécialisés dans ce domaine et j’avais peur que cela ne soit pas facile à vendre, mais la qualité et l’état de ces souliers ont séduit », avoue, soulagé, Alexandre Chateau-Ducos. Le succès des sacs de femme est plus mitigé, les plus luxueux – dont un Birkin de chez Hermès évalué à plus de 14 000 euros – ne trouvant pas preneur. « Nous allons les proposer dans une autre vente plus spécialisée », annonce Olivier Bens, responsable du développement de la maison.

Le rythme baisse un peu, avec les bijoux fantaisie puis l’adrénaline remonte au moment de la présentation de montres et de bijoux de luxe. Une bague Art Déco en platine, sertie de diamants et saphirs est disputée en ligne par deux marchands parisiens spécialisés en bijoux anciens. Elle partira à 4 000 euros, au-dessus de l’estimation haute à 3 200. Mieux encore, la montre dame Vacheron Constantin en or avec pavage de diamants des années cinquante a été adjugée à 5 200 euros, alors que le prix démarrait à 3 000. Au total, la vente de ce dimanche a remporté plus de 100 000 euros.

Une grande partie des lots vendus dimanche proviennent de la succession d’un médecin (on ne nous en dira pas plus). Les experts sont souvent appelés par les familles pour vendre telle ou telle pièce. « Ce n’est pas toujours ce qu’on croit qui a le plus de valeur. Nous regardons tout ce qu’il y a dans la maison pour valoriser au maximum les objets », explique Alexandre Chateau-Ducos. Une ancienne publicité Bofferdind peut attirer son regard plus qu’un imposant buffet en chêne. « Contrairement aux antiquaires ou brocanteurs, nous n’achetons rien. Nos évaluations sont donc neutres », poursuit-il, insistant sur cette déontologie. Outre la commission payée par l’acheteur, la maison de vente se rémunère à la transaction, négociée avec le vendeur en fonction de la valeur des biens. Le travail à mener en amont de la vente justifie ces paiements : chaque objet est expertisé, photographié, décrit, catalogué, stocké… L’expert précise que sa responsabilité est engagée quand il décrit les pièces et quand il affirme une marque ou un artiste.

« C’est un marché qui croît avec la crise : les gens espèrent récupérer de l’argent en vendant des pièces et d’autres en économiser en achetant en salle de vente », commente Olivier Bens. Il note un rajeunissement du public à la faveur des tendances au vintage et à l’occasion mâtinées d’écologie et de recyclage. C’est pourquoi il travaille activement pour offrir d’autres chances aux invendus en envisageant une plateforme en ligne. ●

land

29.03.2024

Alexandre Chateau-Ducos adjuge un carré de soie



L’ E N D R O I T

Taco Shop

Le taco est un des emblèmes de la street food mondialisée, même si son origine mexicaine est revendiquée haut et fort. Loin des chaînes qui ont transformé cette galette de maïs farcie en sandwich mou indescriptible, le Taco Shop



installé à Clausen en respecte les codes et les recettes. Dans un cadre simple, agrémenté des incontournables murs de végétaux (en plastique) et textes en néons, la commande se passe par smartphone interposé. On a l’embarras du choix pour garnir les tacos (crêpe de maïs ouverte), les burritos (galette de blé roulée), les quesadillas (galette de blé au fromage) ou les papas asada (pommes de terre garnies) avec du bœuf, du poulet, du porc, du chorizo ou des légumes (photo : hf). On ajoute une sauce plus ou moins piquante et on complète avec des frites, des nachos ou du guacamole. Tout cela est généreusement servi, même si

on aurait préféré que la sauce soit intégrée à la farce. On se lèche les doigts avant de boire une margarita. FC

D E R S P O R T

„Roud Léiwen“

Sport ist bekanntlich unpolitisch und Fußball im Besonderen. Deshalb war es unpolitisch, als 2023 der Luxemburger Rekordmeister Jeunesse Esch sich sechs Monate vor den Kammerwahlen einen Ball stiften ließ vom ADR-Spitzenkandidaten und Präsidenten des FC Kehlen, Fred Keup. Deshalb war es

unpolitisch, als der FC-Kehlen-Anhänger und Capo der Ultra-Gruppierung M-Block Fanatics 2020 eine Petition einreichte, um dem inzwischen selbst vom RTL-Fußball-experten Marc Oberweis als „Léiwepark“ bezeichneten Stade de Luxembourg einen luxemburgischen Namen zu verpassen – eine Initiative, die Fred Keup später dankend in einer parlamentarischen Anfrage aufgriff. Deshalb ist es unpolitisch, dass der ADR-Ost-Kandidat Yannick Schreiner im Ultra-Fanblock der Nationalmannschaft willkommen ist. Deshalb ist es unpolitisch, dass der selbsterklärte „Boss“ der „Roud Léiwen“, Gerson Rodrigues,

einen Tag nach Ende der Europameisterschafts-qualifikation zu 18 Monaten Haft auf Bewährung verurteilt wurde, unter anderem, weil er seine Freundin verprügelt hatte. Und deshalb ist es unpolitisch, dass weder der Sportminister noch die FLF es für nötig erachten, eine Kampagne gegen Rassismus, Sexismus und Homophobie zu starten. Luxemburg ist eines der wenigen Länder, in denen Ultras sich für die Nationalmannschaft interessieren. Meistens identifizieren sie sich mit der Stadt, aus der sie oder „ihr“ Verein kommen, und schenken der Nationalmannschaft wenig Beachtung. Dass das in

Luxemburg anders ist, liegt an der Erfolgs- und Bedeutungslosigkeit des Vereinsfußballs und an den leeren Rängen in den Stadien. Tatsächlich hätte die Nationalmannschaft, deren Spieler zum allergrößten Teil in ausländischen Ligen ihr Geld verdienen, sich diesmal fast für die Europameisterschaft qualifiziert. Im zweitletzten Spiel scheiterten die „Roud Léiwen“ schließlich an den Georgiern. Weil die nationalistisch gefärbte Symbolik im Fußball aber vielleicht doch nicht so unpolitisch ist wie häufig behauptet, hat das Scheitern der Nationalmannschaft politisch gesehen auch etwas Gutes. LL